

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

DE LA
RÉPRESSION DE LA FRAUDE

DANS LES
VENTES DE MARCHANDISES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Louis FRAISSE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



MONTPELLIER
IMPRIMERIE GUSTAVE FIRMIN ET MONTANE
(Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson)

1899

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. Vigié, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

Brémont, Assesseur, professeur de Droit administratif.

Gide, professeur d'Économie politique, en congé.

Laurens, professeur de Droit civil, en congé.

Glaize, professeur de Procédure civile, chargé des cours de Voies d'exécution et de Législation financière.

Laborde, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et d'Économie industrielles.

Charmont, professeur de Droit civil, chargé du cours de Droit civil dans ses rapports avec le Notariat.

Chausse, professeur de Droit romain, chargé du cours de Pandectes.

Meynial, professeur d'Histoire du Droit.

Barde, professeur de Droit constitutionnel.

Declareuil, professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

Valéry, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

Perreau, agrégé, chargé d'un cours de Droit civil approfondi, et d'un cours complémentaire de Droit civil.

Brouilhet, chargé d'un cours d'Économie politique.

Gariel, chargé d'un cours d'Économie politique et du cours d'Histoire des doctrines économiques.

Moye, chargé du cours de Droit international public.

Lévy Ullmann, chargé d'un cours de Droit civil.

Giraud, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

MM. Chausse, professeur, *président*.

Moye, chargé de cours,

Lévy Ullmann, chargé de cours, } *assesseurs*

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

DE LA
RÉPRESSION DE LA FRAUDE

DANS LES
VENTES DE MARCHANDISES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Louis FRAISSE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



MONTPELLIER
IMPRIMERIE GUSTAVE FIRMIN ET MONTANE
(Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson).

1899

A MES PARENTS

A MES AMIS

L. FRAISSE.

DE LA

RÉPRESSION DE LA FRAUDE

DANS LES

VENTES DE MARCHANDISES

INTRODUCTION

On peut à bon droit être surpris de voir combien sont nombreuses actuellement les dispositions législatives ayant pour but la répression de la fraude dans le commerce des marchandises. Il est, en outre, facile de constater que notre législation présente la particularité suivante, si l'on en examine l'histoire depuis la promulgation du Code pénal jusqu'à aujourd'hui : pendant toute la première moitié de ce siècle, la répression de la fraude n'est assurée que par un article du Code pénal ; au contraire, à partir de cette époque, les lois sur les fraudes apparaissent et deviennent nombreuses, surtout depuis une dizaine d'années. — Le développement soudain de cette législation spéciale nous a paru intéressant à étudier. Aussi, nous sommes-nous proposé de l'expliquer et de montrer comment le législateur a été amené par les cir-

constances à faire maints efforts et à entasser lois sur lois, pour essayer d'enrayer la marche de la fraude par des obstacles d'ailleurs souvent illusoires.

Il importe d'abord de préciser ce qu'on entend par fraude dans les ventes de marchandises. Sans rappeler les diverses classifications établies par les anciens juristes, il suffira de remarquer que la fraude dont il s'agit ici est celle qui se produit de la part d'un contractant, à l'insu et au détriment de l'autre, de la part du vendeur au détriment de l'acheteur. Cette fraude est caractérisée principalement par son but, qui est la réalisation d'un bénéfice illicite par la vente d'une marchandise à un prix au-dessus de sa valeur. C'est donc dans l'exécution du contrat que la fraude s'opère, et ceci la distingue du dol, vice du contrat consistant dans des manœuvres qui peuvent émaner d'un tiers aussi bien que des parties et dont le but est d'entraîner le consentement de la partie contractante.

Les fraudes se réalisent de bien des manières qui ont toujours été rangées par les auteurs dans trois catégories différentes, suivant qu'elles portent sur la nature, ou sur la qualité, ou sur la quantité de la marchandise :

1^o La tromperie sur la nature porte sur la substance ou sur l'origine de la marchandise : elle porte sur la substance, quand la chose livrée est différente de celle que l'acheteur avait en vue, ou quand elle est complètement impropre à l'usage pour lequel elle a été vendue ; et il y a tromperie sur l'origine, quand le vendeur affirme ou laisse croire à l'acheteur, que la marchandise livrée provient de telle localité ou de l'usine de tel industriel, si ces faits doivent donner à la marchandise, en quelque sorte, une nature propre ;

2^o Les tromperies sur la qualité sont très diverses et

varient avec chaque espèce de marchandise ; elles font supposer que la chose vendue a des qualités qu'en réalité elle ne possède pas ; souvent elles ont pour résultat de diminuer l'utilité, les propriétés de cette chose, et il faut remarquer que, si cette utilité est tellement diminuée que la chose devient impropre à l'usage auquel elle était destinée, il y a alors tromperie sur la nature. De là des difficultés, quand il s'agira de qualifier telle ou telle tromperie ;

3° La tromperie sur la quantité se distingue des précédentes, parce qu'elle peut être l'œuvre de l'acheteur aussi bien que du vendeur, en particulier lorsque la livraison a lieu dans les magasins de l'acheteur, ou si celui-ci intervient dans les opérations de pesage ou de mesurage. La tromperie sur la quantité pouvant se produire par l'addition à la marchandise vendue d'une substance qui en augmente le poids ou le volume, cette fraude pourra être considérée comme portant, soit sur la qualité, soit sur la quantité, suivant que le mélange aura diminué ou non les propriétés de la marchandise.

Ce rapide aperçu donne une idée des nombreuses fraudes qui peuvent se commettre. Et, en effet, leur nombre est considérable. La fraude a envahi actuellement la plupart des branches de l'industrie ; pour se rendre compte des tromperies nombreuses dont on peut être l'objet, on n'a qu'à jeter les yeux sur des ouvrages techniques, tels que celui de M. Chevalier de Baudrimont, intitulé : *Dictionnaire des altérations et falsifications des substances alimentaires, médicamenteuses et commerciales*. On sera surpris de voir la diversité des manipulations qui menacent toutes les marchandises. Indépendamment des nombreux ouvrages qui ont été écrits sur le même sujet, des revues paraissent d'une façon régulière, qui s'occupent exclusivement

des fraudes et falsifications dans les diverses industries. Enfin, des syndicats sont organisés pour prendre la défense des particuliers contre les fraudeurs.

L'extension de la fraude est chose évidente. Nous avons à nous demander quelles en sont les causes, et quelles armes le législateur a employées pour la combattre.

La fraude est née de la mauvaise foi dans les transactions ; on peut donc dire qu'elle a toujours existé. On verra, en effet, au cours de cette étude, que de tout temps elle a attiré l'attention du législateur. Le développement qu'elle a pris date de ce siècle, qui l'a vue s'accroître dans des proportions considérables, et il semble qu'on doive l'attribuer à trois causes principales, qui sont l'augmentation de la concurrence, le décroissement de la probité commerciale et les progrès de la science.

Notre siècle a vu, sinon naître, du moins se développer la concurrence commerciale ; on peut même dire qu'elle a atteint ses dernières limites. Entre fabricants, entre marchands, c'est une lutte qui souvent se termine par une faillite.

On cherche, par tous les moyens, à faire affluer chez soi les acheteurs. Les procédés sont variés : installations luxueuses, réclames par affiches, journaux et prospectus, primes aux acheteurs, et surtout vente à bon marché. Ceci paraît anormal. Puisque les frais sont augmentés, les prix de vente devraient l'être dans les mêmes proportions : au contraire, ils sont diminués. Une seule explication de ce fait est plausible : c'est qu'on trompe l'acheteur.

Et, en effet, on entend dire chaque jour, d'une façon générale, que les marchandises, aujourd'hui, se vendent meilleur marché, mais ne valent pas celles d'autrefois. La concurrence conduit à la fraude, parce que les frais

qu'elle occasionne sont trop élevés pour pouvoir être couverts par les bénéfices d'une vente à bas prix. Comment expliquer autrement que par la fraude que des détaillants vendent meilleur marché que les fabricants, leurs fournisseurs ?

La concurrence en elle-même est une chose honnête. Mais à notre époque, elle a souvent perdu ce caractère, parce qu'un désir trop âpre du gain a amené un décroissement de la probité dans les affaires. Il semble, en effet, qu'à ce point de vue il se soit produit une sorte de relâchement de la moralité publique. On ne peut, du reste, devant la multiplicité des lois sur les fraudes, s'empêcher de songer à la pensée mémorable de Tacite : *Corruptissima Republica, plurimæ leges*. De même que beaucoup de personnes de la meilleure foi évitent de payer les droits de douane ou d'octroi, ne se font aucun scrupule de léser l'Etat ou certaines grandes administrations, de même des commerçants, honnêtes dans leur vie privée, ne se croient pas coupables parce qu'ils trompent leurs acheteurs. Ils n'ont qu'un but : augmenter chaque jour le chiffre de leurs affaires, gagner beaucoup, afin de mener une vie un peu plus brillante ou de réaliser, en quelques années, une petite fortune. La fraude permet d'arriver à ce résultat, on emploie donc la fraude.

Ainsi s'explique le développement que la fraude a pris à notre époque. Et, précisément, il a été bien favorisé par un autre agent, la science. C'est elle, en effet, qui, le plus souvent, donne aux fraudeurs leurs moyens de tromperie, qui leur indique par quelles manipulations ils peuvent faire paraître fraîche une marchandise qui ne l'est plus, par quels procédés ils peuvent, à bas prix, fabriquer de toutes pièces tel ou tel produit. Certains individus surveillent attentivement les progrès continus de la science et s'empa-

rent de chaque nouvelle découverte pour en faire un nouveau moyen de tromperie. Beaucoup de ces procédés, en effet, n'ont qu'un temps et ne peuvent servir qu'autant qu'on ignore les moyens de les découvrir. Si la science permet de pratiquer la fraude, elle donne aussi les moyens de la révéler, de sorte que c'est une lutte continuelle entre les fraudeurs, d'une part, et les chimistes-experts, de l'autre.

Il est inutile de démontrer combien la fraude est chose répréhensible et quel grand intérêt on a à la poursuivre. Elle ne profite qu'à une catégorie de gens, à ceux qui la pratiquent. Elle lèse toutes les autres personnes, c'est-à-dire les consommateurs et les marchands honnêtes. Le consommateur paie la marchandise fraudée au même prix que si elle était loyale, et, en outre de ce préjudice pécuniaire, il est exposé à absorber des denrées nuisibles à sa santé, à répandre dans ses champs des engrais qui leur portent préjudice au lieu de les féconder ; en tout cas, la marchandise qu'il achète ne lui rend pas les services qu'il en attendait. La fraude est d'autant plus à déplorer que ses victimes sont surtout les classes pauvres de la société, pour lesquelles le bon marché est une qualité principale de la marchandise.

D'un autre côté, les marchands honnêtes et les producteurs et fabricants, sont gravement atteints dans leurs intérêts par la fraude : par suite de la concurrence déloyale qu'on leur fait, ils voient les prix de vente baisser rapidement et leurs bénéfices diminuer sensiblement, jusqu'à ce qu'ils en soient réduits à cesser leur commerce ou à tromper l'acheteur à leur tour.

Enfin, la nation entière est intéressée à ce que les produits qu'elle exporte jouissent d'une bonne réputation à l'étranger ; quelques marchandises altérées peuvent jeter le discrédit sur toute une branche de l'industrie française.

Pour sauvegarder l'intérêt général, il est du devoir du législateur d'empêcher la fraude d'exister en la poursuivant sans merci. L'histoire des lois qui vont être étudiées ci-après montre la difficulté d'une pareille œuvre.

Le Code pénal ne consacrait à la répression de la fraude que quelques dispositions trop restreintes, et punissait seulement, dans son article 423, un certain nombre de tromperies. Ses prescriptions suffirent, cependant, durant près d'un demi-siècle, jusqu'à ce que l'extension commengante de la fraude ait attiré sur elle l'attention du législateur et provoqué la loi du 27 mars 1851. Cette loi est remarquable en ce qu'elle considère comme fraudes punissables les falsifications, dont aucun texte législatif ne s'était encore occupé. Malheureusement encore, elle n'était pas générale, car elle ne visait que les substances alimentaires ou médicamenteuses. De plus, comme le Code pénal, elle était purement répressive et ne punissait même pas la tentative des délits qu'elle réprimait, sauf en ce qui concernait les tromperies sur la quantité. La loi du 5 mai 1855 vint l'étendre aux boissons.

On peut considérer ces diverses dispositions législatives comme formant un premier groupe, qui se distingue par le caractère répressif. Leur insuffisance fut la cause de l'apparition d'un certain nombre de lois, toutes beaucoup plus récentes, et qui forment un deuxième groupe, car elles ont des caractères communs : spéciales à certaines marchandises, elles ont un caractère éminemment préventif. Elles sont spéciales, parce que ce sont des lois de circonstance. Si le commerce d'une marchandise prend une subite extension, ou si l'on découvre un procédé commode pour falsifier cette marchandise, la fraude apparaît aussitôt et provoque de nombreuses plaintes, si bien que le législateur se voit dans la néces-

sité de faire une loi pour protéger soit le commerce honnête, soit le public, soit, le plus souvent, l'un et l'autre. C'est ce qui s'est produit d'abord à propos des engrais, dont le commerce a pris tout à coup une grande importance : d'où les lois du 27 juillet 1867 et du 4 février 1888.

Il a fallu ensuite intervenir dans la vente des beurres, parce que la découverte de la margarine avait rendu la fraude facile dans ce commerce ; cette intervention s'est manifestée par deux lois, du 14 mars 1887 et du 16 avril 1897. Les fraudes dans la vente des vins n'étaient pas chose nouvelle, mais depuis dix ans, elles se sont tellement multipliées qu'elles ont nécessité les lois du 14 août 1889, du 11 juillet 1891, du 24 juillet 1894 et du 6 avril 1897, pour ne citer que les plus importantes. Enfin, une loi du 25 avril 1895 a réglementé la vente des sérums thérapeutiques (1).

Le législateur a pensé, et avec raison, qu'il valait mieux prévenir la fraude que la réprimer, et cette idée l'a inspiré dans l'élaboration de ces diverses lois. On punit la fraude comme par le passé, et, même plus sévèrement, mais ce qu'on veut, c'est l'empêcher de se réaliser. Aussi, les dernières de ces lois sont-elles constituées par des séries de mesures tendant toutes à ce but. La plus typique est, on le verra, la loi du 16 avril 1897, sur les beurres. Elle prend mille précautions pour empêcher le mélange du beurre avec la margarine, sans, du reste, y réussir complètement.

En effet, l'expérience prouve que, malheureusement, les fraudeurs sont souvent plus habiles que le législateur.

(1) Ce n'est pas seulement dans le commerce que la fraude préoccupe le législateur. Voir, notamment, la loi du 9 février 1895 sur les fraudes en matière artistique.

Ces lois les gênent mais ne les arrêtent pas. Quoi qu'il en soit, on reconnaît que leur action est plutôt bienfaisante et, depuis quelque temps déjà, on a pensé à généraliser l'application du système préventif. On aspire, en effet, à une loi générale et bien ordonnée, permettant de prévenir toutes les fraudes pour que le législateur ne soit plus obligé de faire de ces lois de circonstance. Plusieurs tentatives ont été faites dans ce but et, la dernière, qui est un projet de M. Méline, semble devoir aboutir. Son projet de loi, actuellement voté par le Sénat, ne tardera pas, en effet, à être converti en loi définitive, après la discussion qui va en être faite à la Chambre des Députés.

Une analyse de ce projet viendra compléter cette étude, au cours de laquelle on rappellera également les plus importantes des lois étrangères qui s'y rattachent. La fraude, en effet, est un danger social qui existe dans tous les pays et le problème de sa répression a préoccupé les législateurs de toutes les nations civilisées, dans le nouveau comme dans l'ancien continent. Les lois étrangères sur les fraudes sont, ou générales, ou relatives à certaines marchandises. Suivant cette distinction, elles seront signalées soit dans le troisième, soit dans le quatrième chapitre, cette étude étant ainsi répartie :

Chapitre I^{er}. — Répression de la fraude sous l'empire du Code pénal ;

Chapitre II. — Lois du 27 mars 1851 et du 5 mai 1855 ;

Chapitre III. — Lois récentes concernant les fraudes dans les ventes de certaines marchandises (engrais, beurres, vins) ;

Chapitre IV. — Projet de loi.

CHAPITRE PREMIER

RÉPRESSION DE LA FRAUDE SOUS L'EMPIRE DU CODE PÉNAL

Avant de commencer l'étude des divers articles du Code pénal qui se rattachent à notre sujet, examinons rapidement sous quel jour les législations antérieures envisageaient la question des fraudes.

A Rome, les procédés de tromperie dans les ventes de marchandises ne pouvaient être que restreints, étant donné l'état peu avancé de la science et de la civilisation, mais ils étaient encore trop nombreux : ajouter de l'eau au vin ou au lait, chercher à tromper sur le poids de la marchandise vendue, sont des pratiques qui se présentent trop naturellement à l'esprit d'un marchand avide et peu scrupuleux. Les Édiles, qui avaient à Rome la surveillance des marchés, étaient chargés d'empêcher la mise en vente des marchandises corrompues. La falsification de la chose vendue était considérée ou bien comme un vice rédhibitoire entraînant la nullité de la vente, ou bien comme un moyen de causer un dommage à autrui, tombant sous l'application de la loi *Aquilia*. Les vendeurs à faux poids étaient punis très sévèrement ; la loi *Cornelia : De Falsis* (l. 32 D.) prononçait contre eux la peine du double et la relégation dans une île.

Ce qui caractérisait cette législation, c'était que la marchandise dénaturée était considérée comme fausse, et l'auteur de la dénaturation était traité comme un faussaire. Cette idée s'accrut surtout vers la fin de l'Empire et entra ensuite en France, où elle conserva son importance. Les traces en sont évidentes dans les écrits de nos anciens jurisconsultes. Leurs ouvrages, au titre qui s'occupait des faux, en distinguaient trois sortes, suivant qu'ils étaient commis par paroles, par écrits, ou par actions. Dans cette dernière catégorie ils rangeaient les falsifications de marchandises. C'est ainsi que, dans son *Recueil des Lois criminelles de France*, Muyard de Vouglans a intitulé un paragraphe : « Du faux dans les marchandises et denrées ».

Cette manière d'envisager les tromperies avait pour conséquence de les faire punir très sévèrement ; les peines qu'on appliquait à leurs auteurs étaient : l'amende, l'emprisonnement, l'exposition publique, parfois le bannissement et enfin même la mort par pendaison, dans les cas très graves. Dans ses *Questions de droit*, Leprestre nous rapporte qu'un serrurier fut condamné à mort pour avoir fabriqué une fausse clef d'après une empreinte qu'un valet lui avait apportée, et le *Recueil d'arrêts* de Papon nous fait connaître d'autres curieux exemples de cette sévérité.

Elle ne dura pas, et dès le règne de Louis IX, on peut constater un changement certain dans la jurisprudence ; les fraudes ne sont plus alors que des délits de police et ce sont les gardes des communautés qui sont chargés de les rechercher. Dès cette époque la fraude augmenta dans de grandes proportions, si l'on en juge par les nombreux articles que consacrent à sa répression les statuts des diverses corporations.

Jusqu'à la Révolution, rien de remarquable ne vint modifier cette législation. Elle fut alors toute contenue dans les articles 37 et 39 du titre II du décret des 19 et 22 juillet 1791.

Le premier de ces articles punit la vente des boissons falsifiées par des mixtions nuisibles, d'une amende qui ne peut excéder 1000 livres, et d'un emprisonnement qui ne peut excéder un an.

Il est utile de reproduire ici le texte de l'article 39 du même décret, car il a servi de modèle au législateur lors de la rédaction de l'article 423 du Code pénal : « Les marchands ou tous autres vendeurs convaincus d'avoir trompé soit sur le titre des matières d'or ou d'argent, soit sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, seront, outre la confiscation des marchandises en délit et la restitution envers l'acheteur, condamnés à une amende de 1,000 à 3,000 livres et à un emprisonnement qui ne pourra excéder deux années ».

Un tel système de répression qui se contentait de viser quelques fraudes très spéciales en laissant le champ libre à toutes les autres, était d'une insuffisance évidente. Il a été heureusement modifié par le Code pénal de 1810.

Le Code pénal consacre à la répression de la fraude dans la vente des marchandises, quelques articles qui sont disséminés sous divers titres. C'est ainsi que l'article 318 (abrogé par la loi du 5 mai 1855), qui s'occupe de la vente des boissons falsifiées nuisibles, est au chapitre des crimes et délits contre les personnes, et que l'article 423 est inscrit au chapitre des crimes et délits contre les propriétés. Cette classification s'explique tout naturellement : la vente d'une boisson nuisible est un délit qui se rapproche, par l'intention et l'effet, du délit de coups et blessures, et la tromperie

dans la vente des marchandises est véritablement une forme de l'abus de confiance ou de l'escroquerie.

Le siège de la matière est à l'article 423, dont le texte est le suivant :

« Quiconque aura trompé l'acheteur sur le titre des matières d'or ou d'argent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, sur la nature de toute marchandise ; quiconque, par usage de faux poids ou de fausses mesures, aura trompé sur la quantité des choses vendues, sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au-dessous de 50 francs.

» Les objets du délit, ou leur valeur, s'ils appartiennent encore au vendeur, seront confisqués ; les faux poids et les fausses mesures seront aussi confisqués, et de plus seront brisés » (1).

L'article 423 prévoit donc et punit, comme l'article 39 du décret de 1791, la tromperie sur le titre des matières d'or et d'argent et sur la qualité des pierres précieuses, mais, en outre, il prévoit encore deux faits d'une portée beaucoup plus vaste, c'est-à-dire la tromperie sur la nature de toute marchandise et la tromperie sur la quantité des choses vendues par usage de faux poids et de fausses mesures.

Pour que les faits prévus par l'article 423 constituent un délit, il faut qu'ils remplissent les conditions suivantes :

1° Il faut qu'il y ait tromperie ;

(1) Cet article a été modifié par la loi du 13 mai 1863, mais seulement en ce que celle-ci a ajouté au texte un troisième paragraphe concernant l'affichage du jugement et son insertion dans les journaux.

2° Que cette tromperie se produise dans une vente ;

3° Que cette vente soit une vente de marchandises.

La tromperie est le fait, pour le vendeur, de livrer sciemment à l'acheteur une chose qui a moins de valeur que celle qu'il croit acheter en réalité, de manière que l'opération procure au vendeur un bénéfice illicite. La tromperie se réalise soit par des affirmations mensongères, soit par des manœuvres frauduleuses, et le plus souvent par les unes et les autres en même temps. Les affirmations mensongères sont des indications fausses concernant la chose vendue. Les manœuvres frauduleuses sont des modifications qui changent l'aspect de la chose objet du contrat et la font prendre pour une autre ; c'est aussi l'usage de faux poids ou de fausses mesures.

Ces manœuvres doivent porter sur la chose elle-même : c'est ce qui les caractérise et ce qui les distingue de celles qui constituent le délit d'escroquerie prévu et puni par l'art. 405 du Code pénal.

La tromperie implique chez le vendeur l'intention frauduleuse ; il faut que, sciemment, il ait mis ou laissé l'acheteur dans l'erreur. Il ne sera pas punissable si, au moment de la vente, il le prévient de la valeur réelle de la chose vendue.

Pour que la tromperie prévue par l'art. 423 soit punissable, il faut qu'elle se soit produite dans une vente. Quoique le texte ne s'occupe pas des autres contrats, on doit cependant prendre ici le mot vente dans un sens très large qui comprend l'échange (Cass., 18 novembre 1858, *Bull. crim.*, n° 273), l'apport en société (Cass., 14 mai 1858, *Bull. crim.*, n° 152) et généralement toutes les conventions à titre onéreux, telles que l'entreprise de travaux, moyennant une somme à déterminer d'après les bases d'un devis indicatif du prix des matériaux ; un

arrêt de la Cour de Cassation du 16 novembre 1872 (*Bull. crim.*, n° 275) a déclaré qu'un tel contrat renfermait une vente, et que, par suite, l'art. 423 lui était applicable.

La vente doit être parfaite. On reconnaît qu'elle présente ce caractère dès qu'il y a eu accord sur la chose et sur le prix. Jusqu'au moment de cet accord, il ne peut y avoir que tentative de vente, par suite, il ne peut y avoir délit. En effet, la tentative n'est considérée comme délit que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi, et, en cette matière, une pareille disposition n'existe pas dans le Code. Ceci est d'ailleurs établi par de nombreux arrêts de jurisprudence. (Voir, notamment, Cass., 1^{er} octobre 1857 (D. 58-1-189); 14 mai 1875 (*Bull. crim.*, n° 153) et 24 décembre 1875 (*Bull. crim.*, n° 361).

Il appartient aux tribunaux de déterminer s'il y a simplement tentative de vente ou vente consommée. Le vendeur n'est pas admis à prétendre qu'il n'y a eu que tentative de vente lorsque, par exemple, au moment de la livraison, l'acheteur refuse la marchandise, parce qu'il s'aperçoit de la tromperie (Cass., 4 juillet 1862, S. 62-1-1078), ou bien la fait vérifier par un commissaire de police avant de la recevoir (Cass., 12 août 1841).

Enfin, et ceci constitue le troisième élément de l'art. 423, il faut que la tromperie ait eu lieu dans une vente de *marchandises*. Doit-on donner ici, à ce mot, une signification particulière ? Nous ne le pensons pas. Il désigne toutes les choses mobilières qui sont susceptibles d'échange et font l'objet du commerce. Il n'y a pas à exiger que le vendeur soit un commerçant, les termes employés par le législateur étant très généraux : « *Quiconque* aura trompé, etc... »

L'expression *marchandise* comprend donc, notamment, les denrées alimentaires, les boissons, les substances

médicamenteuses, et un arrêt de la Cour de Cassation du 8 juin 1855 (D. 55-1-303) l'a même étendue aux choses dont la vente est prohibée, en l'espèce, aux remèdes secrets.

Les éléments du délit de l'article 423 étant connus, il y a lieu d'examiner les faits que prévoit cet article.

Le plus important est, sans contredit, la tromperie « sur la nature de toute marchandise ». Le texte de la loi manque de clarté et, en effet, cette disposition a donné lieu à des difficultés. Que faut-il entendre par *nature* d'une marchandise ? Ce qui donne lieu à confusion, c'est qu'il n'y a pas en général de démarcation bien nette entre les qualités et la nature d'une marchandise, puisqu'on peut considérer les qualités principales d'une marchandise comme lui donnant sa nature propre.

On dit que la nature d'une marchandise est ce qui fait son essence, sa composition, et d'où dérivent ses propriétés et ses usages. La qualité, au contraire, ne porterait que sur les propriétés plus ou moins grandes de la marchandise, celle-ci restant toujours conforme à sa destination.

Evidemment, la qualité est chose différente de la nature, mais il y a des qualités qui sont indispensables à l'essence de chaque marchandise, en sorte que modifier une de ces qualités, c'est altérer la nature de la marchandise.

Quoi qu'il en soit, le Code pénal n'a voulu punir que les tromperies sur la nature et celles qui ne portent que sur les qualités ne tombent pas sous le coup de l'article 423, sauf en ce qui concerne les pierres précieuses, tromperie prévue spécialement par cet article. (Voir : les arrêts de la Cour de Cassation du 22 juin 1844 (*Bull. crim.*, n° 240), du 27 août 1858 (*Bull. crim.*, n° 244), du 3 décembre 1863 (*Bull. crim.*, n° 369).

Il y a eu seulement des difficultés sur le point de savoir si telle fraude avait altéré la nature de telle marchandise ou avait seulement modifié une de ses qualités. Si, par l'absence d'une qualité que la marchandise devait avoir et que lui croyait l'acheteur, celle-ci ne peut plus servir à l'usage auquel elle était destinée, on dit qu'il y a dénaturation et le délit existe. (Voir : Cass., 10 février 1851, *Bull. crim.*, n° 68 ; — 22 février 1861, *Bull. crim.*, n° 42 ; — 15 février 1866, *Bull. crim.*, n° 43.)

La tromperie sur la nature par excellence est celle qui porte sur la substance de la chose vendue : ainsi on vend du sable pour des graines, de la margarine pour du beurre. Il y a également tromperie si la chose livrée est d'une espèce différente de celle qu'on demandait, ou si, étant de la même espèce, elle a une autre origine ; mais il faut dans ce cas que la provenance de la marchandise ait été la cause du contrat aux yeux de l'acheteur : ainsi, il voulait du drap de Louviers et à la place on lui donne du drap d'Elbeuf.

Pour la même marchandise, il peut y avoir plusieurs types qui ont été déterminés par l'usage. D'un type à l'autre, il y a plus qu'une différence de qualité, et on peut dire que chaque type est une marchandise différente pouvant avoir elle-même des qualités diverses. Par suite, on peut dire qu'il y a tromperie sur la nature si la marchandise livrée est d'un type inférieur à celle qu'on demandait. Tel est le cas où, sous le nom de cachemire, on vend des étoffes ne contenant pas ou presque pas de duvet dit cachemire. (Paris, 19 février 1857, D. 57-2-73. Voir encore Cass., 15 mars 1877, D. 78-1-398.)

L'impossibilité de faire servir une marchandise à l'usage pour lequel on l'a achetée est un critérium qui permet de dire qu'il y a dénaturation. Ainsi la Cour de Cassation a

jugé qu'il y avait tromperie sur la nature de la chose vendue :

1° Dans le cas d'un individu qui vend du foin en bottes dont l'apparence est très belle, alors que leur intérieur contient un fourrage pourri devenu un véritable fumier absolument impropre à l'alimentation des animaux (Cass., 4 juillet 1862, D. 62-1-395) ;

2° Dans le cas où des graines de vers à soie, vendues comme fécondes, sont en réalité stériles et improductives. (Cass. 15 février 1866 ; D. 66-1-240.)

L'introduction de matières étrangères dans un produit pour en augmenter le poids ou le volume a le plus souvent pour résultat d'en affaiblir les qualités, ce qui peut aller jusqu'à dénaturer le produit et le rendre impropre à l'usage auquel il était destiné. Dans ce dernier cas, seulement, l'article 423 sera applicable. L'auteur du mélange ne peut être recherché si son opération n'a fait que diminuer les propriétés de la marchandise. Cela résulte de nombreux arrêts de la Cour suprême. (V. 27 août 1858 ; D. 58-1-427 ; — 3 février 1859, S. 59-1-442, etc.)

On a déjà vu que, par exception, le Code pénal punit la tromperie portant sur la qualité, lorsqu'il s'agit des pierres précieuses. C'est en ce sens qu'on interprète généralement la loi. Certains arrêts de la Cour de cassation le disent expressément : « La tromperie sur la qualité des choses vendues est restreinte aux pierres fausses vendues pour fines » (3 décembre 1853). Il nous paraît qu'ici, encore, il y a confusion entre la signification des mots *qualité* et *nature*. Elle provient de ce que le législateur s'est laissé aller à copier en partie l'article 39 du Décret de 1791. Si une pierre est fausse, on peut dire qu'elle est d'une autre nature qu'une pierre fine, car en achetant une pierre dite fine, on a exclusivement en vue cette qualité

de finesse qui constitue véritablement la nature de cette pierre.

Il n'était donc pas nécessaire, de la part du législateur, de prévoir spécialement cette tromperie, puisqu'elle peut tomber sous l'application de la disposition de l'article 423, qui punit les tromperies sur la nature de toute marchandise. Cette disposition est aussi applicable au cas où la pierre n'est pas fausse, mais n'est pas de la même espèce que celle que demandait l'acheteur.

L'article 423 punit encore la tromperie spéciale portant sur le titre des matières d'or ou d'argent.

Pour donner à ces métaux une dureté qu'ils n'ont pas lorsqu'ils sont purs, on les mélange avec d'autres ; ce mélange, appelé alliage, se fait, pour l'or, avec de l'argent, du cuivre ou du fer, et pour l'argent, avec du cuivre ou du fer. On appelle titre la proportion de métal étranger qui entre dans l'alliage d'or ou d'argent. Cette proportion est réglée par la loi du 19 brumaire an VI, relative à la surveillance du titre et à la perception des droits de garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent. Cette loi fixe, pour tous les ouvrages d'orfèvrerie et d'argenterie fabriqués en France, divers titres légaux qui sont au nombre de trois pour les ouvrages d'or (1), et de deux pour les ouvrages d'argent, avec une tolérance de trois millièmes pour les premiers et de cinq millièmes pour les seconds. La garantie du titre est assurée par des poinçons. Ils sont appliqués sur chaque pièce, après essai,

(1) Un quatrième titre a été créé par la loi du 25 janvier 1884, pour la fabrication des boîtes de montre en or destinées exclusivement à l'exportation. La même loi autorise la fabrication à tous titres des objets d'or ou d'argent destinés à l'exportation.

conformément aux prescriptions des articles 7, 8 et suivants de la loi du 19 brumaire an VI.

L'article 81 de cette loi punissait le fait de « vendre pour fins des ouvrages d'or ou d'argent faux ». L'article 423 ne s'occupe pas de ce délit, qui rentre dans la catégorie des tromperies sur la nature de la marchandise. Pour la même raison, il n'avait pas à prévoir le fait de « mêler dans les ouvrages des pierres fausses avec des pierres fines », comme le faisait la même loi de brumaire (art. 89).

Il faut encore signaler l'article 65 de cette loi. Il prohibe la confection des ouvrages fourrés, c'est-à-dire dans lesquels un métal étranger a été introduit sans être mélangé, par exemple sous forme de soudure.

L'article 423 du Code pénal n'a fait que reproduire une disposition de l'article 39 du décret du 19 juillet 1791, seulement avec des peines différentes. Pour que le délit existe, il suffit que le vendeur ait trompé l'acheteur en ne le prévenant pas sur la composition véritable de l'objet vendu et sur sa valeur réelle, en lui livrant un ouvrage ayant un titre inférieur à celui que l'acheteur supposait.

L'article 423 prévoit enfin un quatrième délit, la tromperie sur la quantité de la chose vendue. C'est la livraison d'une marchandise dont le poids ou le volume sont inférieurs à ceux qui ont été convenus. Cette tromperie n'est punie que si elle se réalise « par usage de faux poids ou de fausses mesures », ce qui laisse libres les nombreuses fraudes qui se produisent par d'autres moyens. La jurisprudence était hésitante sur le point de savoir s'il fallait assimiler l'usage d'instruments de pesage faux à l'emploi de faux poids ou de fausses mesures ; on verra que cette question a été tranchée par la loi du 27 mars 1851.

On ne doit pas confondre les poids et mesures faux avec les poids et mesures illégaux. Les premiers sont ceux

qui ne concordent pas avec les indications qu'ils portent, et sont inexacts ; les seconds sont les anciens poids et les anciennes mesures dont la loi interdit l'emploi, qui, en quelque sorte, n'ont plus cours.

Le délit qui nous occupe ne peut évidemment se produire que dans les ventes ayant pour objet des choses qui se pèsent ou se mesurent. Et, ici encore, il faudra que le vendeur ait agi sciemment, dans l'intention de réaliser un gain illicite.

Tels sont les divers délits que punit l'article 423. On doit remarquer que cet article s'occupe seulement du vendeur qui a trompé son acheteur ; par suite le fabricant, ou le précédent vendeur ne peuvent être recherchés, à moins qu'ils ne se soient rendus personnellement coupables de tromperie vis-à-vis de leur propre acheteur. La Cour de Cassation a rendu un arrêt dans ce sens à propos de tourteaux (11 juillet 1879, D. 79-1-380).

Il reste à examiner les pénalités édictées par l'article 423 et le système de répression qui est appliqué à ses délits.

Les peines sont d'abord l'emprisonnement et l'amende. L'emprisonnement est de trois mois à un an. L'amende est fixée d'après un mode particulier. Son minimum est fixe, il est de 50 francs. Son maximum, dit le texte, « ne peut dépasser le quart des restitutions et dommages-intérêts ». Si, par conséquent, ces derniers sont évalués à 200 francs ou à une somme moindre, l'amende sera toujours de 50 francs. Elle ne pourra dépasser ce chiffre que si les restitutions et dommages-intérêts dépassent 200 francs. Mais les tribunaux sont, dans tous les cas, libres de n'appliquer que le minimum de l'amende, sans pouvoir cependant jamais descendre au-dessous de 50 francs, le préjudice fût-il très minime

ou même insignifiant ; ils ne peuvent pas non plus dépasser le maximum fixé, même au cas où l'amende aurait pour but de remplacer l'emprisonnement par suite de l'admission des circonstances atténuantes.

Comme c'est sur le préjudice causé que les juges doivent se baser pour évaluer les restitutions et les dommages-intérêts, il n'y aura, par suite, pas lieu de faire cette évaluation si le préjudice a été réparé, et par conséquent, dans ce cas, l'amende ne pourra pas être supérieure à 50 francs.

Si l'amende dépasse cette somme, il est nécessaire, pour la validité du jugement, qu'il affirme l'existence d'un préjudice au moins égal au quadruple de l'amende prononcée. (Cass. 7 mars 1857. D. 58-1-264 ; — 24 juillet 1867, D. 67-1-369.)

Mais la loi n'exige pas que le juge « constate d'une manière complète et précise le montant des restitutions et dommages-intérêts qui peuvent être dus ». (Cass. 12 mai 1892, D. 92-1-581.)

Le délit peut avoir été commis par plusieurs personnes. Dans ce cas, l'amende est évaluée pour chacune d'elles selon la part de restitutions qui la concerne ; on ne pourra donc condamner qu'à une amende de 50 francs ceux dont la part de restitutions est inférieure à 200 francs.

En outre des peines de l'emprisonnement et de l'amende, l'article 423 ordonne la confiscation des objets du délit s'ils appartiennent encore au vendeur ; s'il s'agit de faux poids ou de fausses mesures, ils seront aussi confisqués et, en outre, détruits. Cette confiscation, que les tribunaux doivent toujours prononcer, est rangée par les auteurs dans la classe des confiscations portant sur des choses dont la possession est délictueuse. C'est la confiscation réelle opposée à la confiscation personnelle, qui porte sur des

choses dont la possession est licite, mais qui est prononcée pour d'autres motifs.

Pour compléter l'examen des pénalités de l'article 423, il faut signaler un dernier paragraphe qui lui a été ajouté par la loi du 13 mai 1863. Il n'y a aucun inconvénient à le mentionner ici, malgré que ce soit contraire à l'ordre chronologique que nous nous sommes proposé de suivre. Ce paragraphe donne aux tribunaux la faculté d'ordonner l'affichage du jugement et son insertion totale ou partielle dans les journaux. Il est facile de comprendre combien une pareille pénalité doit être efficace, tout commerçant devant être l'ennemi d'une publicité de ce genre. Toute latitude est laissée aux juges pour la désignation des lieux où le jugement doit être affiché et des journaux dans lesquels on doit l'insérer.

Telles sont les dispositions diverses de l'article 423; les quelques explications qui précèdent étaient motivées par l'importance pratique que cet article a eue pendant longtemps et qu'il a conservée, presque entière, jusqu'à aujourd'hui. En effet, les lois postérieures qui sont intervenues sur la même matière l'ont toujours laissé debout.

Cet article était loin d'être parfait; il n'est pas inutile de lui adresser quelques critiques. On a déjà fait remarquer que sa rédaction est inexacte, par exemple, lorsqu'il s'agit « de la qualité d'une pierre fausse, vendue pour fine ». Mais ceci s'explique, par le fait que les rédacteurs du Code pénal ont trop tenu compte du texte du décret de 1791, qui s'occupait de la même question.

Il y a ensuite lieu de critiquer le procédé fixé par la loi, pour déterminer le maximum de l'amende. Il est difficile, dans la plupart des cas, d'évaluer, même approximativement, le préjudice causé par le fraudeur; les juges manquent de bases certaines pour faire cette appréciation,

qui résultera le plus souvent de la prise de quelques échantillons par la police, en sorte qu'on ne pourra déterminer qu'un faible préjudice dont le quart fixera le maximum de l'amende. La peine sera bien légère pour certains commerçants qui réalisent, par la fraude, des bénéfices considérables. On cite beaucoup le cas d'un marchand de lait en gros qui avait retiré 80.000 francs de bénéfices de l'addition d'eau à son lait ; ce chiffre résultait de ses propres livres de comptes, que le parquet a eu le bonheur de découvrir. La quotité du préjudice étant certaine, le prévenu se vit infliger une amende de 20.000 francs. Elle n'eût été que de 50 francs si le hasard n'avait pas ainsi favorisé les poursuites et permis d'établir l'importance des restitutions.

On peut surtout reprocher à l'article 423 d'être incomplet. La tromperie mérite d'être réprimée quand elle porte sur les qualités d'une marchandise aussi bien que si elle porte sur sa nature. Et, s'il y a tromperie sur la quantité, peu importe qu'elle s'opère par l'usage de faux poids ou de fausses mesures, ou par tout autre moyen. L'article 423 était réellement trop étroit, et ce défaut était aggravé par ce fait, qu'il punissait seulement les tromperies consommées. Si un fraudeur n'est pas pris en flagrant délit, il sera souvent difficile de le frapper, parce qu'il aura eu hâte de faire disparaître les preuves du délit. En pareille matière, la législation doit être préventive, et l'article 423 ne l'était nullement.

Cependant, jusqu'en 1851, cet article constitua, avec quelques autres, la seule législation répressive des fraudes dans les ventes de marchandises.

Le Code pénal s'occupait à plusieurs reprises de la falsification, mais seulement si elle portait sur les boissons. La vente d'une boisson falsifiée nuisible était un délit

prévupar l'article 318 et puni d'emprisonnement, d'amende et de confiscation. Cet article a été abrogé par la loi du 5 mai 1855. Cette même loi a abrogé le paragraphe 6 de l'article 175, qui punissait comme contravention la vente des boissons simplement falsifiées. Enfin l'article 477, § 2 qui a été maintenu, ordonne la saisie, la confiscation et l'effusion de ces mêmes boissons falsifiées. Il y a encore lieu de signaler, comme se rattachant à la répression des fraudes, d'un côté, les articles 479, § 5 et 6, 480, § 2 et 3, 481, § 1 et 424, qui s'occupaient de l'usage et de la détention des poids et mesures faux ou illégaux, et d'un autre côté, les articles 474, § 4, et 475, § 14, qui régissent la vente des comestibles corrompus ou gâtés. Mais ces matières ayant été modifiées par la loi du 27 mars 1851, il est préférable d'en rattacher l'étude à celle de cette loi.

L'article 387 punissait de la réclusion les voituriers, bateliers, ou leurs préposés, qui auraient altéré les marchandises dont le transport leur avait été confié, si l'altération avait été commise par le mélange de substances malfaisantes, et d'une peine plus légère dans les autres cas. La loi du 13 mai 1863 a modifié cet article en permettant de punir la tentative d'altération des marchandises transportées, et en diminuant les peines applicables : ces peines sont l'emprisonnement de 2 à 5 ans et une amende de 25 à 500 francs si l'altération a eu lieu par le mélange de substances malfaisantes et, dans le cas contraire, l'emprisonnement de un mois à un an et une amende de 16 à 100 francs. C'est là une aggravation de peine, dont la cause est la profession qu'exerce l'auteur de l'infraction.

Une loi du 28 juillet 1824 se rattache encore à notre matière. Elle est relative aux altérations ou suppositions

de noms sur les produits fabriqués. Ces infractions consistent à apposer ou faire apparaître, par une altération quelconque, sur des objets fabriqués, le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur, ou la raison commerciale d'une fabrique autre que celle où les objets ont été fabriqués, ou enfin le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication. Ces tromperies qui, par conséquent, portent sur l'origine, sur les qualités des marchandises, étaient auparavant assimilées à la contrefaçon des marques particulières, que l'article 142 punissait de la réclusion. La peine a bien été diminuée par la loi du 28 juillet 1824. Elle étend à ces infractions les peines de l'article 423.

CHAPITRE II

LOIS DU 27 MARS 1851 ET DU 5 MAI 1855

« Il s'en faut de beaucoup que le système du Code soit complet », disait le procureur général Merlin, dans un de ses réquisitoires, à propos de la répression des fraudes dans les ventes de marchandises. Nous avons vu quelles critiques on pouvait adresser à l'article 423, siège de la matière, et nous avons constaté qu'il laissait trop de fraudes impunies.

En effet, il avait le tort de ne pas permettre la recherche du fait initial de la fraude, du fait matériel de la dénaturation de la marchandise. Punir les manipulations faites dans un but de fraude, réprimer la détention des marchandises ainsi modifiées, sont des mesures autrement efficaces que celle qui consiste à punir seulement la vente de ces marchandises. Et encore avons-nous vu que le Code pénal ne punissait la tromperie que si elle portait sur la nature de la chose vendue.

Les défauts de cette législation se firent d'autant mieux comprendre, et la nécessité d'une réforme se fit d'autant mieux sentir qu'avec les progrès accomplis par la science, le nombre des fraudes s'accrut dans des proportions considérables. C'est ainsi qu'on fut amené à faire une loi

extensive de l'article 123 et qui ne prêtât pas le flanc aux mêmes critiques. Ce fut la loi du 27 mars 1851.

Sa discussion à l'Assemblée législative fut précédée d'un rapport aussi remarquable qu'étendu de M. Riché. Après avoir montré les progrès rapides et nombreux accomplis par la fraude pendant les années précédentes, et après avoir fait ressortir l'insuffisance et l'inefficacité de la législation antérieure, il s'écrie : « Il y a donc quelque chose à faire !... Sur une loi pénale bien combinée, doit s'appuyer le principal levier d'une répression plus efficace de fraudes que l'on ne peut extirper, mais que l'on doit chercher à restreindre ».

Le rapporteur fait ensuite un exposé très complet du résultat des travaux de la Commission nommée par l'Assemblée législative, et il termine par une conclusion qui, mieux que toute explication, montrera l'esprit et le but de la loi qu'on allait voter. Il ne sera donc pas inutile de la reproduire. M. Riché s'exprime ainsi : « Rendre un service aux commerçants honnêtes, c'est-à-dire à l'immense majorité ; diminuer le nombre des félonies mercantiles les plus dangereuses en leur retirant l'impunité qui les encourageait souvent, ou en aggravant la peine légère dont elles se jouaient ; prévenir, non seulement leur trop grande multiplicité, mais aussi leur effet pernicieux, en les surprenant souvent avant qu'elles n'aient produit cet effet, mais lorsque la volonté préméditée et manifeste de les commettre n'attend que l'occasion, la provoque ostensiblement ou l'épie en se cachant ; attaquer ainsi les fraudes dont l'appréciation soulève le moins de problèmes et la recherche le moins d'objections ; celles qui sont les plus fréquentes et les plus nuisibles, soit à la santé publique, soit aux classes qui peuvent le moins se défendre de la tromperie ou qui souffrent le plus du préjudice ; deve-

nir, peut-être, l'utile précurseur d'une réforme plus vaste et plus compliquée, telle est l'espérance du projet que la Commission propose d'accepter ».

L'Assemblée vota à peu de chose près le projet tel qu'il était présenté.

La loi du 27 mars 1851 prévoit trois faits auxquels elle étend les pénalités de l'article 423. Ce sont : 1° la falsification de substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses destinées à être vendues ; 2° la vente ou mise en vente de ces mêmes substances ; 3° la tromperie sur la quantité de la chose vendue réalisée par certains moyens énumérés par la loi. On frappe, en outre, de certaines peines la détention, en certains cas, de faux poids ou fausses mesures, ou de substances alimentaires ou médicamenteuses falsifiées ou corrompues. Enfin, la loi considère comme des causes d'aggravation de la peine :

1° Le fait que les substances vendues contiennent des mixtions nuisibles à la santé ;

2° Le fait, pour le prévenu, d'avoir, dans les cinq années qui ont précédé le délit, subi déjà une condamnation du même genre.

Telle est l'économie de la loi du 27 mars 1851. Il est facile, au premier abord, de se rendre compte du grand progrès accompli sur la législation antérieure et de voir combien est élargi le champ de la répression. Mais cette loi est trop importante pour qu'on n'en étudie pas avec soin les diverses dispositions.

Avant de commencer cette analyse, il est nécessaire de placer ici quelques explications sur les faits de falsification. Il importe, en effet, de se demander ce que l'on entend par ce mot. Falsifier, c'est changer, c'est altérer, c'est faire quelque chose de faux, comme le mot le dit assez. Mais on ne peut essayer de donner une définition

complète de la falsification avant de rechercher quelles formes variées elle peut affecter.

Ces formes peuvent être rangées sous diverses catégories :

1^o La falsification la plus complète est celle qui consiste à créer une marchandise de toutes pièces, de manière que le produit fabriqué ne contient aucun des éléments que, d'après son nom, il devrait renfermer. C'est ainsi que des industriels ont eu vendu comme café un produit composé avec une pâte quelconque, de couleur brune, à laquelle on avait donné la conformation particulière des grains de café au moyen de moules. De telles falsifications sont assez rares, à raison de la difficulté de leur exécution.

2^o Une falsification qui se pratique beaucoup plus souvent consiste à mêler avec la marchandise vendue des substances étrangères sans valeur ou de peu de valeur, de manière à en augmenter le poids ou le volume. Cette addition a pour résultat de modifier la qualité de la marchandise aux dépens de l'acheteur si la substance ajoutée s'incorpore à l'autre, par exemple, si l'on ajoute de l'eau au lait. Dans les autres cas, il y a seulement tromperie sur la quantité, par exemple, si on mêle du sable avec des graines pour semences.

A cause de sa facilité, cette sorte de fraude est très pratiquée, d'autant plus que, pour certaines marchandises, en particulier pour les liquides, il est souvent difficile de se rendre compte de la falsification.

3^o On peut encore falsifier une marchandise en mêlant avec elle, non plus une substance étrangère, mais une substance du même genre, seulement de qualité inférieure. Ainsi, on mêle à la farine de blé d'autres farines de moindre valeur.

4^o Il y a toute une série de falsifications qui ont pour

but de tromper l'acheteur sur la qualité de la marchandise et qui portent exclusivement sur son aspect. On lui donne un air de fraîcheur ou de bonne qualité qu'elle ne possède pas. Cela se réalise, au moyen de colorations, sur les fruits frais. On donne aux fruits secs, déjà vieux d'une année, une bonne apparence à l'aide de bains acides. Un blé de qualité inférieure est rendu sec et brillant par l'opération du *graissage*, qui consiste à le remuer avec une pelle enduite d'huile d'amandes. On peut encore signaler, pour le blé, la fraude connue sous le nom de *coiffage*, par laquelle on vend du blé de mauvaise qualité dans des sacs garnis, à leur partie supérieure, d'une couche de blé de bonne qualité. La jurisprudence a eu souvent à se prononcer sur ces deux dernières sortes de fraudes. (Voir notamment Cass. 8 juin 1854, D. 54-1, 213; et 11 mars 1859, D. 59-5-400.)

Mentionnons enfin une autre fraude, qu'on ne saurait assez blâmer parce qu'elle met en danger la santé publique et qui, heureusement, paraît être répandue seulement dans quelques départements du nord de la France; elle consiste à donner au pain un aspect des plus engageants et à sa croûte une consistance particulière, en mêlant à la pâte une dissolution de sulfate de cuivre, c'est-à-dire un poison violent. Cette pratique a, plusieurs fois, provoqué des accidents, dans lesquels les tribunaux sont intervenus très sévèrement, comme ils devaient le faire.

5° Il y a encore des marchandises qui sont falsifiées parce qu'on leur a enlevé une partie de leurs éléments sans que l'aspect soit modifié, de sorte qu'on peut les croire pures et entières. Cette fraude est très fréquente dans la vente du lait, auquel il est facile d'enlever la crème. De même, il y a des marchandises qu'on fait servir plusieurs fois : la marchandise, perdant peu à peu ses propriétés

après chaque usage, peut être considérée comme falsifiée.

6° Dans une dernière catégorie, nous rangerons certaines falsifications qui se distinguent de toutes les précédentes par leur but particulier, qui est d'assurer la conservation de certaines marchandises, principalement les denrées alimentaires. On emploie pour cela des aseptiques tels que la saccharine, l'acide salicylique, l'acide borique, etc., toutes substances reconnues nuisibles par la science. Leur absorption peut, en effet, amener certains troubles dans l'organisme. Une denrée conservée à l'aide de pareils procédés est véritablement falsifiée. (1).

Telles sont les causes multiples de la falsification. Connaissant les faits matériels qui la constituent et le but auquel tendent ceux qui la pratiquent, il est facile de donner une définition de la falsification au point de vue de la loi. Merlin disait : « La falsification est le délit qu'on commet, en vendant comme pures des denrées ou des boissons auxquelles, pour en augmenter le poids ou le volume, on a mêlé des substances étrangères ». On voit combien est incomplète cette définition qui ne vise qu'un seul genre de falsification ; elle est, de plus, erronée, puisqu'elle appelle falsification un fait de vente qui n'en est que la suite. Il est inutile de rapporter d'autres définitions qui ont été données, elles sont toutes ou incomplètes ou trop vagues. Pour nous, on peut appeler falsification tout travail de modification auquel on se livre sur une marchandise, s'il a pour but de tromper l'acheteur sur la nature, la qualité ou la quantité de cette marchandise et de permettre ainsi la réalisation d'un bénéfice illicite.

(1) Au mois de janvier 1898, la Société française d'hygiène a appelé l'attention des pouvoirs publics « sur la nécessité de réprimer énergiquement les falsifications par addition d'antiseptiques ».

Il nous reste à examiner comment la loi du 27 mars 1851 a organisé la répression de la falsification.

L'article 1^{er} s'exprime ainsi : « Seront punis des peines portées à l'article 423 du Code pénal :

1° Ceux qui falsifieront des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses destinées à être vendues ».

La falsification, elle-même, est donc considérée comme un délit, qu'elle soit ou non suivie de vente. Il a été dit plus haut ce qu'il fallait entendre par falsification. L'opération dite coiffage du blé, avait été considérée par quelques tribunaux comme ne constituant pas une falsification. Leurs jugements ont été annulés. Un arrêt de la Cour suprême s'exprime ainsi à ce sujet : « attendu qu'il suffit, pour l'application de l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1851, que la substance alimentaire destinée à être vendue ait été falsifiée, soit que la falsification porte sur la nature ou sur la qualité de la substance, soit que cette falsification résulte de tout mélange frauduleux tendant à détériorer la substance annoncée, au préjudice de l'acheteur ». (27 avril 1854, S. 54-1-586.)

On pourrait aussi rapporter de nombreux arrêts qui considèrent l'enlèvement de la crème du lait comme une falsification et non pas comme une simple tromperie sur la qualité. (Voir : Cass., 20 novembre 1885, S. 86-1-142.)

Quoi qu'il en soit, les tribunaux n'ont qu'à constater la fraude, sans spécifier les substances qui ont été employées pour la falsification.

Toute falsification ne constitue pas le délit de la loi de 1851. Il faut, pour qu'elle soit punissable :

1° Qu'elle porte sur des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses ;

2° Que ces substances ou denrées soient destinées à être vendues ;

3° Que la falsification ait été faite dans un but frauduleux.
Ces trois conditions méritent d'être examinées :

I. Certaines marchandises seulement tombent sous le coup de l'article 1^{er} de la loi de 1851; ce sont les substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses. La falsification de toute autre marchandise n'est donc pas répréhensible par elle-même et son auteur est seulement exposé à l'application de l'article 423 du Code pénal, s'il vend la marchandise falsifiée et seulement si cette vente constitue une tromperie sur la nature de la marchandise.

Des difficultés se sont élevées à l'occasion de certaines substances. L'avoine a été considérée comme substance alimentaire par un arrêt de la Cour de Rouen du 9 juin 1855, parce que dans certains départements on la fait entrer dans la composition du pain. De même, le vinaigre est considéré non comme une boisson, mais comme une substance alimentaire. (Cass. 15 décembre 1855.)

Quelles sont les substances que la loi appelle *médicamenteuses*? Suivant un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 2 août 1855, on doit les limiter « aux substances susceptibles d'être consommées, ou au moins d'être absorbées par les parties du corps sur lesquelles on les applique ».

En l'espèce il s'agissait de sangsues, que l'arrêt considérait plutôt comme instruments de médication que comme médicaments. Cette opinion n'a pas prévalu. La jurisprudence de la Cour de cassation nous offre de nombreux arrêts en sens contraire. (V. trois arrêts rendus le 5 février 1858, rapp. D. 58-1-230 et 9 juillet 1858, D. 58-1-478.)

Quelle est la nature des sirops? On les considère généralement comme des substances médicamenteuses. (Cass. 14 avril 1855, S. 55-1-213.)

II. La loi exige, pour que la falsification des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses soit punissable, que ces substances ou denrées soient destinées à la vente. L'auteur de la falsification ne pourra donc être poursuivi s'il prouve qu'il destinait la marchandise falsifiée à un usage domestique : cela résultera le plus souvent de la profession qu'il exerce ; s'il fabrique ou vend habituellement de ces marchandises, il y aura peu de doutes sur la destination de celle qui est falsifiée. C'est une question de fait que les tribunaux ont à trancher.

III. Enfin, comme tout délit, la falsification n'est punissable que si elle a été faite dans une intention frauduleuse.

Il faut d'abord remarquer qu'on ne saurait donner le nom de falsification à bon nombre d'opérations qui sont dans les usages du commerce ou de l'industrie, à la condition, toutefois, que ces opérations ne doivent pas préjudicier à la santé du consommateur. Ainsi, on ne peut pas blâmer un commerçant qui assure la conservation de ses produits à l'aide de substances inoffensives. On ne peut non plus rien reprocher à tous ceux qui se livrent sur les vins à une foule d'opérations, si elles n'ont d'autre but que la satisfaction du consommateur.

De même, on n'est pas obligé de vendre les produits à l'état pur.

On ne peut s'opposer à la vente du beurre margariné, ou du vin mouillé si l'acheteur s'en contente, et est heureux d'acheter à meilleur marché. Mais, dans ce cas le vendeur doit prévenir ses clients, car la falsification ne se présume pas, et la vente à bas prix n'en est pas une indication suffisante. C'est au vendeur à se mettre à l'abri des poursuites en faisant connaître la vérité. C'est ainsi qu'a-

vant la loi sur le mouillage des vins, certains débitants, à Paris, mettaient dans leurs boutiques des écriteaux portant : « tous les vins vendus ici sont additionnés d'eau », ou bien « tous les vins, boissons, liqueurs ou sirops, sont factices et garantis exempts de tout mélange nuisible à la santé ».

Certaines justifications particulières peuvent être admises par les tribunaux. La Cour de cassation a reconnu que l'addition de farine de fèverolles à la farine de blé, ne devait pas être considérée comme une falsification « dans une localité où cette farine est employée habituellement comme une sorte de levure et comme un élément nécessaire à la bonne confection du pain dans les années humides ». (22 avril 1854, D. 54-1-214.)

Telles sont les conditions dont la réunion est nécessaire pour faire de la falsification le délit du paragraphe premier de la loi de 1851.

Le deuxième paragraphe applique encore les peines de l'article 423 à « ceux qui vendront ou mettront en vente des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses qu'ils sauront être falsifiées ou corrompues ».

C'est là une extension de l'article 423. Celui-ci ne punissait que la vente consommée, et seulement si elle constituait une tromperie sur la nature des marchandises. La loi de 1851 punit, de plus, le fait de mise en vente, quel qu'ait été le résultat de la falsification ; mais ceci s'applique seulement aux substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses.

Comme dans l'article 423, le mot vente comprend ici toute opération à titre onéreux. Faut-il assimiler à la vente la dation en paiement ? Ainsi, dans un pays où les ouvriers sont payés pour partie en nature, un cultivateur paie les siens avec du blé falsifié ; la loi de 1851 est-elle

applicable? La jurisprudence est indécise. En 1859, on voit sur cette question deux arrêts en sens contraire, l'un de la Cour de Nancy (26 décembre, D. 60-5-412) pour l'affirmative, l'autre de Paris (14 janvier, D. 60-5-412) pour la négative. Un arrêt plus récent de Toulouse (13 mars 1887, D. 88-2-22) est aussi en faveur de la négative.

La mise en vente est constituée par toute offre de la part du vendeur, par toute exposition dans les magasins, par tout fait préparatoire de la vente. La loi met sur le même pied la vente et la mise en vente, et peu importe que le vendeur soit ou non l'auteur de la falsification. Celle-ci en effet ayant la vente comme but, celui qui vend ne fait qu'achever la tromperie dont la falsification était le commencement.

Cette disposition de la loi s'applique en outre aux substances ou denrées corrompues. Elle remplace l'ancienne disposition de l'article 475 § 14, qui punissait d'une amende de 6 à 10 francs ceux qui exposaient en vente « des comestibles gâtés, corrompus, ou nuisibles ». Ce fait, que le Code pénal considérait comme une simple contravention, est un délit dans la loi de 1851. Mais on doit regretter que cette loi n'atteigne pas, comme le faisait l'article 475, la mise en vente des substances qui sont nuisibles, sans être falsifiées ni corrompues, par exemple, celles qui ont été mal préparées, ou ne sont pas arrivées à maturité. C'est là une lacune que les autorités municipales doivent combler, en prenant des arrêtés en vertu de l'article 97 § 50 de la loi du 5 avril 1884.

La corruption est une altération par le temps, qui constitue une sorte de falsification naturelle, et finit par rendre la chose impropre à sa destination. On ne peut la réprimer par elle-même, car elle n'implique, chez le marchand, aucune intention coupable, mais tout au plus une négli-

gence dont il est la première victime. Mais seul, il doit supporter le préjudice qui résulte de la corruption de la marchandise. S'il veut le faire supporter par l'acheteur en lui donnant la substance ou denrée comme bonne et saine, il tombe sous le coup de la loi de 1851.

La disposition qui nous occupe exige pour son application une condition essentielle : il faut que le prévenu ait su que la chose qu'il vendait ou mettait en vente, était falsifiée ou corrompue. C'est une question de fait, c'est au prévenu de prouver l'ignorance où il était de la falsification ou de la corruption. Mais il a été jugé qu'il ne lui suffirait pas de dire que la vente des denrées falsifiées ou corrompues était autorisée par l'autorité municipale.

Le paragraphe 3 de la loi de 1851 est encore une extension notable de l'article 423, en ce qui concerne les tromperies sur la quantité de la marchandise vendue. En voici le texte :

« Seront punis, etc. 3° Ceux qui auront trompé ou tenté de tromper, sur la quantité des choses livrées, les personnes auxquelles ils vendent ou achètent, soit par l'usage de faux poids ou de fausses mesures, ou d'instruments inexacts servant au pesage et au mesurage, soit par des manœuvres ou procédés tendant à fausser l'opération du pesage ou du mesurage, ou à augmenter frauduleusement le poids de la marchandise, même avant cette opération ; soit enfin par des indications frauduleuses tendant à faire croire à un pesage ou mesurage antérieur et exact. »

Cette disposition étend donc l'article 423 en ce que :

- 1° Elle assimile la tentative à la tromperie consommée ;
- 2° Elle s'applique à l'acheteur aussi bien qu'au vendeur ;
- 3° Elle punit la tromperie ou sa tentative, qu'elles se

soient produites par usage de faux poids ou de fausses mesures (article 423) ou par d'autres moyens énumérés par la loi .

Quelques explications sont nécessaires :

1° La tentative de tromperie sur la quantité est punie comme la tromperie consommée. Mais où commence la tentative ? La difficulté que présente cette question provient de ce que le Code pénal, qui indique les conditions de la tentative de crime dans son article 2, ne parle pas des conditions constitutives de la tentative de délit. Aussi certains criminalistes assimilent-ils les deux tentatives, en s'appuyant notamment sur la législation antérieure (L. 25 frimaire, an VIII, article 17). Cette théorie n'est pas admise par la jurisprudence. Dans de nombreux arrêts, la Cour de cassation a décidé que les tribunaux avaient le droit de caractériser eux-mêmes la tentative de délit, et en ce qui concerne les fraudes, elle a admis que la tentative de tromperie existe dès que la marchandise a été exposée ou mise en vente, avec l'intention de tromper sur sa quantité. (V. Cass. 14 avril 1855 S. 55-1, -311 ; — 12 décembre 1856; S. 57, -1-237.)

2° La tromperie sur la quantité émane le plus souvent du vendeur. Mais il n'en est pas toujours ainsi ; on peut supposer que le pesage ou mesurage sont faits avec des instruments prêtés par l'acheteur, ou que ces opérations se font chez lui et par lui à la réception de la marchandise. Dans ces divers cas, l'application de l'article 423 était incertaine à cause de l'obscurité que présentait son texte. La difficulté est tranchée par la loi de 1851, et la tromperie est punissable, qu'elle émane de l'acheteur ou du vendeur.

3° Un autre point douteux de l'article 423 a encore été éclairci et complété. Cet article punissait la tromperie sur

la quantité par usage de faux poids ou de fausses mesures. Dès lors, que décider de l'usage de faux instruments, par exemple de balances fausses ? Cette fraude tombait-elle sous l'application de l'article 423 ? La Cour de Cassation l'avait admis (V. 11 novembre 1826, *Bull. crim.*, n° 226 ; — 16 février 1839, *Bull. crim.* n° 52 ; — 16 octobre 1841, *Bull. crim.*, n° 305). La loi de 1851 prévoit expressément cette tromperie « au moyen d'instruments inexacts ». Par là, on entend les instruments qu'on a rendus faux d'une manière permanente ou temporaire. La loi punit encore la tromperie qui se produit, sans l'aide d'instruments faux ou faussés, mais dans la manière d'opérer le pesage ou le mesurage. Ce sont des manœuvres, des procédés, qui tendent à fausser ces opérations. Cela consiste pour un marchand d'étoffes à mesurer son drap sur la lisière du coupon et tirer ainsi profit de l'élasticité de l'étoffe (v. Cass. 4 juin 1869, S. 70-1-182). Ou bien, on augmente frauduleusement le poids ou le volume de la marchandise, par exemple en mêlant à la graine de trèfle, du sable qui se confond avec elle ; on voit dans un arrêt de la Cour de Cassation du 6 août 1857 qu'un marchand d'engrais avait chargé ses produits d'un tiers d'eau. En un mot, ces procédés consistent, comme disait M. Riché, dans son rapport, « dans ces mille ruses qui tendent à altérer la fidélité du pesage ou du mesurage, dans une prestidigitation habile ou des additions clandestines qui savent rendre docile le plateau d'une balance ou fasciner le regard des acheteurs, dans ces procédés qui ajoutent au poids de la marchandise en lui donnant une décevante ampleur. »

Enfin, un autre genre de fraude est encore énuméré par la loi, c'est celle qui consiste en des indications frauduleuses tendant à faire croire à un pesage antérieur et

exact. Ces deux opérations ont, en effet, souvent lieu avant la vente ; dans certains pays un sac de blé doit toujours renfermer tant de kilogrammes, chaque forme de pain représente un certain poids, un paquet doit renfermer tant d'unités, etc. Reste à savoir ce que la loi entend par indications frauduleuses. Suffit-il qu'il y ait affirmation mensongère de la part du vendeur ? On sait que la loi ne punit pas le simple mensonge. Du reste, l'article ne dit pas *déclaration*, mais *indication*, ce qui signifie quelque chose de plus, c'est-à-dire des signes extérieurs. Sur cette question, la jurisprudence s'est montrée longtemps hésitante. Cependant, les derniers arrêts rendus sur la matière exigent plus qu'une simple affirmation du vendeur. (Cass. 30 décembre 1880, D. 81-1-231 ; — 27 janvier 1882, D. 82-1-434 ; — 7 février 1885, D. 86-1-47.)

Telles sont les innovations contenues dans le paragraphe 3 de l'article 1^{er} de la loi de 1851. Il ne reste plus qu'à remarquer que ces dispositions n'ont lieu de s'appliquer que dans les marchés de quantité, c'est-à-dire de choses qui se comptent, se pèsent ou se mesurent. Enfin, on doit toujours exiger chez le vendeur l'intention frauduleuse.

Après avoir ainsi, dans son article premier, énuméré les différents délits auxquels elle étend les peines de l'article 423, la loi de 1851, dans son article suivant, aggrave ces peines toutes les fois qu'il s'agit de marchandises contenant des mixtions nuisibles à la santé, qu'on soit en présence d'un délit de l'article premier ou bien d'un délit de l'article 423. Dans ce cas « l'amende sera de 50 à 500 fr. à moins que le quart des restitutions et dommages-intérêts n'excède cette dernière somme, et l'emprisonnement sera de trois mois à deux ans. »

Le fait de savoir si la marchandise contient des mixtions

nuisibles à la santé est laissé à la libre appréciation des Tribunaux ; il a été ainsi jugé que le minium dans le chocolat, l'acide sulfurique dans le vinaigre, le vitriol dans le pain, constituent des mixtions nuisibles. On trouve dans des ordonnances ou dans des arrêtés administratifs des tableaux des substances nuisibles ; les juges ne doivent s'en servir que comme de renseignements.

La loi parle des marchandises « contenant des mixtions nuisibles à la santé », mais elle n'exige pas que le produit qui contient ces mixtions soit lui-même nuisible. Il peut très bien, en effet, arriver que la mixtion nuisible soit introduite dans une proportion si faible, qu'elle ne puisse modifier l'innocuité du produit. Mais, même dans ce cas, une condamnation ne peut qu'être approuvée. De pareils procédés sont, en effet, toujours dangereux pour le consommateur, une erreur de calcul pourrait se produire dans le mélange ; du reste l'ingestion de substances nuisibles, même à dose minime, peut, à la longue, produire des effets funestes.

Le minimum de l'amende prononcée par l'article 2 est de 50 francs comme dans l'article 423, mais elle peut être élevée à 500 francs, quel que soit le quantum des dommages-intérêts. Elle a donc un maximum fixe de 500 francs, et un maximum variable, si le chiffre des restitutions et dommages-intérêts dépasse 2.000 francs.

Enfin, les dispositions de l'article 2 sont applicables même si la falsification nuisible était connue de l'acheteur ou du consommateur.

L'article 3 contient les dispositions suivantes :

« Sont punis d'une amende de 16 à 25 francs et d'un emprisonnement de 6 à 10 jours, ou de l'une de ces deux peines seulement, suivant les circonstances, ceux qui, sans motifs légitimes, auront dans leurs magasins, bou-

tiques, ateliers ou maisons de commerce, ou dans les halles, foires ou marchés, soit des poids ou mesures faux, ou autres appareils inexacts servant au pesage ou au mesurage, soit des substances alimentaires ou médicamenteuses qu'ils sauront être falsifiées ou corrompues. Si la substance falsifiée est nuisible à la santé, l'amende pourra être portée à 50 francs et l'emprisonnement à 15 jours ».

La loi punit donc la possession de certains objets dans les lieux qu'elle énumère. Après les explications données pour les précédents articles, dans celui-ci quelques points seulement nécessitent un peu d'attention.

On a déjà vu qu'il y a des poids et mesures faux et des poids et mesures illégaux, c'est-à-dire non conformes à la loi.

Les poids et mesures en usage sous l'ancien régime avaient été déclarés illégaux par deux proclamations du Directoire des 19 germinal et 11 thermidor de l'an VII. Le même caractère d'illégalité leur était déjà attribué dans la loi du 1^{er} vendémiaire an IV « relative aux poids et mesures ». Partant de là, la Cour de cassation a décidé que tous poids et mesures illégaux devaient être considérés comme faux, lorsqu'on les trouverait dans « les boutiques, magasins, ateliers, maisons de commerce, halles, foires, marchés ». (V. Cass., nombreux arrêts, 21 mai 1854 ; 23 juillet 1821 ; 19 avril 1825 ; 9 août 1827, etc.)

Cela étant, faut-il dire que la loi de 1851 s'applique aux poids et mesures illégaux en les considérant comme faux ? On admet généralement la négative (1). En effet, si l'usage

(1) Sur cette question, voir Blanche, *Code Pénal*, tome VI, nos 412 et suivants.

des poids et mesures illégaux est prohibé, ce n'est pas parce qu'on les regarde comme des instruments de tromperie, caractère qui fait interdire les poids et mesures faux, « c'est-à-dire trompeurs », suivant M. Riché (1). Et du reste, cette matière est déjà soumise à d'autres dispositions législatives qui ont toute leur force, n'ayant pas été abrogées par la loi de 1851 : l'article 479, § 6, punit d'une amende de 11 à 15 francs « ceux qui emploieront des poids ou des mesures différents de ceux qui sont établis par les lois en vigueur » et l'article 4 de la loi du 4 juillet 1837 punit des mêmes peines la possession des poids et mesures illégaux dans les magasins, boutiques, etc. Il faut encore remarquer que l'article 481 fait une distinction, en disant : « Seront saisis et confisqués : les faux poids, les fausses mesures, ainsi que les poids et les mesures *différents de ceux que la loi a établis* ». Il faut donc admettre que la loi de 1851 ne s'applique pas aux poids ou mesures illégaux.

Les faits de possession prévus par l'article 3 sont punis, à moins qu'il n'existe des « motifs légitimes ». Ces motifs sont très peu nombreux. Le prévenu peut prouver qu'il venait de recevoir la marchandise incriminée et qu'il s'était déjà retourné contre son vendeur. Il peut prétendre aussi qu'il ne se proposait pas de la vendre comme propre à l'alimentation ou à la médication. Cette preuve sera assez difficile à faire.

L'article 4 prononce une peine plus forte à raison de la récidive, constituée par deux condamnations dans une période de 5 ans pour infraction à la loi de 1851 ou à l'article 423. La seconde fois « la peine pourra être portée

(1) Rapport sur la loi du 27 mars 1851.

au double du maximum ; l'amende prononcée par l'article 123 et par les articles 1 et 2 de la présente loi, pourra même être portée jusqu'à 1000 francs si la moitié des restitutions et dommages-intérêts n'excède pas cette somme ».

Cette récidive spéciale n'exclut pas la récidive ordinaire, puisque le texte ajoute : « Le tout sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des articles 57 et 58 du Code pénal » (1). Aussi, on admet que les deux récidives se cumulent.

L'article 5 ordonne une peine accessoire : « Les objets dont la vente, usage ou possession constitue le délit seront confisqués, conformément à l'article 123 et aux articles 477 et 481 du Code pénal (2). Quant à l'emploi des objets ainsi confisqués, la loi distingue : s'ils sont propres à un usage alimentaire ou médical, le tribunal pourra les mettre à la disposition de l'administration pour être attribués aux établissements de bienfaisance ; s'ils sont impropres à cet usage ou nuisibles, les objets seront détruits ou répandus aux frais du condamné (3). Enfin, la loi tranche une question jusqu'alors discutée en permettant aux tribunaux d'ordonner la destruction ou effusion devant l'établissement ou le domicile du condamné.

Il est à remarquer que ces mesures sont édictées à rai-

(1). Ces deux articles ont été abrogés par la loi du 26 mars 1891 et remplacés par l'article 5 de cette loi.

(2) L'article 477 ordonne la saisie et l'effusion des marchandises falsifiées, l'article 481 ordonne la saisie des poids et mesures faux ou illégaux.

(3) La loi du 29 germinal an XI sur la police de la pharmacie prescrivait la saisie des médicaments gâtés ou mal préparés (art. 29). Elle ne s'occupait pas des médicaments falsifiés.

son de la nature délictueuse des objets. Par suite, la confiscation sera prononcée même si leur possesseur n'en est pas propriétaire. Elle sera encore prononcée même si le prévenu est acquitté à raison de sa bonne foi (Cass. 3 janvier 1857, S 57-1-398 ; — 12 juillet 1860, D. 61-1-361). Enfin, l'on doit admettre que la confiscation et la destruction exécutées avant toute poursuite ne mettent pas obstacle à des poursuites postérieures.

L'article 6 ordonne l'affichage du jugement et son insertion dans les journaux, dans les mêmes termes qui ont été ajoutés à l'article 423. Il est donc inutile d'insister sur ces mesures facultatives.

Enfin, dans ses dernières dispositions, la loi de 1851 rend l'article 463, relatif aux circonstances atténuantes, applicable aux délits qu'elle prévoit ; elle attribue les deux tiers des amendes aux communes dans lesquelles les délits ont été constatés, enfin, elle abroge les articles 475 § 14, et 479 § 5 du Code pénal.

De cette analyse de la loi du 27 mars 1851, on peut conclure qu'elle n'est qu'une extension de l'article 123, en ce qu'elle rend ses peines applicables à un nombre de délits beaucoup plus considérable. En cela, elle a été une œuvre de la plus grande utilité. Mais doit-on dire que le but du législateur a été atteint, et que les progrès de la fraude ont été arrêtés ? L'expérience a prouvé qu'il n'en était rien, puisque depuis 1851 on a dû voter de nombreuses lois sur cette matière des tromperies, les fraudes se multipliant, plus fortes que les lois. Cela doit être attribué, en grande partie, à la difficulté que présente cette matière elle-même, et à ce que la fraude fait des progrès parallèles à ceux de la science, tandis que les lois faites restent invariables ; mais on doit aussi remar-

quer dans la loi de 1851 quelques lacunes, quelques déficiences.

D'abord, elle laisse impunies un certain nombre de fraudes. Ne prévoyant que la falsification des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses, elle livre sans défense, à la fraude, tous les produits agricoles ; l'article 423 trouvera ici son utilité, il sera applicable si la falsification a dénaturé la marchandise. Le législateur avait laissé de côté la falsification des boissons, mais on ne saurait lui en faire un reproche, car au moment même où la loi était votée, un projet de loi de M. La Grange s'occupait exclusivement des boissons ; il n'aboutit pas à cause de la dissolution de l'assemblée législative, de sorte que les boissons restèrent soumises au régime du Code pénal jusqu'en 1855, époque à laquelle la loi de 1851 fut rendue applicable aux boissons.

On a vu encore que la loi de 1851, ayant abrogé l'article 475, § 4, laisse impunie la vente des substances qui sont nuisibles sans être falsifiées.

Elle prévoit un plus grand nombre de tromperies sur la quantité, mais elle ne les prévoit pas toutes ; celles qui ne rentrent pas dans l'énumération de la loi ne sont pas punissables. De plus, elle ne s'occupe pas de la tromperie sur la qualité sans falsification, ni de la tentative de tromperie sur la nature, de sorte qu'un fabricant a pu impunément mettre en vente sous le nom fantaisiste de « Moka des Dames », un produit qui n'avait du café que l'apparence. De même, le boulanger qui vend un pain d'une qualité pour une autre, échappe à l'article 423 et à la loi de 1851 et n'est passible que d'une très légère amende pour tromperie sur le tarif, s'il y a un tarif (article 479, § 62).

On peut ensuite adresser à la loi de 1851 le même repro-

che qu'à l'article 423, en ce qui concerne le quantum de l'amende, puisque ce quantum est le même. Le taux de l'amende, il est vrai, est plus élevé quand il s'agit de substances falsifiées nuisibles ou quand il y a récidive, mais ce perfectionnement est insuffisant. Le maximum de l'amende fixe aurait dû être bien augmenté, puisque l'amende proportionnelle est, on l'a vu, très difficile à fixer.

Enfin, d'une manière générale, la loi de 1851 n'est pas plus préventive que l'article 423, car elle n'entrave pas le libre exercice de la fraude et ne met pas l'acheteur en garde contre elle. Ce caractère préventif ne s'est introduit que plus tard dans cette législation.

On ne trouve, ni dans la loi de 1851, ni ailleurs, la prescription de règles particulières en ce qui concerne la poursuite des délits de falsification et de vente ou mise en vente de marchandises falsifiées. Les règles ordinaires doivent donc être appliquées. Par suite, si on suppose que l'acheteur s'aperçoit, au moment de la livraison, que la marchandise vendue est falsifiée, il peut la refuser et poursuivre son vendeur devant le tribunal civil ou devant le tribunal de commerce, suivant les cas, pour demander, soit l'exécution loyale du contrat, soit sa résiliation avec dommages-intérêts ; il peut aussi poursuivre son vendeur devant le tribunal correctionnel, suivant le droit commun, et demander la restitution et des dommages-intérêts.

Nous venons de supposer que l'acheteur s'apercevait de la fraude au moment de la livraison, mais très souvent il n'en est pas ainsi, parce qu'une vérification sommaire n'est pas toujours suffisante. Un temps plus ou moins long peut s'écouler entre la livraison et la découverte de la falsification, si par exemple des procédés spéciaux permettent seuls de faire cette découverte. Néanmoins, on

admet que l'acheteur ne perd aucunement ses droits à la poursuite.

Les particuliers peuvent-ils poursuivre la falsification elle-même ? On doit l'admettre. On peut, en effet, supposer l'établissement de fabriques de produits falsifiés qui se débarrassent habilement de leurs produits en les écoulant au loin, de sorte que les particuliers qui vendent ou fabriquent de ces mêmes produits ne peuvent reprocher aux falsificateurs qu'une concurrence déloyale.

L'action publique peut, dans tous les cas, agir de son propre mouvement. Les fraudes sont recherchées et constatées par les agents ordinaires (1) et démontrées par tous moyens de preuve ; les procès-verbaux sont soumis à l'appréciation des juges, comme les rapports d'experts.

Enfin, le juge doit établir l'existence précise de chacun des éléments du délit, qui sont : une altération de la marchandise, la destination de vente et la mauvaise foi du prévenu.

On doit rapprocher de la loi de 1851 quelques lois postérieures. Cette loi fut rendue applicable aux boissons par la loi du 5 mai 1855. Cette loi abroge, en outre, les articles 318 et 475, § 6, qui punissaient la vente ou débit de boissons falsifiées, très sévèrement si elles contenaient des mixtions nuisibles à la santé (art. 318), et seulement d'une légère amende, s'il y avait simple falsification. C'est ainsi que la fabrication d'un vin avec les produits les plus hétéroclites mais non dangereux, n'exposait son auteur qu'à une amende de 6 à 10 francs.

Après la loi de 1855, il n'y a plus qu'à appliquer aux

(1) Le projet de loi de 1851 portait la création d'agents spéciaux pour la recherche des fraudes. Elle n'a pas été admise par crainte de conflits possibles entre les divers agents.

boissons les dispositions de la loi de 1851. Les peines de l'article 423 sont donc applicables :

1° A la falsification des boissons destinées à être vendues (art. 1^{er}, § 1) ;

2° A la vente ou mise en vente des boissons qu'on sait être falsifiées ou corrompues (art. 1^{er}, § 2) ;

3° A la tromperie sur la quantité de la boisson vendue ou achetée, réalisée par certains moyens (art. 1^{er}, § 3).

La loi punit encore la détention sans motifs légitimes, dans les magasins, boutiques, etc., soit des mesures fausses ou autres appareils inexacts servant au mesurage, soit des boissons qu'on sait être falsifiées ou corrompues. Les peines encourues à la suite de ces divers délits sont aggravées, s'il y a récidive, ou si les boissons contiennent des mixtions nuisibles à la santé.

Les mélanges qu'on a l'habitude de tolérer dans certaines boissons donnent lieu à deux remarques :

1° Si l'acheteur avait convenu que la boisson ne contiendrait pas telle substance, son addition constitue une falsification (Cass. 26 février 1857, D. 57-1-410) ;

2° D'un autre côté, tel mélange qui peut constituer une falsification, n'en est pas une si l'acheteur l'accepte en connaissance de cause.

On verra comment cette législation a dû être bien complétée par la suite, surtout en ce qui concerne les vins.

Les condamnations pour tromperie dans les ventes de marchandises ont une influence sur les droits électoraux.

Aux termes de l'article 15, § 4 et § 14, du décret du 2 février 1852, l'exclusion des listes électorales résultait d'une condamnation à trois mois d'emprisonnement pour infraction à l'article 423, ou de toute condamnation pour

infraction à l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1851. Cette situation a été bien modifiée par la loi du 4 janvier 1889. Elle prive à jamais des droits électoraux les condamnés à trois mois d'emprisonnement, en vertu soit de l'article 423, soit de la loi de 1851. Mais la condamnation à un mois ou moins d'emprisonnement n'a aucune influence sur les droits électoraux, et la condamnation de un à trois mois d'emprisonnement, en vertu de la loi de 1851, entraîne l'exclusion des listes électorales pendant cinq ans à partir de l'expiration de la peine.

La loi du 23 juin 1857 sur les marques de fabrique ou de commerce prévoit et punit sévèrement le délit de tromperie sur la nature de la marchandise vendue, à l'aide d'une marque frauduleusement imitée. Cette infraction, qui autrefois était considérée comme un faux, est punie par l'article 8, de même que l'imitation frauduleuse de la marque, ou son usage, d'une amende de 50 à 2,000 francs, et d'un emprisonnement de un mois à un an, ou d'une seule de ces peines.

L'imitation frauduleuse d'une marque n'en est pas la contrefaçon ; celle-ci, ainsi que l'usage de la marque contrefaite, ou la vente des produits revêtus de cette marque, est plus sévèrement réprimée : l'amende, dans ce cas, est de 50 à 3,000 francs, et l'emprisonnement de trois mois à trois ans.

Il convient, enfin, de mentionner ici la loi du 25 avril 1895 sur les sérums thérapeutiques, qui applique les peines de l'article 423 et celles de la loi du 27 mars 1851 aux délits qu'elle prévoit. Elle est relative à la préparation, à la vente et à la distribution des virus atténués, sérums thérapeutiques, toxines modifiées et autres produits analogues. Les délits qu'elle prévoit sont la tromperie sur la

nature de ces substances, si le vendeur ou donateur les savait falsifiées ou corrompues, et la tromperie ou la tentative de tromperie sur leur qualité. Il est à remarquer qu'aucune autre loi ne s'occupe de ce dernier genre de tromperie.

CHAPITRE III

LOIS RÉCENTES CONCERNANT LES FRAUDES DANS LA VENTE DE CERTAINES MARCHANDISES (ENGRAIS, BEURRES, VINS).

Après les lois de 1851 et de 1855, voici en peu de mots quel était l'état de notre législation en matière de fraudes commerciales et industrielles : on punissait la tromperie sur la nature ou la quantité de toutes marchandises, et la falsification des substances alimentaires ou médicamenteuses ainsi que leur mise en vente.

L'extension de la fraude devait fatalement amener un développement de cette législation. C'est ainsi qu'on fut obligé d'édicter des lois pour protéger les acheteurs d'engrais contre la falsification de ces produits, parce que la loi de 1851 ne leur était pas applicable. D'un autre côté, certaines marchandises, comme les beurres et les vins, tombaient bien sous l'application de cette loi, mais les fraudes dont elles étaient l'objet étaient d'une répression quasi impossible. On se rendit alors compte qu'on pouvait empêcher, au moins en partie, l'existence de certaines fraudes qu'il était difficile de réprimer, et cela au moyen de mesures préventives. Aussi le système préventif, dont les premières lois sur les engrais, les beurres et les vins, ont fait un commencement d'application, a-t-il été ensuite largement appliqué dans les dernières de ces lois.

I. — LOIS SUR LES ENGRAIS

Il est d'abord indispensable de donner quelques renseignements techniques sur les engrais. On comprend sous ce nom toutes les substances que l'on enfouit dans le sol dans l'intérêt des végétaux qui y croissent. L'agriculteur, même ignorant, se rend compte que, s'il ne remplace par rien les récoltes qu'il enlève chaque année à sa terre, celle-ci ne pourra que s'appauvrir et perdre de sa puissance de production. La science, en effet, a démontré que la vie des plantes exige autour d'elles la présence d'un certain nombre de corps simples ou éléments. Les uns sont organiques, ce sont : l'hydrogène, l'oxygène, le carbone et l'azote ; les autres sont minéraux, et, de ceux-ci, les plus importants sont : le silicium, le calcium, le phosphore, le fer, le soufre, etc. L'eau, qui provient des pluies ou des irrigations, fournit naturellement aux plantes l'hydrogène et l'oxygène ; l'acide carbonique répandu dans l'air leur procure le carbone ; quant à l'azote, il ne peut être assimilé par les végétaux qu'à l'état de combinaison, en sorte qu'il ne se renouvelle pas naturellement comme les autres éléments organiques. Il en est de même des corps minéraux, répandus dans le sol en plus ou moins grande abondance. Ces corps étant peu à peu absorbés par les plantes sans se renouveler, il en résulte un lent épuisement du sol.

Contre cet épuisement, on a réagi d'abord au moyen des jachères et des assolements ; mais l'expérience a bientôt prouvé que l'emploi des engrais était un procédé infiniment supérieur. La fertilité d'un sol diminue parce qu'il lui manque des éléments nécessaires à la vie des plantes ;

qu'on mette dans ce sol des substances renfermant ces éléments, et la fertilité lui est rendue. Tout ce qui provient des végétaux ou des animaux est plus ou moins riche en azote et en acide phosphorique, et ce sont là deux éléments indispensables aux plantes. Aussi le fumier de ferme est-il l'engrais normal. Mais il n'est pas suffisant, et il a fallu en découvrir d'autres. A l'heure actuelle, les engrais d'origine organique ou minérale sont très nombreux. Leur commerce représente une somme de cent millions de francs par an.

La fraude, qui s'introduit dans toutes les branches de l'industrie, devait nécessairement être attirée vers celle-ci, à cause des facilités qu'elle présente à la falsification. Les engrais ne sont utiles que par les éléments chimiques qu'ils renferment, et ces éléments sont contenus dans des substances grossières de valeur nulle ou à peu près : rien de plus facile, par conséquent, que d'augmenter la quantité de ces substances en y ajoutant de l'eau, de l'argile, de la terre, etc. Aussi, dès que le commerce des engrais prit un peu d'extension, des fraudes s'y produisirent, d'autant plus nombreuses que la loi ne les atteignait qu'imparfaitement. La loi du 27 mars 1851 ne punissait la falsification que si elle portait sur des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses. Elle n'était donc applicable aux engrais que par son article 1^{er}, § 3, qui vise les tromperies sur la quantité, et les autres tromperies dans la vente des engrais n'étaient passibles que des peines de l'article 423, si elles portaient sur leur nature, ou de celles de la loi du 23 juin 1857, s'il avait été fait usage d'une marque contrefaite ou frauduleusement imitée. Dès lors, les fraudes les plus fréquentes en cette matière, c'est-à-dire la fausse indication des éléments

utiles de l'engrais et la déclaration d'une fausse origine n'étaient prévues par aucune loi.

Les choses ne pouvaient rester en cet état, on ne pouvait laisser l'agriculture sans défense contre une fraude qui présente un caractère particulièrement odieux en certains cas ; des cultivateurs ont eu acheté comme engrais des substances qui frappaient leurs terres de stérilité ; le plus souvent on ne se rend compte de la fraude dont on a été victime qu'au moment de la récolte, c'est-à-dire longtemps après l'achat de l'engrais.

Contre ces fraudes, une tentative avait été faite, en 1850, par le préfet de la Loire-Inférieure, département où l'on faisait beaucoup usage du guano, alors très en vogue, et du noir animal ; des arrêtés préfectoraux du 6 avril et 9 mai 1850 et du 5 juin 1853 obligeaient les commerçants à mettre sur les tas d'engrais en vente des écriteaux indiquant la proportion de leurs éléments utiles ; on avait, en outre, créé des inspecteurs et des laboratoires spéciaux. Mais cette tentative échoua, la Cour de cassation ayant déclaré ces arrêtés illégaux, parce qu'ils ne rentraient pas dans les attributions des préfets, mais dans celles de l'autorité municipale. (Cass. 28 août 1862, D. 63-1-56.)

Quelques années plus tard, une commission fut nommée, composée d'agronomes, chimistes, avocats, etc., et chargée d'étudier les moyens de multiplier les engrais et d'arrêter les fraudes qui s'étaient introduites dans leur commerce. A la suite d'une enquête, un projet de loi fut présenté à la Chambre le 30 mai 1866. Il devint la loi du 27 juillet 1867 « relative à la répression des fraudes dans le commerce des engrais ».

Cette loi réprimait les fraudes sur les *engrais* et *amendements*. Le législateur n'avait pas admis une distinction qu'avaient faite les auteurs du projet, et d'après laquelle

il y avait des engrais non composés ou naturels, et des engrais composés ou artificiels, chaque catégorie étant susceptible de fraudes particulières. A cause de la difficulté d'établir un type pour chaque sorte d'engrais, la loi les comprenait tous sous la même appellation et punissait : 1^o les fraudes portant soit sur la nature, la composition ou le dosage des éléments contenus, soit sur leur provenance, soit sur le nom qui, d'après l'usage, était donné aux substances fertilisantes ; 2^o le commerce des engrais falsifiés, altérés ou avariés.

Les faits punissables étaient la vente et la mise en vente, mais ici ces derniers mots n'avaient pas le même sens que dans la loi de 1851. On considérait que, au contraire des substances alimentaires, la simple possession d'engrais dans un magasin n'en constituait pas la mise en vente. Celle-ci, en ce qui concernait les engrais, n'était regardée comme délictueuse que si elle était accompagnée de circonstances constitutives d'une tentative de tromperie n'ayant manqué son effet que par des causes indépendantes de la volonté de son auteur.

Les pénalités étaient un emprisonnement de trois mois à un an et une amende de 50 à 2.000 francs.

Cette loi, qui semblait prévoir tous les moyens de tromperie, et sur laquelle on avait fondé de grandes espérances, fut immédiatement tournée par l'esprit inventif des fraudeurs. Pour ne pas être recherchés à propos d'une fausse déclaration de provenance ou de dosage, ils ne donnaient que des indications très vagues à leurs acheteurs, ils restaient muets sur le titre de l'engrais, ou bien le donnaient d'une manière ambiguë, comme résultant d'une analyse dite commerciale, bien différente de l'analyse chimique et beaucoup moins précise qu'elle. Ils échappaient d'autant mieux à la loi, que celle-ci admet-

tait implicitement la preuve de la bonne foi. Par suite, presque tous les marchands prétendaient n'avoir été que courtiers, intermédiaires, vendeurs de seconde main, et n'avoir pu vérifier la composition d'engrais qu'ils avaient achetés loyalement. Les supercheries sur le nom déjà donné à d'autres substances fertilisantes se continuaient, grâce à l'adjonction d'épithètes ou de qualificatifs divers. Enfin, le plus souvent, l'acheteur n'avait rien en sa possession pour demander la loyale exécution du contrat, la loi n'exigeant pas la remise, par le vendeur, d'un écrit quelconque indicatif du dosage.

Beaucoup de fraudes eussent été évitées si la Commission de 1867, n'avait pas tenu à faire une loi exclusivement répressive, si elle avait voulu adopter certaines mesures qu'on lui proposait pendant l'enquête qui eut lieu. A ceux qui voulaient rendre obligatoire le système des écriteaux ou des factures portant indication du dosage, on répondit qu'on ne pourrait le faire, parce que certains éléments, l'azote surtout, variaient selon la température, et parce qu'on ne pouvait obliger certains industriels à livrer leurs secrets ; mais on recula surtout devant les frais qu'aurait entraînés la création de laboratoires.

C'est ainsi qu'on n'eut qu'une loi insuffisante, dont la révision fut demandée à grands cris, après quelques années.

Le conseil supérieur de l'agriculture fut saisi de la question en 1884 ; une enquête fut ordonnée comme en 1867, et le conseil conclut à la révision de la loi en vigueur. Un projet de loi, dû principalement à MM. Méline et Jules Ferry, fut déposé le 22 décembre 1885. Après rapports de MM. Hurard et Rondeleux, la loi fut votée à la Chambre. Sur un rapport de M. Chantemille, le Sénat l'adopta avec modification, et après une deuxième discus-

sion devant les deux Chambres, elle fut définitivement votée, le 16 janvier 1888, et promulguée le 1 février suivant. En exécution de son article 6, elle a été complétée le 10 mai 1889, par un décret qui en assure l'exécution.

La loi de 1888 renferme deux parties distinctes : dans la première, elle édicte des mesures répressives ; dans la deuxième, elle prescrit toute une série de mesures préventives qui ont leur suite dans le décret du 10 mai 1889. Adoptant la même division, nous nous occuperons d'abord des dispositions répressives qui sont contenues dans les deux premiers articles.

L'article premier porte : « Seront punis d'un emprisonnement de six jours à un mois, et d'une amende de 50 à 2.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement ceux qui, en vendant ou mettant en vente des engrais ou amendements, auront trompé ou tenté de tromper l'acheteur, soit sur leur nature, leur composition ou le dosage des éléments utiles qu'ils contiennent, soit sur leur provenance, soit par l'emploi, pour les désigner ou les qualifier d'un nom qui, d'après l'usage, est donné à d'autres substances fertilisantes... »

Le délit prévu par la loi est la tromperie ou la tentative de tromperie dans la vente ou mise en vente des engrais ou amendements. La *tromperie* est un terme général qui comprend toutes les fraudes, tous les artifices par lesquels on cherche à induire une personne en erreur ; dans l'intérêt de l'agriculture, on a assimilé la tentative à la tromperie consommée.

Le mot « mise en vente » est pris ici dans le même sens que dans la loi de 1867. Il ne suffit donc pas que le marchand expose ses engrais dans son magasin ; il ne devient punissable que s'il cherche à tromper son acheteur ; les engrais, en effet, sont des marchandises dont

on peut faire varier la composition au gré de l'acquéreur. A la vente, on doit ajouter les contrats qui s'en rapprochent, l'échange, l'apport en société, le prêt de consommation, la dation en paiement.

Les marchandises dont s'occupe la loi sont les engrais et amendements, ces termes désignent deux choses à peu près semblables; toutefois le mot amendement indique une substance qui doit modifier l'état du sol. Aux juges du fait appartient le droit de décider souverainement si telle marchandise est ou non un engrais ou un amendement. (Ainsi jugé à propos des tarifs de transport, Cass. 3 février 1890, D. 91-1-216). La loi n'est pas applicable à ceux qui vendent des produits qui se rapprochent beaucoup des engrais, mais qui ne sont pas vendus comme tels. Il en est ainsi des régénérateurs, germinateurs, insecticides, etc., qu'on vend sur les marchés.

L'article 1^{er} de la loi prévoit les divers moyens de tromperie employés par les fraudeurs. Ce sont :

1° *Tromperie sur la nature.* — On a vu à propos de l'article 423 que la nature d'une marchandise est tout ce qui fait son individualité ou sa spécialité, et contribue à la faire distinguer des autres. C'est son essence, sa composition, d'où dérivent ses propriétés et ses usages.

En l'espèce, il y aura tromperie sur la nature quand on aura vendu comme engrais une substance ne contenant pas d'éléments fertilisants, ou quand un mélange de matières inertes aura rendu l'engrais impropre à sa destination, ou quand la provenance indiquée sera fausse, si cette provenance constitue la spécialité commerciale de l'engrais, ou encore lorsque l'engrais vendu n'est pas assimilable, malgré qu'il contienne les éléments promis.

2° *Tromperie sur la composition.* — Cette disposition rentre en quelque sorte dans la précédente, et n'a, par suite, pas une grande utilité ; elle précise toutefois l'obligation pour le vendeur de ne pas livrer un produit contenant des corps différents de ceux qu'il a indiqués comme composant l'engrais vendu.

3° *Tromperie sur le dosage des éléments utiles.* — Le dosage est la proportion des éléments déterminée par l'analyse quantitative. De cette proportion dépend la valeur de l'engrais ; indiquer un dosage inexact est tromper, par conséquent, sur les quantités de l'engrais. Il ne s'agit que des éléments utiles, les seuls dont doive se préoccuper l'acheteur. Ce sont, d'après les données scientifiques, l'azote assimilable, l'acide phosphorique, la potasse et la chaux.

Le délit existe lorsque le dosage donne une proportion d'éléments utiles inférieure à celle qu'affirmait le vendeur, ou lorsque celui-ci produit de faux certificats d'analyse. (Cass. 26 avril 1888, *Bull. crim.*, n° 153.)

4° *Tromperie sur la provenance.* — S'agit-il de la provenance géographique, ou de la provenance industrielle ? On doit admettre que la loi vise l'une et l'autre, puisque l'article 3 exige l'indication par le vendeur, de la « provenance naturelle ou industrielle ». Le délit existera donc si on vend, par exemple, des phosphates du Gard pour des phosphates des Ardennes, ou si le produit vendu sort d'une autre fabrique que celle qui aurait été convenue.

5° *Tromperie sur la désignation ou qualification.* — La loi de 1867 interdisait la désignation d'un engrais par un nom appartenant déjà à d'autres substances fertilisantes.

Cette disposition faisait surtout allusion aux nombreux engrais factices qui se vendaient à cette époque sous le nom de guano du Pérou. La loi n'arrêta pas les fraudes, et les mêmes engrais continuèrent à être vendus sous le nom de phospho-guano, guano ornithos, guano nantais, etc, quoique ne contenant pas une parcelle de guano. Les fabricants alléguaient que ces dénominations faisaient supposer un engrais composé, de sorte que la loi ne les atteignait pas.

La loi de 1888 a voulu modifier cette situation, et désormais « il ya délit, non-seulement si l'on désigne l'engrais ou l'amendement vendu sous un nom qui d'après l'usage est donné à d'autres substances fertilisantes, mais encore si l'on fait entrer ce nom dans la désignation de cet engrais ou de cet amendement ». (Projet de loi, *Journal Officiel*, 1886, annexes, p. 69). C'est ainsi qu'un marchand de phospho-guano s'est vu appliquer la loi, parce que son produit ne contenait pas de guano. (Cass. 15 juin 1895 ; S. 96-1-251.)

A ces tromperies on peut ajouter encore celles qui se produisent sur la quantité, ou à l'aide d'une marque contrefaite ou frauduleusement imitée, la loi renvoyant expressément pour ces tromperies au § 3 de la loi du 27 mars 1851, et aux articles 7, 8 et 9 de la loi du 23 juin 1857. Sans insister sur ces dispositions, remarquons seulement que le législateur a fait erreur en renvoyant à l'article 9 de la loi de 1857. Cet article, en effet, est relatif à la marque obligatoire, et aucune disposition n'oblige les fabricants ou marchands d'engrais à apposer une marque sur leurs marchandises. En revanche, on peut considérer comme un oubli le fait, par le législateur, de ne pas citer la loi du 28 juillet 1824 sur les altérations des marques, parmi les dispositions législatives auxquelles il renvoie.

Les personnes punissables en vertu de la loi de 1888 sont : le fabricant, les intermédiaires, le marchand ou ses préposés, à des degrés divers. Le fabricant qui a vendu le produit incriminé au consommateur est considéré comme auteur principal du délit. Il en est de même s'il l'a vendu à un marchand au détail en sachant que le produit servirait à la fraude. Le marchand est auteur principal, qu'il vende lui-même le produit ou qu'il le fasse vendre par ses préposés qui peuvent être complices. Et même, ceux-ci peuvent commettre le délit à l'insu du marchand. Enfin les courtiers, représentants de commerce, etc., sont considérés comme complices s'ils se sont rendus compte de la fraude.

Les peines de la loi de 1888 sont moins fortes que celles de la loi qu'elle a remplacée ; elles consistent en un emprisonnement de six jours à un mois et une amende de 50 à 2.000 francs, ou l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive dans les trois ans qui ont suivi la dernière condamnation, la peine peut être élevée à deux mois de prison et 4.000 francs d'amende. De plus, suivant les circonstances, on pourra appliquer les peines plus élevées de la loi du 27 mars 1851 et de la loi du 23 juin 1857.

L'article 2 ajoute : « Dans les cas prévus à l'article précédent, les tribunaux peuvent, en outre des peines ci-dessus portées, ordonner que les jugements de condamnation seront, par extraits ou intégralement, publiés dans les journaux qu'ils détermineront, et affichés sur les portes de la maison et des ateliers ou magasins du vendeur, et sur celles des mairies de son domicile et de celui de l'acheteur. En cas de récidive dans les cinq ans, ces publications et affichages seront toujours prescrits ».

Ces mesures sont faites pour inspirer aux fraudeurs une crainte salutaire, mais on se demande pourquoi le

législateur a établi deux délais différents de la récidive pour les mêmes délits. Il y a là un manque d'harmonie entre les articles 1 et 2.

Dans sa seconde partie (article 3 et suivants), la loi de 1888 a essayé de prévenir la fraude en imposant au vendeur certaines obligations dont le but est de rendre facile la preuve de la tromperie.

Le vendeur doit, au moment de la livraison, fournir certaines indications, à moins qu'il ne se trouve dans des cas exceptionnels prévus par la loi. Il doit faire connaître à l'acheteur « la provenance naturelle ou industrielle de l'engrais ou de l'amendement vendu et sa teneur en principes fertilisants » (art. 3). Celle-ci « sera exprimée par les poids d'azote, d'acide phosphorique et de potasse contenus dans 100 kilogrammes de marchandise facturée telle qu'elle est livrée, avec l'indication de la nature ou de l'état de combinaison de ces corps » (art. 4).

On trouve, dans le décret du 10 mai 1889, le développement de ces diverses dispositions. D'après l'article 1^{er} de ce décret, le vendeur doit indiquer :

1° « Le nom de l'engrais ou de l'amendement », c'est-à-dire le nom que lui a donné le fabricant en le mettant dans le commerce et qui peut consister simplement dans le mot engrais suivi du nom du fabricant.

2° « Sa nature ou la désignation permettant de le différencier de tout autre engrais ou amendement ». Le vendeur doit donc indiquer à quelle espèce d'engrais se rattache celui qu'il livre : il doit dire s'il vend du guano, ou des phosphates, ou des tourteaux, etc., ou indiquer que son engrais est le résidu de telle ou telle industrie.

3° « Sa provenance, c'est-à-dire le nom de l'usine ou de la maison qui l'a fabriqué ou fait fabriquer, s'il s'agit d'un produit industriel ; ou le lieu géographique d'où il est

tiré, s'il s'agit d'un engrais naturel, soit pur, soit simplement trié et pulvérisé ». La provenance est une chose très utile à connaître, le même genre d'engrais pouvant avoir des qualités bien différentes, suivant son origine.

L'article 2 du décret détermine exactement quels sont les éléments fertilisants (azote, acide phosphorique, potasse, et certaines de leurs combinaisons) dont le dosage doit être donné par le vendeur. Celui-ci doit indiquer quel est l'état de combinaison dans lequel se trouvent les substances contenues dans l'engrais indépendamment de leur proportion, et cela, parce que la valeur fertilisante de chacune d'elles varie suivant son état de combinaison.

Il résulte de l'article 4 de la loi et de l'article 1^{er} du décret que les indications fournies par le vendeur doivent être contenues dans un écrit, soit dans le contrat de vente, soit dans le double de la commission délivré à l'acheteur au moment de la vente, soit dans une facture remise ou envoyée à l'acheteur au moment de la livraison ou de l'expédition de l'engrais ou amendement. On doit considérer cette énumération de la loi comme non limitative et admettre qu'à ces écrits on peut ajouter une lettre missive du vendeur, une feuille de carnet du courtier, etc.

Le vendeur n'est pas toujours obligé de donner toutes les indications précitées; la loi prévoit, en effet, deux sortes de ventes qui dérogent aux règles générales :

1° La vente peut être faite avec stipulation du règlement du prix d'après l'analyse à faire sur l'échantillon prélevé au moment de la livraison. Dans ce cas, « l'indication préalable de la teneur exacte ne sera pas obligatoire, mais mention devra être faite du prix du kilogramme de l'azote, de l'acide phosphorique et de la potasse contenus dans l'engrais tel qu'il est livré et de l'état de combinaison dans lequel se trouvent ces principes fertilisants » (art. 4). Le

vendeur est tout de même obligé de fournir les autres indications concernant le nom, la nature, la désignation et la provenance du produit livré. Il ne pourra prétendre qu'il y a eu vente sur analyse que si telle a été sa convention avec l'acheteur, s'il y a eu prise d'échantillons conformément aux règles contenues dans le décret, et si le prix du kilogramme a été mentionné pour chaque élément.

2° La loi a jugé à propos de dispenser de l'obligation de l'analyse, et cela à cause de leur peu de valeur et de leur abondance, certains produits naturels, s'ils sont vendus sur leur dénomination usuelle. C'est là l'objet de l'article 5, qui en fait une longue énumération. Ce sont les produits dans le genre des fumiers, composts, boues des villes, déchets de marchés, varechs, etc.

Les deux exceptions qui précèdent sont seules admises par la loi. Aucune dérogation ne pourrait être créée par une convention entre parties. La validité de telles conventions avait été admise par le Sénat ; mais, sur les observations de M. Rondeleux, qui montra combien cela donnerait facilité aux fraudeurs pour tourner la loi, la Chambre des députés ne l'admit pas.

Un paragraphe de l'article 4 est ainsi conçu : « La justification de l'accomplissement des prescriptions qui précèdent sera fournie, s'il y a lieu, en l'absence de contrat préalable ou d'accusé de réception de l'acheteur, par la production, soit du copie de lettres du vendeur, soit de son livre de factures régulièrement tenu à jour et contenant l'énoncé prescrit par le présent article ». La loi admet par là un mode exceptionnel de preuve en certains cas ; c'est mettre aux mains des vendeurs une arme contre l'acheteur de mauvaise foi.

Ceux qui contreviennent aux dispositions de l'article 3 sont passibles, conformément à cet article, d'une amende

de 11 à 15 francs inclusivement, et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de cinq jours au plus. Il s'agit d'une récidive spéciale constituée par une deuxième infraction à la loi de 1888 dans les trois ans qui suivent la première.

Quelles pénalités doit-on appliquer aux dispositions complémentaires du décret de 1889 ? Ce décret ayant été rendu par le chef de l'État en vertu d'une délégation spéciale de la loi, on décide qu'il faut appliquer ici l'article 471, § 15, du Code pénal, qui prononce une amende de 1 à 5 francs contre ceux qui auront contrevenu aux règlements légalement faits par l'autorité administrative ; la récidive, dans ce cas, est punie par l'article 474 d'un emprisonnement qui ne peut excéder trois jours.

Les infractions à la loi et au décret seront, suivant l'article 4 de ce dernier, « constatées par tous officiers de police judiciaire et agents de la force publique.

» S'il y a doute ou contestation sur l'exactitude des indications mentionnées dans les contrats de vente, factures ou commissions destinées à l'acheteur, il peut être procédé, soit d'office, soit à la demande des parties intéressées, à la prise d'échantillons et à l'expertise de l'engrais ou amendement vendu ».

Le décret fixe, dans les 14 articles suivants, les règles à observer pour la prise d'échantillon et pour l'expertise. Analyser ces dispositions serait sortir du cadre restreint de cette étude ; nous fournirons seulement quelques explications en renvoyant pour les détails à la lecture des articles 5 et suivants du décret du 10 mai 1889.

Et d'abord, les règles contenues dans ce décret ne sont pas toujours applicables, on doit les abandonner pour revenir au droit commun lorsqu'une information est requise par l'autorité judiciaire. Dans ce cas, le juge d'instruction conserve tous les pouvoirs qu'il tient du Code

d'instruction criminelle pour la désignation de l'expert et pour la direction à donner à la procédure. (Cass. 15 juin 1895, S. 96-1-251.)

La prise d'échantillon a lieu, soit à la demande « des parties intéressées » ou de l'une d'elles évidemment, soit d'office (1). Dans le premier cas, elle est effectuée au lieu de la livraison, qui peut être soit le magasin du vendeur, soit les gares de départ ou d'arrivée. L'échantillon pris d'office peut être prélevé, dans tous les cas, dans les magasins ou entrepôts et dans les gares ou ports de départ ou d'arrivée.

On prend toujours les échantillons en trois exemplaires. L'opération est constatée par un procès-verbal qui relate toutes les indications utiles pour établir l'authenticité des échantillons et l'identité de la marchandise. Un expert est ensuite désigné par les parties ou, à défaut, par le juge de paix du canton ; on lui remet un échantillon et une copie des indications fournies par le vendeur (2). Dans les dix jours qui suivent, l'expert doit effectuer l'analyse de l'échantillon et d'après les procédés scientifiques indiqués à l'article 12 du décret. On a voulu, en obligeant les experts à employer ces procédés, éviter les contradictions qui peuvent résulter de l'emploi de méthodes différentes.

L'expert fait ensuite un rapport dans lequel il indique les tolérances d'écart qui lui paraissent admissibles à raison de certaines circonstances. Ce rapport est déposé au

(1) Ceci est une excellente chose. L'autorité est même invitée à faire porter ses investigations sur les livraisons de peu d'importance. Dans ce cas, en effet, l'acheteur peut reculer devant les frais d'un procès, les fraudeurs ne l'ignorent pas.

(2) Le tarif des expertises a été fixé par un arrêté du ministre de l'Agriculture, du 19 juin 1889.

greffe du Tribunal qui a produit à la désignation de l'expert, et les parties en sont avisées par lettre recommandée. Le vendeur a huit jours pour contester l'analyse et faire procéder à une contre-expertise, qui est faite dans les mêmes formes que la première et suivie d'un nouveau rapport. Enfin, les rapports des experts et les procès-verbaux de prise d'échantillon sont transmis au procureur de la République.

Telle est la législation qui régit les ventes d'engrais. Depuis 1888, on a déjà pu apprécier les excellents effets de la loi qui vient d'être expliquée. Il y a seulement à souhaiter que les dispositions concernant les procédés d'analyse soient de temps à autre modifiées pour être tenues au courant des progrès de la science (1).

Les fraudes dans le commerce des engrais ont peu préoccupé les législateurs étrangers. Est-ce parce que ce commerce a au dehors moins d'importance que chez nous, ou parce que la fraude s'y pratique moins ? Quoi qu'il en soit, les pays qui ont une loi sur les engrais sont rares. Au Canada, un Act de 1885 déclare qu'il y a falsification,

(1) Les agriculteurs ne se trouvent cependant pas encore suffisamment protégés contre la fraude dans la vente des engrais. A signaler le vœu suivant émis, le 26 novembre 1898, par la Société départementale d'encouragement à l'agriculture de l'Hérault (V. le *Bulletin* de décembre 1898) : « Que M. le Ministre de l'agriculture prenne l'initiative d'une loi autorisant l'action en réduction de prix en matière de vente d'engrais, lorsqu'il y a lésion au-dessus d'une limite déterminée, par exemple le quart de la valeur de la marchandise ».

Une pareille action en réduction organisée au profit de l'acheteur serait une nouveauté remarquable dans notre législation. Quoique l'Angleterre et la Belgique nous offrent l'exemple d'une action analogue, il semble qu'une telle protection serait exagérée.

si l'on constate dans l'engrais vendu un déficit de un pour cent dans les substances fertilisantes annoncées par le vendeur (1).

En Belgique, une loi du 29 décembre 1887 oblige le vendeur à fournir une facture portant diverses indications (2).

A New-York, en vertu d'une loi du 9 mai 1894, le vendeur d'engrais doit fournir une analyse et le nom du fabricant (3).

Enfin, en Angleterre, une loi du 22 septembre 1893 oblige le vendeur à garantir la composition de l'engrais et le rend passible de peines en cas de fraude (4).

II. — LOIS SUR LES BEURRES

Les beurres sont l'objet d'un commerce qui a toujours eu, en France, une très grande importance sur tous les points du territoire et, en particulier, dans la Bretagne et la Normandie, où l'excellence des pâturages a toujours donné des produits supérieurs. Ce commerce a longtemps été prospère. Les beurres français jouissaient d'une réputation particulière sur les marchés étrangers, et principalement sur les marchés anglais. La quantité de beurre exportée chaque année s'est élevée jusqu'à quarante millions de kilogrammes, ce qui représente une valeur d'environ cent millions de francs.

(1) V. *Annuaire de législation étrangère*, année 1886, p. 653.

(2) *Ibid.*, année 1888, p. 625.

(3) *Ibid.*, année 1895, p. 921.

(4) *Ibid.*, année 1894, p. 3.

Mais il n'en est plus ainsi aujourd'hui. Depuis une vingtaine d'années, on a vu nos produits dépréciés à l'étranger, le chiffre des exportations diminué et les prix de vente sensiblement baissés. Les causes de ce changement ont été vite connues : c'est qu'on avait introduit sur les marchés, sous le nom de beurre, des produits qui n'en étaient qu'une imitation et qu'on vendait bien meilleur marché. Ceci fut désastreux ; pour soutenir la concurrence, on eut recours aux moyens déshonnêtes, et, dès lors, la fraude prit un développement extraordinaire dans ce commerce qui, jusque-là, en avait été indemne.

Les nouveaux produits qui servaient à imiter le beurre étaient la margarine et l'oléo-margarine que le chimiste Mège-Mouriès avait inventées en 1869. La margarine est tout simplement de la graisse de bœuf dont on a enlevé la stéarine par cristallisation. Pour en faire du beurre, ou plutôt du simili-beurre, on baratte la margarine avec du lait en ajoutant au mélange des huiles végétales, qui lui donnent un peu le goût du beurre de lait, et du roucou, qui en donne la couleur. Si ensuite on donne au produit définitif la forme de pains habituelle au beurre, l'illusion est complète. Le consommateur ne s'apercevra pas de la supercherie si la proportion de la margarine n'est pas trop forte.

Ce qui rend l'analyse difficile en pareille matière, c'est que la margarine, qui au point de vue industriel diffère entièrement du beurre, renferme presque tous les mêmes éléments que lui. Si on mélange ces deux produits il n'en résulte pas une altération du beurre, mais seulement une diminution des éléments qui lui sont propres, parce qu'ils sont ainsi dilués. De sorte que l'analyse chimique ne permet de reconnaître la présence de la margarine dans le beurre que s'il en renferme une certaine quantité,

actuellement s'il en contient plus de 10 0/0, et, il y a quelques années, s'il en contenait plus de 15 0/0.

Aussi cette fraude se multiplia-t-elle très vite en quelques années. De nombreuses protestations s'élevèrent de toutes parts, des réclamations furent formulées par les Chambres de commerce et les Conseils généraux de Bretagne et de Normandie. Les consommateurs et encore plus les marchands honnêtes demandèrent avec insistance une loi spéciale pour réprimer cette fraude. En effet, il était difficile de lui appliquer l'article 423 du Code pénal, qui ne punit que la tromperie sur la nature de la marchandise, et seulement dans une vente consommée. On ne pouvait donc faire tomber sous l'application de cet article que la vente de margarine sous le nom de beurre (Cass. 25 mars 1875, D. 77-1-89), sans pouvoir rechercher tout mélange fait avec ce produit. La loi du 27 mars 1851 qui concerne les denrées alimentaires falsifiées était applicable aux beurres, mais, quoique plus complète que l'article 423, elle était encore bien insuffisante, l'expérience le prouvait.

Une première mesure fut prise à Paris par le Préfet de police, en 1882. Une ordonnance du 13 mai considérait comme un délit le fait de vendre de la margarine ou des produits similaires qui ne porteraient pas une étiquette indicatrice de leur nature ; de plus, l'introduction des beurres artificiels sur le marché de gros des Halles-Centrales était interdite.

Un peu plus tard, le gouvernement, ému des nombreuses réclamations du commerce et de l'agriculture, prescrivait une enquête en France et aux Etats-Unis. En effet, les fraudes dans les ventes de beurres avaient déjà provoqué une loi dans l'Etat de Colombie ; elle punissait d'une amende de 500 francs tout marchand de mar-

garine qui n'avait pas prévenu ses acheteurs par des indications écrites sur les enveloppes contenant la marchandise. D'un autre côté, l'enquête prescrite en France faisait connaître l'existence de quatre fabriques de margarine à Paris, et d'un plus grand nombre dans les départements voisins. On apprenait, en outre, que la margarine ainsi fabriquée prenait deux directions : l'une était expédiée sur les marchés étrangers, l'autre allait en Bretagne et en Normandie, d'où elle revenait mélangée au beurre.

A la suite de ces enquêtes, en décembre 1885, parurent plusieurs projets de loi, présentés l'un au nom du Gouvernement par M. Méline, ministre de l'agriculture, et l'autre par M. du Mesnildot. Une commission, nommée pour examiner les deux projets, fit des emprunts à l'un et à l'autre. Elle en fit aussi aux lois ou projets de loi qui venaient d'apparaître sur la même matière, en Danemark, en Hollande, en Allemagne et en Angleterre (1), et présenta un texte qui devint la loi du 14 mars 1887.

Le principe de cette loi était la distinction absolue entre le beurre et ses imitations. On ne devait plus appeler beurre que le produit du lait de la vache, plus ou moins travaillé, mais ne contenant aucun mélange ; tous les autres produits devaient être rangés dans une des trois catégories que la loi appelait *margarine*, *oléo-margarine*, et *graisse alimentaire*.

La loi était divisée en deux parties. Le titre I^{er}, intitulé : « de la répression des fraudes dans la vente des beurres », interdisait l'exposition, la mise en vente, la vente, l'im-

(1) Dans ces pays on a constaté la présence d'immenses établissements qui produisaient jusqu'à 100,000 kilogr. de margarine par jour.

portation ou l'exportation, sous le nom de beurre, de la margarine, de l'oléo-margarine, et de toute substance destinée à remplacer le beurre, ainsi que tout mélange de ces substances avec le beurre. Ces délits étaient sévèrement punis d'un emprisonnement de six jours à six mois, et d'une amende de 50 à 300 francs. — Le titre II réglementait la vente, le transport et l'exportation de la margarine, de l'oléo-margarine et des graisses alimentaires. On imposait au vendeur l'obligation essentielle de ne livrer ces produits que dans des récipients ou enveloppes portant en caractères apparents l'indication de leur contenu. La même obligation était imposée aux fabricants, marchands en gros, expéditeurs, etc. Enfin la loi fut complétée par un décret du 8 mai 1888, portant sur les modes et conditions de la vérification des beurres.

Avec cette loi qui paraissait complète, on croyait s'être rendu maître de la fraude. On se trompait : les peines si sévères de la nouvelle loi n'arrêtèrent pas l'audace des fraudeurs. Comme par le passé, ils continuèrent à écouler leur margarine mêlée au beurre, assurés qu'ils étaient presque de l'impunité, à cause de la difficulté que présentait la découverte de cette fraude. En effet, les meilleurs procédés scientifiques ne permettaient de constater la présence de la margarine dans le beurre que si elle s'y trouvait dans une proportion supérieure à 15 pour cent. La vente des produits contenant cette proportion permet encore de réaliser d'assez sérieux bénéfices. Comme le disait plus tard M. Legludic dans un rapport au Sénat, « avec 20 kilogrammes de margarine on peut dénaturer 80 kilogrammes de beurre ; les 20 millions de kilogrammes de margarine française permettront de frauder 100 millions de kilogrammes de beurre, et ces 100 millions de kilogrammes de beurre rapporteront, à raison de 28

francs de bénéfice par 100 kilogrammes, 28 millions de gain illicite aux fraudeurs ».

La fraude augmentait d'importance chaque jour. Son développement avait des résultats funestes pour l'industrie laitière, qui est une de nos grandes industries nationales. D'une part, le prix des beurres baissait sensiblement par suite de la surproduction, et aussi parce que les beurres artificiels étaient offerts à des prix avantageux, et d'autre part, la fraude jetant le discrédit sur nos produits, le chiffre des exportations baissait; nous perdions la confiance des marchés anglais, nos principaux débouchés (1).

Ces résultats étaient alarmants; mais, n'eussent-ils pas existé, il y avait tout de même lieu de se préoccuper de la question, à ne considérer que l'intérêt des consommateurs. Ceux-ci éprouvent du fait de la fraude, d'abord un préjudice pécuniaire, puisqu'ils paient au prix du beurre un produit qui a moins de valeur que lui. Ce préjudice n'est malheureusement pas le seul. Il résulte des enquêtes faites, que la margarine telle qu'elle est préparée actuellement est loin d'être sans inconvénients pour la santé. En supposant même que la margarine soit sagement pré-

(1) Nos exportations de beurre (frais, fondu, ou salé) qui, en 1890, étaient de 109 millions de francs, sont tombées en 1895 à 54 millions, soit une diminution de moitié. L'Angleterre recevait de France, en 1890, 76 millions de beurre salé, et en 1895 seulement 39 millions; le chiffre de ses importations françaises en beurre frais, qui en 1891 était de 3 millions, n'atteignait plus en 1895 que 125,000 francs. — Notre place sur les marchés anglais était prise par la Hollande puis par le Danemark. Les produits de ces pays étant vendus au même prix que les nôtres, ce changement ne peut donc être attribué qu'à la fraude et au discrédit qu'elle avait jeté sur nos produits.

parée, elle est toujours plus indigeste que le beurre et peut procurer des maladies d'estomac. Mais les modes de préparation ont changé depuis l'invention de Mège-Mouriès. On extrait la margarine de toutes sortes de graisses ou suifs qui viennent on ne sait d'où, de l'étranger, et il en résulte qu'on trouve dans le produit définitif, les germes de bien des maladies.

En présence des progrès continus de la fraude et devant l'inefficacité de la loi de 1887, qui, selon l'expression de M. Guillemain « se réduisait à une injonction et à une étiquette », on songea bientôt à remplacer cette dernière loi. Trois ans ne s'étaient pas écoulés que surgissaient plusieurs propositions, l'une de M. Cluseret, une autre de M. Villebois-Mareuil, et une troisième de M. Marius Martin (1). Après ces trois propositions, une Commission elabora un projet de loi qui vint en discussion à la Chambre, en janvier 1892, après deux rapports de M. Guillemain. Renvoyé à la Commission, ce projet subit une nouvelle rédaction, mais, la législature d'alors ayant pris fin, il ne vint jamais en discussion.

La question était trop importante pour être abandonnée. Dès l'année suivante, c'est-à-dire en 1893, quatre propositions de loi étaient mises au jour, par MM. René Brice, Porteu, Guillemain et le baron Gérard. En 1894, nouvelle proposition de M. Guillemain, puis de M. Viger, ministre de l'agriculture. C'est ce dernier projet qui, finalement, était discuté à la Chambre, en janvier et février 1896, adopté par elle, le 6 mars 1896, et par le Sénat, le 8 avril 1897.

La nouvelle loi était promulguée le 16 avril 1897, sous

(1) Voir *Journal officiel*, Doc. Parl. 1890, p. 1382, 1432 et 1453.

le titre de « loi concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine ». Un décret du 9 novembre de la même année vint la compléter.

Ce n'est pas sans de grandes difficultés que cette loi a été votée, car son adoption contrariait de nombreux intérêts. Aussi, pendant la longue discussion qui eut lieu devant l'une et l'autre Chambres, fit-on valoir tous les arguments possibles en faveur du rejet de la proposition de loi ou de son ajournement. On affirmait, d'abord, que la margarine était un produit des plus sains, et on montrait le gouvernement encourageant Mège-Mouriès, à ses débuts, par une subvention et donnant, à l'Exposition de 1889, une médaille d'or à un fabricant de margarine. On s'efforçait ensuite de prouver que la baisse du prix des beurres et la diminution de nos exportations étaient dues non à la fraude, mais à une plus grande production de ces produits dans le monde entier. On invoquait le principe de la liberté du commerce en faveur de l'industrie margarinière, qu'on représentait comme étant d'une entière honnêteté et sans complicité avec les marchands au détail, seuls coupables, disait-on. On invoquait ensuite l'intérêt de la colonie du Sénégal, qui fournit l'huile d'arachides qu'on mêle à la margarine, et bien d'autres intérêts encore. On prétendait qu'une nouvelle loi serait inefficace, que celle de 1887 était bien suffisante. Enfin, certains adversaires du projet demandaient l'ajournement jusqu'à la discussion d'un projet de loi générale sur les fraudes, déposé par M. Gadaud.

La loi fut cependant votée, avec quelques légères concessions faites à l'industrie margarinière, notamment la faculté d'introduire dans la margarine une quantité de lait déterminée. Dans sa proposition du 20 juillet 1894, M. Viger disait : « On ne condamne pas à mort la marga-

rine ; c'est une matière alimentaire qui peut rendre des services : seulement on veut exercer sur les fabriques un contrôle, une surveillance qui empêche l'emploi des matières premières nuisibles ou de mauvaise qualité. En second lieu, on veut qu'on ne puisse vendre aucun mélange quel qu'il soit, comme du beurre ou des façons de beurre ». Ces quelques mots indiquent bien l'esprit de la nouvelle loi. On retrouve les mêmes idées dans les lignes suivantes de M. Guillemin : « Il fallait édicter un ensemble de mesures permettant de suivre la margarine depuis la fabrication jusqu'à la consommation, afin d'empêcher que le fraudeur la détournât de son emploi légitime, et la fit, comme il arrivait alors, uniquement servir aux falsifications et aux tromperies ».

Ceci montre le caractère éminemment préventif de la nouvelle loi. Considérant que, si la margarine peut faire l'objet d'une industrie très honnête, d'un autre côté, elle constitue une substance très propre à la falsification, qu'il est nécessaire de tenir en lisière, elle organise un contrôle très sérieux sur son commerce. A ce point de vue, la nouvelle loi, tout en reproduisant plusieurs prescriptions de la loi de 1887 qu'elle abroge, introduit un certain nombre d'innovations très importantes qui lui donnent un caractère tout particulier et en rendent l'étude très intéressante. Les principales de ces innovations consistent dans les définitions du beurre et de la margarine, dans la séparation des commerces de ces deux marchandises, dans la mise en surveillance de leurs fabriques, dans l'interdiction du mélange de ces produits au-delà d'une certaine proportion, et enfin, dans l'interdiction de colorer la margarine.

Toutes ces prescriptions sont contenues dans le titre I de la loi ; le titre II est réservé aux pénalités.

Pour donner plus de clarté à l'étude de cette loi, les multiples dispositions en seront groupées sous différentes rubriques, dont l'ordre sera, d'ailleurs, conforme au texte même de la loi.

1° *Définition et distinction du beurre et de la margarine ;
interdiction de les substituer l'un à l'autre.*

L'article premier est ainsi conçu : « Il est interdit de désigner, d'exposer, de mettre en vente et de vendre, d'importer ou d'exporter sous le nom de beurre, avec ou sans qualificatif, tout produit qui n'est pas exclusivement fait avec du lait ou de la crème provenant du lait ou avec l'un et l'autre, avec ou sans sel, avec ou sans colorant ».

On précise donc, mieux que ne le faisait la loi de 1887, ce qu'on doit désormais entendre par beurre. C'est le produit du barattage du lait et de la crème, et à ces éléments on permet d'ajouter du sel et des colorants. Le sel a toujours été employé pour la conservation du beurre, on peut dire que son usage est indispensable pour le beurre destiné à l'exportation. Mais on ne saurait permettre aux producteurs ni aux marchands d'assurer la conservation de leurs produits au moyen d'autres substances, telles que l'acide borique et le borax, car l'expérience a démontré la nocuité de ces aseptiques (1). La même distinction doit être faite en ce qui concerne les colorants. Le beurre n'a pas toujours une couleur uniforme, il est blanc lorsque les animaux restent enfermés,

(1) Voir à ce propos la *Semaine médicale* du 9 novembre 1894. Voir également, dans le numéro de septembre 1898 de l'*Hygiène moderne*, un article sur les « beurres boriqués ».

et jaune lorsqu'ils sont dans les pâturages, en été. Le consommateur étant habitué à cette dernière couleur, la plupart des marchands rendent leurs produits jaunes à l'aide du roucou ou du jus de carotte, substances absolument inoffensives. Mais ils doivent s'abstenir d'employer les colorants que prohibent les règlements.

A part donc ces deux exceptions (addition de sel ou d'un colorant), si on mêle au beurre n'importe quelle substance, il ne sera plus du beurre au point de vue de la loi. Celle-ci ne doit pourtant pas être interprétée trop rigoureusement. On doit songer que les matières qu'elle a voulu proscrire sont surtout et presque exclusivement les matières grasses. Si donc on découvre dans le beurre de l'eau, ou des féculs, ou de la caséine, on pourra voir si cela constitue une falsification tombant sous le coup de la loi du 27 mars 1851, mais il n'y aura pas lieu de faire intervenir la loi de 1897.

L'article premier est sévère pour toutes les substances qui ont l'aspect du beurre. Il interdit d'abord qu'on les désigne sous le nom de beurre. Cette interdiction est très explicable : un marchand peut avoir hors de son magasin un dépôt de margarine qu'il n'expose pas ni ne met en vente, mais qu'il est prêt à écouler aussitôt que l'occasion s'en présentera. Non seulement il ne peut désigner son produit sous le nom de beurre, mais on verra avec les articles 5 et 9 que certaines obligations lui incombent, concernant les locaux et les récipients qu'il emploie.

L'article premier interdit ensuite l'exposition des mêmes produits et leur mise en vente. La loi a voulu vraiment être complète et précise de manière à ne laisser aucune échappatoire aux fraudeurs.

En effet, les mots exposition et mise en vente sont presque synonymes. Il peut y avoir mise en vente sans expo-

sition; mais en pratique on ne voit guère en cette matière une exposition sans mise en vente, car il faut bien entendre que l'exposition dont parle la loi est celle qui a lieu dans un magasin, une boutique, sur un marché, et, en un mot, dans un endroit accessible au public et aménagé pour le commerce. Il est évident qu'on ne pourrait rechercher un simple particulier parce qu'il exposerait chez lui du beurre artificiel, sans aucune idée de vente.

Des marchandises déposées dans un entrepôt doivent-elles être considérées comme mises en vente? Un jugement du Tribunal de la Seine du 7 mars 1896 (*Gaz. Pal.*, 1896, I, vente), déclare que le seul fait d'un pareil dépôt ne constitue pas une mise en vente; mais, d'autre part, plusieurs arrêts de la Cour de Paris considèrent les marchandises dans les gares comme étant dans des entrepôts, et, par suite, mises en vente. Il nous semble qu'on doit se décider pour cette dernière opinion.

Par le fait de vente que prohibe ensuite la loi, il faut évidemment entendre, comme dans d'autres lois, les contrats qui se rapprochent de la vente, tels l'échange et l'apport en société.

Il n'y a pas non plus de difficultés en ce qui concerne la prohibition de l'importation et de l'exportation des faux beurres, ces expressions étant claires par elles-mêmes.

La loi défend, enfin, d'appliquer à tort l'expression de *beurre* « avec ou sans qualificatif ». Sans cela, on aurait vu vendre une foule de produits sous les noms de beurre artificiel, beurre margariné, simili-beurre, etc., et la loi aurait été tournée de la même manière que l'avait été celle de 1867 sur les engrais, comme on l'a expliqué.

L'article 2 s'exprime ainsi: « Toutes les substances alimentaires autres que le beurre, quelles que soient leur

origine, leur provenance et leur composition, qui présentent l'aspect du beurre et sont préparées pour le même usage que ce dernier produit, ne peuvent être désignées que sous le nom de margarine.

» La margarine, ainsi définie, ne pourra, dans aucun cas, être additionnée de matières colorantes. »

Cet article est absolument la contre-partie de l'article premier. Il définit la margarine et en interdit la coloration. On a voulu rendre aussi complète que possible la distinction entre le beurre et tous les produits du genre de la margarine qui pourraient se prêter à la fraude.

Il était, en effet, nécessaire de séparer nettement deux produits qu'il est si facile de confondre et dont l'un sert à la falsification de l'autre. On reconnaissait qu'on ne devait pas prohiber la fabrication de la margarine parce que c'est une industrie qui peut rendre des services à la population ouvrière, la margarine étant une substance alimentaire très saine si elle est bien préparée, et qui a sur le beurre l'avantage de se vendre bien meilleur marché. Mais, d'un autre côté, on constatait que ceux qui se livrent à la fabrication de cette denrée étaient portés à employer la fraude pour écouler la marchandise. En effet, la margarine a un goût spécial et une couleur d'un blanc légèrement jaunâtre à laquelle le consommateur n'est pas habitué.

Le fabricant cherche à corriger ces deux défauts en donnant à son produit la couleur, ce qui est facile, et, s'il le peut, le goût du beurre. Une fois le produit semblable au beurre, il en prend le nom pour être vendu au même prix que lui, ou bien on lui donne des appellations faites pour tromper l'acheteur.

Le législateur a voulu mettre un terme à ces abus. Désormais, tout produit qui sert aux mêmes usages que

le beurre et en a l'aspect, doit être appelé margarine, malgré que cette définition soit scientifiquement inexacte ; il résulte des travaux préparatoires qu'on n'a voulu donner qu'une définition commerciale, nécessairement un peu vague. Elle s'applique « à toutes les substances alimentaires autres que le beurre, qui en présentent l'aspect et sont préparées pour le même usage ». Ces termes ne soulèvent pas de difficultés. Par substances alimentaires on a évidemment désigné ici celles qui servent à la nourriture de l'homme ; le mot substance, très général, comprend nécessairement toutes les variétés de margarine connues dans le commerce.

De même qu'en vertu de l'article premier, on ne peut plus se servir d'appellations telles que beurre artificiel, etc., de même, en vertu de l'article 2, on ne pourra plus vendre aucune composition alimentaire sous le nom de margarine beurrière, lactine, crème Mouriès, etc. Beurre ou margarine, il n'y a plus de milieu. Pour ce qui est de savoir si tel produit ressemble assez au beurre pour devoir être appelé margarine, c'est une question qui doit être tranchée par les tribunaux. Le type du beurre n'est pas unique, il varie suivant les pays et la nourriture des animaux.

Le législateur ne se contente pas de vouloir que la margarine et ses succédanés se signalent au consommateur par le nom qu'on leur impose, il veut encore que l'acheteur ne puisse pas être trompé par leur aspect. Il défend d'introduire dans la margarine toute matière colorante, de sorte que, sur les marchés, ce produit révélera par lui-même son origine. Cette disposition, due à un amendement de MM. Bourgoïn et Armez, n'a été votée qu'après une vive opposition des partisans de la margarine, à la Chambre et au Sénat. « L'antinomie qui semble exister,

au premier abord, entre cette disposition et celle de l'article premier, qui admet la coloration du beurre, n'est qu'apparente, dit une circulaire du ministre de l'agriculture (1); elle se justifie par ce fait, que la coloration de la margarine implique une intention frauduleuse. L'addition de matières colorantes au beurre n'a d'autre but que de lui conserver son aspect habituel, cette teinte jaune clair caractéristique qu'il peut perdre par la substitution au fourrage vert de certaines matières alimentaires ».

La coloration de la margarine est interdite, quel que soit le procédé, qu'elle ait lieu directement ou indirectement. C'est ainsi qu'on ne peut pas employer, dans sa fabrication, un beurre d'un jaune très prononcé, dont le mélange donnerait au produit définitif une teinte jaune.

En Belgique, en Danemarck et en Russie, on n'interdit pas la coloration de la margarine, mais on ne l'autorise que dans une certaine limite. Elle ne doit pas dépasser une certaine teinte fixée par les règlements. Au contraire, en Allemagne, on est favorable à un système qui consiste à rendre obligatoire la coloration de la margarine à l'aide d'un produit déterminé, dont la sensibilité aux réactifs permettrait de facilement distinguer la présence de la margarine ainsi colorée. Ce système exige, pour son exécution, un contrôle presque impossible, on doit lui préférer celui de notre loi.

2^e Séparation des commerces du beurre et de la margarine.

Presque toutes les propositions de loi qui avaient été présentées à la Chambre, contenaient le principe de cette

(1) Du 13 février 1898.

séparation. L'interdiction de cumuler ces deux commerces n'a été votée qu'après avoir été l'objet d'une vive discussion (1), comme toutes les dispositions de cette loi; elle est écrite dans l'article 3, dont les deux premiers paragraphes portent: « Il est interdit à quiconque se livre à la fabrication ou à la préparation du beurre, de fabriquer et de détenir dans ses locaux et dans quelque lieu que ce soit de la margarine ou de l'oléo-margarine, ni d'en laisser fabriquer ou détenir par une autre personne dans les locaux occupés par lui.

» La même interdiction est faite aux entrepositaires, commerçants et débitants de beurre ».

Il est facile de comprendre combien une pareille mesure doit gêner la fraude. Si on permettait à un marchand d'avoir dans son magasin du beurre et de la margarine, il lui serait facile, au fur et à mesure de la vente, d'introduire dans le beurre de la margarine dans une proportion telle que l'analyse ne permettrait pas de révéler la fraude; il suffirait, pour cela, au marchand, d'avoir dans son arrière-boutique, un pilon et quelques parcelles de substance colorante. C'est cette fraude qu'on a voulu empêcher. Il résulte du texte de la loi que la prohibition s'applique à tous les commerçants entre les mains de qui le beurre peut passer.

Ces divers commerçants sont : d'abord celui qui achète directement aux producteurs sur une grande échelle, puis le marchand en gros qui achète au précédent, et enfin le

(1) M. Gruet disait à la Chambre : « De tous les genres de mort imaginés pour frapper la margarine, celui qui consiste à imposer la séparation des commerces est incontestablement le plus sûr et le plus efficace ». A cela on répondait en montrant l'exemple de plusieurs pays où, malgré cette séparation, l'industrie de la margarine est florissante.

détaillant. La fraude étant possible à chacune de ces étapes par lesquelles passe la marchandise, la loi ne fait exception pour aucune. Elle rend même responsable celui qui laisse la fraude s'exercer dans ses locaux ; il est évident qu'on n'entend pas par là la fraude des locataires. — Il est interdit de « fabriquer et détenir ». On pourrait se demander si l'existence des deux faits est nécessaire pour constituer le délit, mais il n'y a aucun doute là-dessus, si on tient compte de l'esprit de la loi et des travaux préparatoires ; la détention seule est interdite aussi bien que la fabrication.

Il y a, dans le texte de l'article, d'autres points douteux. Un marchand peut-il détenir de la margarine ou de l'oléomargarine (1) dans un de ses locaux et du beurre dans un autre ? Le rapporteur de la loi au Sénat, interrogé ainsi, a répondu par l'affirmative. En pratique, il faudrait peut-être tenir compte de la distance qui sépare les deux locaux. — On a fait aussi préciser, lors de la discussion de la loi, que l'article 3 ne serait pas applicable aux simples particuliers et aux cultivateurs.

Il résulte de son paragraphe 3 une autre exception en faveur des sociétés coopératives d'alimentation « qui ne font pas acte de commerce ». Ces sociétés sont celles qui ne vendent qu'à leurs adhérents, et qui ne sont pas soumises à la patente ; la loi leur permet de détenir, à la fois, du beurre et de la margarine.

Le principe de la séparation des commerces reçoit son application même sur les marchés, où des rapprochements voulus auraient encore pu favoriser la fraude. La loi dit,

(1) L'oléomargarine, appelée aussi simplement oléo, est la matière première de la margarine ; elle est extraite de la graisse de bœuf.

en effet : « La margarine et l'oléo-margarine ne pourront être introduites sur les marchés qu'aux endroits spécialement désignés à cet effet par l'autorité municipale ».

Enfin, d'après les prescriptions du dernier paragraphe de l'article 3, on ne peut employer dans la fabrication de la margarine qu'une certaine quantité de lait, qui ne peut dépasser 10 0/0, que ce lait soit introduit par le barattage avec l'oléo-margarine, ou ensuite par une addition de beurre. Le législateur a ainsi choisi un système mixte entre celui qui laisse la fabrication de la margarine libre dans ses mélanges, et celui qui, considérant la margarine comme un produit exclusivement composé d'oléo et d'huile végétale, empêche tout mélange de lait (1).

3° Publicité imposée à la fabrication de la margarine.

Avec l'article 4 commence la série des mesures relatives à la surveillance des fabriques de margarine. Cette surveillance est très étroite.

Article 4 : « Toute personne qui veut se livrer à la fabrication de la margarine ou de l'oléo-margarine est tenue d'en faire la déclaration : à Paris, à la Préfecture de police, et dans les départements, au maire de la commune où elle veut établir sa fabrique ».

Cette obligation a pour but d'empêcher l'existence d'établissements clandestins. Les conditions dans lesquelles

(1) A la Chambre, les partisans de ce dernier système disaient qu'il était rationnel, puisqu'on empêchait d'ajouter de la margarine au beurre, d'interdire aussi l'addition du beurre à la margarine. D'un autre côté, les défenseurs de la margarine prétendaient que le lait entraît dans la composition de ce produit. Le système du mélange limité, qui a été adopté, existait déjà dans plusieurs pays.

doit se faire la déclaration sont écrites dans le décret du 9 novembre 1897, qui contient également les règles relatives aux expertises et au service d'inspection.

L'article 5 édicte une autre obligation en vertu de laquelle tout local contenant de la margarine doit se signaler par une enseigne portant en caractères apparents, d'au moins trente centimètres de hauteur, les mots « fabrique, dépôt, ou débit de margarine ou d'oléo-margarine ».

A la Chambre, M. Guillemin, proposa qu'on obligeât les marchands à mettre la même enseigne sur leurs voitures, sous prétexte que ces voitures sont parfois de véritables magasins ambulants. Cette mesure parut excessive et ne fut pas adoptée.

4^e Surveillance et inspection des fabriques de margarine. Mission des inspecteurs.

L'article 6 soumet à l'exercice les fabriques de margarine ou d'oléo-margarine. La surveillance est exercée par des inspecteurs spéciaux nommés par le Gouvernement. On a pensé que les officiers de police judiciaire ou les agents de la force publique ne posséderaient pas l'aptitude spéciale indispensable à ces fonctions. « Ces employés, dit la loi, ont pour mission de veiller sur la fabrication, sur les entrées de matières premières, sur la qualité de celles-ci et sur les sorties de margarine et d'oléo-margarine. Ils s'assurent que les règles prescrites par le Gouvernement, sur l'avis du Comité d'hygiène publique, sont rigoureusement observées. Ils ont le droit de s'opposer à l'emploi de matières corrompues ou nuisibles à la santé et de rejeter de la fabrication les suifs avariés. Ils peuvent déférer aux Tribunaux les infractions aux dispositions de

la présente loi et des décrets et arrêtés ministériels intervenus pour son exécution ».

Les pouvoirs des inspecteurs sont donc très étendus. Ils le sont même plus que les pouvoirs ordinaires des agents créés par la loi pour la surveillance des diverses industries, puisque ces inspecteurs ont pour mission de contrôler tous les actes de la fabrication depuis l'entrée des matières premières dans l'usine jusqu'à la sortie des produits, et puisqu'ils peuvent empêcher le fabricant d'employer telle ou telle matière. Ceci se justifie, parce qu'il a été reconnu que, dans la fabrication de la margarine, on faisait souvent usage de suifs avariés, de matières d'origine douteuse.

On doit interpréter la loi dans ce sens que les inspecteurs peuvent s'emparer des substances nuisibles à la santé et empêcher seulement l'emploi des suifs avariés dans la fabrication de la margarine. La loi leur reconnaît, en outre, le droit (art. 7) de pénétrer en tout temps, c'est-à-dire de jour et de nuit, dans tous les locaux des fabriques de margarine ou d'oléo-margarine soumises à la surveillance, « dans les magasins, caves, celliers, greniers y attenants ou en dépendant, de même que dans tous les dépôts et débits de margarine et d'oléo-margarine ».

Cette mesure peut paraître vexatoire, mais elle se justifie : du moment qu'on créait un contrôle, il fallait qu'il fût complet. La surveillance n'eût été qu'un vain mot si elle n'avait pu s'exercer à toute heure et en tous lieux. Les inspecteurs ont le droit de pénétrer dans tous les locaux qui peuvent servir à la fabrication. Le plus souvent, la disposition des locaux permettra de distinguer facilement quels sont ceux qui dépendent de la fabrique et ceux qui servent d'habitation au fabricant, l'énumération de la loi n'étant pas limitative.

Le droit de pénétrer dans les divers locaux est donné aux inspecteurs pour qu'ils puissent y prélever des échantillons.

En vertu de l'article 8, « le traitement des inspecteurs est à la charge des établissements surveillés. Le décret rendu en Conseil d'Etat pour l'exécution de la loi en fixera le montant, ainsi que le mode de perception et de recouvrement de taxes ». Par établissements surveillés, on entend seulement les fabriques de margarine et d'oléo-margarine.

5° *Obligations diverses imposées au commerce de la margarine.*

Les articles 9, 10, 11 et 12 renferment une série de mesures dont le but est de signaler la présence de la margarine dans tous les récipients par lesquels elle passe, depuis le moment où elle est fabriquée jusqu'à celui où elle est remise au consommateur. Des mesures de ce genre étaient déjà contenues dans la loi de 1887, mais le système de la nouvelle loi est beaucoup plus complet.

L'article 9, dit d'abord que « les fûts, caisses, boîtes et récipients quelconques renfermant de la margarine ou de l'oléo-margarine doivent tous porter sur toutes leurs faces en caractères apparents et indélébiles le mot *margarine* ou *oléo-margarine* ».

Cette mesure générale concerne tous les fabricants, marchands et détaillants. La loi exige l'inscription à tout moment et en quelque endroit que se trouve la margarine. Elle doit être en caractères apparents et ineffaçables et reproduite sur toutes les faces du récipient : ceci pour déjouer de nombreuses fraudes dont la plus commune consistait, pour le marchand qui recevait de la margarine

en fûts, à enlever les fonds qui portaient l'inscription réglementaire et à les remplacer par d'autres.

Comme le terme *margarine* est général et qu'il existe mille variétés de ce produit, la loi exige en outre, dans l'intérêt de l'acheteur de margarine, que « des éléments entrant dans sa composition soient indiqués par des étiquettes et par les factures des fabricants et débitants. » Bien entendu, il ne s'agit pas là de composition quantitative. On veut seulement que le consommateur sache ce qu'il achète. De plus, il est facile de voir que cette obligation facilite beaucoup le travail des inspecteurs.

Après ces mesures générales, l'article 9 contient encore diverses prescriptions spéciales :

1° « Dans le commerce en gros, les récipients devront, en outre, indiquer en caractères très apparents, le nom et l'adresse du fabricant. » A cette mesure, dont l'utilité est évidente, le paragraphe suivant apporte une dérogation : « En ce qui concerne la margarine destinée à l'exportation, le fabricant sera autorisé à substituer à sa marque de fabrique celle de l'acheteur, à la condition que cette marque porte en caractères apparents le mot *margarine* ». Cette disposition ne concerne que la marque de fabrique, elle ne dispense pas le fabricant des inscriptions indélébiles ordonnées par le paragraphe premier.

2° « Dans le commerce de détail, la margarine et l'oléomargarine doivent être livrées sous la forme de pains cubiques avec une empreinte portant sur une des faces, soit le mot *margarine*, soit le mot *oléo-margarine* et mises dans une enveloppe portant en caractères apparents et indélébiles la même désignation ainsi que le nom et l'adresse du vendeur. Lorsque ces pains seront détaillés, la marchandise sera livrée dans une enveloppe portant lesdites inscriptions. »

Ces prescriptions si claires se passent de commentaire.

Les articles 10 et 11 ne font que les compléter :

« Art. 10 : La margarine ou l'oléo-margarine importées, exportées ou expédiées doivent être, suivant les cas, mises dans des récipients de la forme et portant les indications mentionnées à l'article qui précède. » En d'autres termes, il n'y a aucune exception aux prescriptions de l'article 9.

« Art. 11 : Il est interdit d'exposer, de mettre en vente ou en dépôt et de vendre dans un lieu quelconque de la margarine ou de l'oléo-margarine sans qu'elles soient renfermées dans les récipients indiqués à l'article 9 et portant les indications qui y sont prescrites. L'absence de ces désignations indique que la marchandise exposée, mise en dépôt ou en vente, est du beurre. »

Enfin l'article 12 exige la désignation *margarine* ou *oléo-margarine* « dans les comptes, factures, connaissements, reçus de chemins de fer, contrats de vente et de livraison et autres documents relatifs à la vente, à l'expédition, au transport et à la livraison de la margarine ou de l'oléo-margarine. L'absence de ces formalités indique que la marchandise est du beurre. »

Ici encore, le législateur s'est inspiré de la loi de 1887, mais sa nouvelle formule est beaucoup plus complète, elle comprend tous les documents relatifs au commerce de la margarine.

6° *De la surveillance du commerce des beurres*

Après avoir, dans les articles précédents, réglé la fabrication et la vente de la margarine, le législateur s'occupe, dans les articles 13, 14, 15, du commerce des beurres. Le

contrôle qu'il prescrit sur ce commerce est ainsi établi par l'article 13 :

« Les inspecteurs désignés à l'article 6 et, au besoin, les experts spéciaux nommés par le Gouvernement, ont le droit de pénétrer dans les locaux où on fabrique pour la vente, dans ceux où l'on prépare et vend du beurre, de prélever des échantillons de la marchandise fabriquée, préparée, exposée, mise en vente ou vendue comme beurre.

Ils peuvent, de même, prélever des échantillons en douane ou dans les ports ou dans les gares de chemins de fer.

Autant que possible, le prélèvement des échantillons est effectué en présence du propriétaire de la marchandise ou de son représentant.

Les échantillons sont envoyés aux laboratoires désignés par arrêté ministériel pour être soumis à l'analyse chimique et à l'examen microscopique.

En cas de fraude constatée, procès-verbal est dressé et transmis avec le rapport du chimiste expert au procureur de la République, qui instruit l'affaire immédiatement. »

La surveillance ainsi organisée est, on le voit, moins rigoureuse que celle qu'on exerce sur les fabriques de margarine. Il y a lieu de s'étonner que ce soient les mêmes agents qui en soient chargés, puisque leur traitement est supporté par les fabricants de margarine. Mais on doit remarquer que leur mission ici consiste simplement à prélever quelques échantillons. Il résulte de la discussion du projet de loi en ce qui concerne le premier paragraphe de l'article 13, que parmi les établissements soumis à la surveillance, la loi n'a pas voulu comprendre la ferme, où cependant l'agriculteur prépare un beurre destiné à la vente. Les inspecteurs pourraient cependant y pénétrer, s'ils

soupçonnaient quelque fraude. Mais les établissements que vise la loi sont ceux des producteurs en gros.

Les autres dispositions de l'article sont suffisamment explicites. A noter, pourtant, qu'on doit interpréter strictement le second paragraphe, et, par suite, refuser aux inspecteurs le droit de prélèvement ailleurs qu'en douane ou dans les ports et gares, par exemple sur une route.

L'article 14 confie au ministre de l'agriculture le soin, chaque année :

« 1° De prescrire les méthodes d'analyses à suivre pour l'examen des échantillons de beurre prélevés comme soupçonnés d'être falsifiés ;

» 2° De fixer le taux des analyses ;

» 3° D'arrêter la liste des chimistes-experts, seuls chargés de faire l'analyse légale des échantillons prélevés », le tout sur l'avis du Comité consultatif des stations agronomiques et des laboratoires agricoles.

En imposant aux experts l'emploi d'une même méthode, on évite l'incertitude qui pourrait résulter d'analyses non concordantes faites suivant des procédés différents.

L'article 15 met à la charge de l'Etat le paiement des échantillons et des frais d'expertise et d'analyse. Au cas de condamnation, ces frais sont supportés par les délinquants.

7° Pénalités

Sous cette rubrique, le titre II de la loi (art. 16 à 24) comprend d'abord les diverses peines qu'entraînent les infractions aux prescriptions des articles précédents et quelques dispositions accessoires.

Tout d'abord, l'article 16 punit d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 100 à 5,000 francs

ou de l'une de ces deux peines seulement, « ceux qui auront sciemment contrevenu aux dispositions de la présente loi ».

Par le mot *sciemment*, la loi exige expressément chez le contrevenant l'intention frauduleuse. Les faits qu'elle punit sont donc des délits et non des contraventions. Elle ajoute : « Toutefois, seront présumés avoir connu la falsification de la marchandise, ceux qui ne pourront indiquer le nom du vendeur ou de l'expéditeur ». Cette disposition, reproduite de la loi de 1887, intervertit le fardeau de la preuve. On ne pouvait, en effet, laisser la poursuite complètement désarmée, quand il s'agit de faire la preuve de la mauvaise foi, surtout en pareille matière. Le prévenu ne sera donc pas admis à prétendre qu'il a ignoré la falsification, s'il ne peut indiquer le nom de son vendeur ou expéditeur.

Les dispositions suivantes édictent des peines moins graves : « Art 16 § 2 : Les voituriers ou compagnies de transport par terre ou par eau qui auront sciemment contrevenu aux dispositions des articles 10 et 12 ne seront passibles que d'une amende de 50 à 500 francs ». Il s'agit donc encore ici d'un véritable délit, puisque la mauvaise foi du contrevenant est exigée.

On admet que le voiturier qui, par la désignation exacte de ses commettants, met l'administration en mesure d'exercer des poursuites contre les auteurs de la fraude, prouve par là sa bonne foi et ne saurait être recherché.

« § 3. Ceux qui auront empêché les inspecteurs et experts désignés dans les articles 6 et 13 d'accomplir leurs fonctions en leur refusant l'entrée de leurs locaux de fabrication, de dépôt et de vente, et de prendre des échantillons, seront passibles d'une amende de 500 à 1,000 francs ». Le délit prévu par ce paragraphe consiste à entraver les fonc-

tions des inspecteurs et experts, mais seulement en les empêchant d'entrer dans les locaux où ils ont à prendre des échantillons.

L'article 17 punit des peines portées à l'article 423 du Code pénal : « ceux qui auront sciemment employé des matières corrompues ou nuisibles à la santé publique pour la fabrication de la margarine ou de l'oléo-margarine ». Il est inutile de revenir sur la signification des différents termes employés par ce texte, ni sur les peines de l'article 423. Il faut seulement noter que la loi ne s'occupe pas de la quantité de matières corrompues ou nuisibles qui a été introduite dans la fabrication, il suffit que leur introduction ait été constatée.

Dans l'article 18, la loi crée une récidive spéciale, dont l'effet est de toujours faire appliquer le maximum de l'amende. Cette récidive existe par le fait d'une deuxième condamnation dans le délai d'un an, pour infractions à la loi du 16 avril 1897.

Les tribunaux ont, en outre, la faculté de faire publier, dans les journaux, les jugements de condamnation, et de les faire afficher « dans les lieux ou marchés où la fraude a été commise, ainsi qu'aux portes de la maison, de l'usine, de la fabrique et des magasins du délinquant, et ce aux frais du condamné ». (Art. 19.)

L'article 20 ordonne la confiscation des « substances ou mélanges frauduleusement désignés, exposés, mis en vente, vendus, importés ou exportés, restés en la possession du condamné ».

Enfin, la loi admet l'application aux délits qu'elle prévoit de l'article 463 du Code pénal, ce qui permet aux tribunaux d'atténuer la rigueur de ses pénalités en ce qui concerne certaines infractions dont la gravité n'est que relative.

On n'a qu'à se reporter au décret du 9 novembre 1897 pour les détails d'exécution de la loi, notamment pour la surveillance des fabriques de margarine et des beurreries industrielles, pour les expertises et pour l'organisation du service d'inspection.

Les fraudes dans la vente des beurres ont provoqué de nombreuses lois en Europe et aux Etats-Unis. Dans ce dernier pays, il existe sur les beurres une loi du 2 août 1886 (1) applicable à tous les Etats. Elle définit le beurre et la margarine et prohibe leur mélange. De plus, elle grève d'une lourde taxe la fabrication et le commerce de la margarine. Celle-ci ne peut être vendue que par certaines quantités, par paquets portant un timbre spécial. La fraude sur la taxe est punie de la confiscation de la fabrique et des appareils, d'une amende dont le maximum est de 5000 dollars et d'un emprisonnement de 6 mois à 3 ans.

Indépendamment de cette loi, il existe des mesures spéciales prises par chacun des Etats de l'Union. Dans le Maine, le Maryland, le Texas et la Pensylvanie, la vente de la margarine est absolument prohibée. Dans le New-Hampshire, cette substance doit être colorée en rose. Dans le New-Jersey, ce sont les paquets la contenant qui doivent avoir une couleur spéciale. Dans d'autres Etats, les restaurateurs qui usent de la margarine doivent prévenir leurs clients par des affiches apposées dans la salle à manger.

Citons, encore, la loi du 10 mars 1891 pour le Massachusetts (2), celle du 8 juillet 1886 pour la Louisiane (3)

(1) V. *Annuaire de législation étrangère*, année, 1887, p. 765.

(2) *Ibid*, année 1892, p. 945.

(3) *Ibid*, année 1887, p. 791.

et celle du 8 juin 1885 pour l'Etat de New-York (1).

En Angleterre, le *Margarine Act* de 1887 réglemente le commerce de la margarine (2).

Dans le Danemark, c'est la loi du 1^{er} avril 1885.

En Allemagne, où l'on fabrique par an 15 millions de kilogrammes de beurre artificiel, les magasins où on le vend, doivent porter sur un écriteau : « Vente de beurre artificiel ». Le commerce de cette marchandise est réglementé par la loi du 12 juillet 1887 « concernant les succédanés de beurre » (3).

Enfin, des lois analogues existent en Italie (loi du 19 juillet 1894, n° 356) et aux Pays-Bas (loi du 23 juin 1889) (4).

III. — LOIS SUR LES VINS

Les tromperies dans la vente des vins ont existé de tout temps, cette marchandise se prêtant plus que toute autre à la falsification. S'il faut en croire Pline, les vins de la Gaule Narbonnaise n'arrivaient à Rome qu'après avoir subi maintes manipulations frauduleuses. Dans notre ancien droit, les ordonnances étaient nombreuses, qui prohibaient la vente et la détention des vins altérés, ou l'addition de certaines substances considérées comme nuisibles. Avec le Code pénal, le vin tombait comme toutes les boissons sous l'application des articles 423, 318 et 475, puis ces deux derniers articles furent abrogés par la

(1) *Ibid*, année 1886, p. 608.

(2) *Ibid*, année 1888, p. 30.

(3) V. *Annuaire de législation étrangère*, année 1888, p. 153.

(4) *Ibid*, année 1890, p. 565.

loi du 5 mai 1855 qui rendit applicable aux boissons la loi du 27 mars 1851.

Ce que nous avons vu se produire pour les engrais et les beurres, s'est produit également pour les vins : le nombre des fraudes augmentant, on est obligé de faire des lois spéciales pour cette marchandise. Mais ici, une ou deux lois n'ont pas suffi parce que le vin se prête à des falsifications diverses par lui-même et à des fraudes particulières en tant que marchandise imposable payant des droits élevés à la frontière et aux portes des villes. L'abus de chaque fraude a provoqué une loi nouvelle et la multiplicité des fraudes explique celle des lois.

L'augmentation de la fraude dans le commerce des vins date de l'invasion du phylloxera dans nos vignobles. Pendant la terrible crise que dut subir la viticulture française, il fallut remédier au défaut de production par d'autres moyens. On eut recours à différentes sources : on laissa d'abord entrer facilement en France les vins d'Espagne et d'Italie, vins d'une grande richesse alcoolique qui se prêtent parfaitement au coupage avec des vins faibles. Puis, apparurent les raisins secs importés de Grèce et de Turquie, qui devaient être la cause de fraudes innombrables ; en effet, 100 kilogr. de raisins secs fermentant avec de l'eau produisent au minimum 3 hectolitres d'un vin assez riche en alcool, mais on sait leur faire rendre une quantité beaucoup plus grande. De plus, on a imaginé d'ajouter à la fermentation des raisins secs, certains fruits ou matières sucrées tels que figues, caroubes, fleurs de mowra, glucoses, mélasses, etc., si bien que le produit obtenu n'a du vin que le nom, puisque le raisin n'entre dans sa fabrication qu'en minime quantité, pour fournir le ferment. Pour vendre ces vins plus facilement, on les mélange avec des vins d'Italie ou d'Espagne qui

leur donnent leur excédent de couleur et d'alcool. On peut faire encore du vin en soumettant à une deuxième fermentation les marcs de raisins frais auxquels on ajoute de l'eau et du sucre; le produit est encore coupé avec des vins étrangers. Ces divers produits ont quelque chose du vin, mais ne sont pas du vin naturel. Il est évident qu'ils constituent des falsifications aux termes de la loi de 1851, et que leur vente est une tromperie sur la nature de la chose vendue, délit de l'article 423.

Des applications de cette loi et de cet article ont été ainsi faites par les tribunaux, mais elles n'étaient jamais assez nombreuses, ce qui s'explique par la difficulté qu'éprouvent les chimistes à distinguer un vin naturel d'un vin savamment préparé (1). Jusqu'en 1889, aucune disposition législative ne vint modifier cette situation. Mais à cette époque, à la suite de la reconstitution des vignobles, notre production se relevant chaque jour et la fabrication artificielle envahissant plus que jamais nos marchés, l'intervention du législateur fut provoquée par les réclamations à la fois des producteurs qui souffraient de cette concurrence déloyale et des consommateurs à qui on vendait comme vins des produits artificiels.

Une proposition de loi de MM. Griffé, Lisbonne et Combescure, déposée au Sénat le 4 juin 1888, était définitivement adoptée par la Chambre le 13 juillet de l'année suivante et devenait la loi du 14 août 1889, connue sous le nom de loi Griffé. D'un caractère préventif, cette loi a un but très simple : on a voulu faire cesser la confusion qui

(1) Consulter à ce sujet le rapport de la Chambre syndicale du commerce en gros des vins et spiritueux de la Seine, sur le fonctionnement du Laboratoire municipal de Paris (juillet 1889), rapport reproduit par Desclozeaux, *Code des falsifications*.

existait entre les diverses espèces de vins et mettre l'acheteur en garde contre les fraudes dont il peut être victime. Les dispositions de la loi, disait le rapport de M. Brousse au Sénat, « ne tendent pas à interdire l'usage des vins factices ; elles respectent, bien plus encore que celles de la loi sur le beurre, la liberté du commerce ; elles imposent seulement aux fabricants et aux débitants l'obligation bien naturelle de faire connaître à leur clientèle la véritable composition de la marchandise, afin que nul ne puisse être trompé sur la qualité ni sur le prix ».

La loi porte le titre suivant : « Loi ayant pour objet d'indiquer au consommateur la nature du produit livré à la consommation sous le nom de vin, et de prévenir les fraudes dans la vente de ce produit ». Elle distingue plusieurs catégories dans les produits vendus comme vins, et veut que chacune d'elles prenne et garde un nom spécial qui renseignera l'acheteur.

Art. 1^{er}. « Nul ne pourra expédier, vendre ou mettre en vente, sous la dénomination de vin, un produit autre que celui de la fermentation des raisins frais ».

Cette définition exclut les vins de raisins secs, les vins de seconde cuvée, les piquettes etc... (V. Cass. 26 novembre 1891 (S. 92-1-479) et Nîmes, 10 mai 1894 (S. 94-2-269), mais elle n'empêche pas d'ajouter à la fermentation ce qu'il est d'usage d'y ajouter, soit pour l'activer ou la ralentir, soit pour rendre le vin plus brillant ou plus acide ; et l'opération qui consiste à mettre du sucre dans la première cuvée pour en relever le degré alcoolique, est parfaitement licite.

La loi définit ensuite le vin de sucre, ou de deuxième cuvée. C'est le produit de la fermentation des marcs de raisins frais avec addition d'eau et de sucre. Ce produit peut être mélangé avec le vin, mais le mélange, quelle

qu'en soit la proportion, ne peut être expédié, vendu ou mis en vente que sous le nom de vin de sucre. La même prohibition s'applique, en vertu de l'article 3, aux vins de raisins secs, c'est-à-dire au produit de la fermentation des raisins secs avec de l'eau. Il est à remarquer que peu avant la promulgation de la loi, les fabriques de raisins secs avaient été soumises à l'exercice par l'article 12 de la loi du budget du 17 juillet 1889 ; de plus, cette loi imposait les fruits secs destinés à la fabrication du vin, dans les villes sujettes au droit d'entrée, à raison de 100 kilogs de fruits secs pour trois hectolitres de vin, mesure qui avait eu pour principal effet l'établissement des fabriques de raisins secs dans les banlieues et dans les localités non assujetties aux droits d'entrée.

Pour que la distinction soit complète entre les divers produits, la loi Griffé exige, en outre, que les vins de sucre ou de raisins secs révèlent leur origine par des indications sur les récipients qui les contiennent. Les fûts ou récipients doivent porter en gros caractères les mots : *vin de sucre*, *vin de raisins secs* selon les cas, et les mêmes indications doivent être contenues dans les livres, factures, lettres de voiture et connaissements (art. 4). Le sens du mot récipient a été précisé lors de la discussion au Sénat : ce terme ne va pas jusqu'à comprendre les bouteilles du débitant.

L'article 5 prescrit que les titres de mouvement accompagnant les expéditions de vins, de vins de sucre, de vins de raisins secs, devront être de couleurs spéciales, et ces couleurs ont été déterminées par un arrêté ministériel du 19 août 1889.

Le texte de l'article 6, qui édicte les pénalités, soulève une légère difficulté : « En cas de contravention aux articles ci-dessus, les délinquants seront punis d'une amende

de 25 à 500 francs, et d'un emprisonnement de dix jours à trois mois ». Faut-il prendre le mot contravention comme opposé à délit, ce qui aurait pour résultat de permettre la condamnation du prévenu, qu'il fût de bonne comme de mauvaise foi ? Il résulte des travaux préparatoires que les infractions à la loi Griffé sont de véritables délits ; c'est dans ce sens que la cour de Montpellier s'est prononcée, dans un arrêt du 20 mars 1891. (Voir encore Montpellier, 30 octobre 1890 (S. 91-2-29), Cass. 30 janvier 1891 (S. 91-1-368) et 26 novembre 1891 (S. 92-1-479). Le même arrêt du 20 mars 1891 considère que l'entente entre le vendeur et l'acheteur n'exclut pas l'intention frauduleuse, mais, au contraire, constitue plutôt une circonstance aggravante, cette entente ayant pour but de permettre au négociant acheteur de tromper plus facilement sa clientèle en lui fournissant du vin fabriqué pour du vin naturel.

L'article 6 de la loi porte encore : « L'article 463 du Code pénal sera applicable. En cas de récidive, la peine de l'emprisonnement sera toujours prononcée. Les tribunaux pourront ordonner, suivant la gravité des cas, l'impression dans les journaux et l'affichage, aux lieux qu'ils indiqueront, des jugements de condamnation aux frais du condamné ».

La loi contient enfin un article additionnel de M. Griffé qui interdit de vendre sous le nom de vin tout produit autre que les trois sortes de vins dont la loi a donné la définition. Cet article vise l'emploi « du produit de la fermentation ou de la distillation des figues, caroubes, fleurs de mowra, clochettes, riz, orge et autres matières sucrées » ; et l'addition de ce produit au vin, au vin de sucre, au vin de raisins secs, soit au moment de la fermentation, soit après, constitue la falsification de denrées alimentaires prévue par la loi du 27 mars 1851. On applique donc les peines de cette der-

nière loi à ceux qui falsifient, détiennent, vendent ou mettent en vente la denrée alimentaire, sachant qu'elle est falsifiée, et cette denrée falsifiée sera confisquée. Tout cela est dit expressément par la loi ; on aurait pu se contenter de renvoyer à la loi de 1851.

Le but de ces dispositions additionnelles a été la protection du consommateur. On laisse libre la fabrication de boissons au moyen des matières sucrées énumérées, mais on ne veut pas que ces boissons soient vendues sous le nom de vin, ni qu'elles soient mélangées à ce liquide. Il est à remarquer que les opérations du sucrage, du vinage et du glucosage ne sont pas prosrites par la loi ; «elles constituent des procédés de vinification excellents », disait le rapport de M. Griffe au Sénat.

En résumé, la loi du 14 août 1889 ne constituait pas un changement de législation ; elle se bornait à préciser quelques points, et la plupart des faits qu'elle prévoit étaient déjà punissables en vertu de lois préexistantes. Aussi son effet pratique fut-il très restreint. Comme par le passé, on fabriquait d'énormes quantités de vins de raisins secs ; mais on ne les vendait ou expédiait jamais sous ce nom, on les écoulait comme vin naturel, en les mélangeant avec celui-ci. Il est très difficile, en effet, de distinguer ces deux sortes de vins. Le raisin sec n'est, en somme, que du raisin frais auquel il manque l'eau enlevée par la dessiccation ; si on restitue cette eau au raisin, on réalise presque les conditions de la vendange. Le vin de raisins secs diffère cependant du vin ordinaire ; la science l'affirme, et il y a du reste de ce fait une preuve indéniable, c'est que le raisin sec ne donne jamais que du vin blanc. Et pourtant, ni l'analyse ni la dégustation ne permettent de reconnaître dans un mélange la présence du vin de raisins secs. Qu'il nous suffise de rapporter la déclaration suivante du Congrès

international de chimie tenu à Paris en 1889 : « Dans l'état actuel de la science, il n'existe pas de procédé certain permettant d'affirmer la présence du vin de raisins secs ».

Devant les abus de la fraude qu'encourageait l'impuissance des poursuites, des plaintes unanimes émanèrent des sociétés d'agriculture et des chambres de commerce. A ces plaintes répondit une loi du 26 juillet 1890 « concernant la fabrication et l'imposition des vins de raisins secs ». Cette loi a voulu donner satisfaction aux producteurs en frappant d'un droit spécial les vins de raisins secs, et aux consommateurs, en rendant la fraude plus difficile par la surveillance de la fabrication de ces vins.

La fraude, en effet, était surtout encouragée par le bas prix auquel revenait le vin de raisins secs ; 100 kilogs de ces raisins payaient à la douane 6 francs, soit comme 3 hectolitres de vin ; mais comme ces 100 kilogs produisaient le plus souvent plus de 3 hectolitres, chaque hectolitre produit avait ainsi payé moins de deux francs. Mais le prix du transport permettait ensuite de réaliser un bénéfice beaucoup plus considérable ; dans son rapport à la Chambre des députés, M. Jamais évaluait ce bénéfice à 5 fr. 29 par hectolitre, sur le transport de Marseille à Paris. Aussi l'importation des raisins secs, qui était en chiffres ronds de 17 millions de kilogs en 1877, était en 1889, de 96 millions de kilogs ; et il faut songer qu'avec l'addition d'autres fruits ou de matières sucrées, 100 kilogs de raisins secs arrivent à donner 6, 8 et jusqu'à 10 hectolitres d'une boisson qu'on fait passer comme vin. Pour remédier à cet état de choses, plusieurs systèmes avaient été proposés ; des considérations diplomatiques firent rejeter celui qui consistait à relever les droits de douane frappant les raisins secs. On décida de surveiller la fabrication

des vins de raisins secs et d'établir sur eux des droits spéciaux.

Voici l'économie de la loi du 26 juillet 1890 :

En ce qui concerne la surveillance, la loi distingue suivant la destination de la marchandise : « les raisins secs destinés aux fabricants et entrepositaires ne peuvent circuler que munis d'acquets à caution garantissant le droit de fabrication.

» Les raisins secs destinés à la consommation personnelle et de famille sont admis à circuler gratuitement en vertu de laissez-passer » (art. 1^{er}).

Les matières visées par la loi sont seulement celles qui sont destinées à la fabrication dans un but commercial ; c'est ainsi que restent en dehors de la loi les achats faits par les syndicats professionnels agricoles ou viticoles, par les sociétés coopératives de consommation et par la troupe, de même que les achats de raisins secs de table.

Les articles 2 et 3 obligent les fabricants de vins de raisins secs à se munir d'une licence annuelle et les soumettent au régime de la permanence en ce qui concerne les visites des employés de la régie ; les articles 4, 5 et 6 prescrivent les divers comptes qui doivent être ouverts chez les fabricants.

Les droits établis sur les vins de raisins secs sont gradués, c'est-à-dire de tant par degré de richesse alcoolique (article 7). Cette base a été admise parce qu'elle est égalitaire pour les fabricants et parce que ces vins se vendent d'habitude au degré. Au-dessus de 15 degrés, le produit est soumis à la surtaxe des vins alcoolisés.

Les produits de la fermentation de fruits autres que le raisin ou de matières saccharifères, sont assimilés, par la loi, à l'alcool pour le régime et les droits qui doivent leur être appliqués.

Enfin, les contraventions à cette loi sont punies des peines de la loi du 21 juin 1873, article 7, c'est-à-dire de la confiscation et d'une amende de 200 à 1.000 francs, mais dont le minimum est de 500 francs en cas de récidive.

Les diverses obligations qui, en vertu de la loi précédente, incombent aux fabricants de raisins secs, sont écrites dans un décret du 7 octobre 1890.

L'année suivante était marquée par l'apparition d'une nouvelle loi « tendant à réprimer les fraudes dans la vente des vins ». Elle est le complément de la loi Griffe, qui, on l'a vu, avait été impuissante contre la fraude. On avait bien pu constater un assez grand nombre de saisies et de procès-verbaux, mais presque pas de citations en justice. Devant ces résultats, il n'y avait que deux partis à prendre : supprimer la loi Griffe, comme le proposait M. Jacques à la Chambre, ou bien en assurer l'exécution par une réglementation nouvelle. On s'est rangé à ce dernier système et on a fait la loi du 11 juillet 1891.

Elle comprend deux parties : la première considère comme des falsifications certaines opérations de la fabrication du vin, la deuxième rend plus profonde la distinction qui existait déjà entre les différentes sortes de vins.

Tout d'abord, l'article 1^{er} comble une lacune de la loi Griffe, qui avait omis de parler du produit vulgairement appelé piquette. Dans ce but, on a modifié ainsi l'article 2 de la loi de 1889 : « Le produit de la fermentation des marcs de raisins frais avec de l'eau, qu'il y ait ou non addition de sucre, le mélange de ce produit avec le vin, dans quelque proportion que ce soit, ne pourra être expédié, vendu ou mis en vente que sous le nom de vin de marc ou vin de sucre. Aux trois catégories créées par la loi Griffe, une quatrième est donc ajoutée, constituée par les vins de marc. Il faut remarquer que la difficulté avait

déjà été soulevée devant les tribunaux avant la promulgation de la loi, et un arrêt de la Cour de Cassation (30 janvier 1891, S. 91-1-368) avait donné raison à la régie qui exigeait que la piquette circulât sous un nom spécial.

L'article 2 assimile à la falsification de denrées alimentaires de la loi du 27 mars 1851, l'addition de certaines matières au vin, au vin de sucre ou de marc et au vin de raisins secs. Ce sont :

1° « Les matières colorantes quelconques ».

Il y a deux manières de colorer le vin : par l'emploi de substances tinctoriales, ou par le coupage avec des vins fortement colorés par eux-mêmes. La loi interdisant l'emploi du premier moyen et laissant libre le second, on peut se demander si l'on ne peut pas colorer les vins avec une matière colorante extraite des lies de vin ou des grappes de raisins. En présence des termes généraux employés par le législateur, il semble que cette opération ne peut pas être assimilée à celle du coupage, comme le voudraient certains auteurs ; sinon on ne voit pas pourquoi on n'autoriserait pas aussi l'emploi de colorants extraits d'autres végétaux, mais semblables à ceux qu'on tire des lies ou des grappes : faire une exception serait ouvrir une porte à la fraude.

Le juge devra, dans tous les cas, faire une distinction suivant que le prévenu aura fait usage d'une matière nuisible ou inoffensive ; les peines sont, en effet, différentes suivant les cas.

2° « Les produits tels que les acides sulfurique, nitrique, chlorhydrique, salicylique, borique ou autres analogues ».

C'est à cause de la nocuité de ces acides que leur emploi est interdit. On peut reprocher au texte de manquer de clarté. Si l'on admet, comme on doit le faire, que les mots

« autres analogues » se rapportent au mot *acide*, on peut remarquer que les acides énumérés n'ont entre eux aucune analogie, si ce n'est, à la rigueur, leur nocuité; dans ce cas, il eût été préférable de donner une liste complète et limitative des produits dont on prohibe l'emploi au lieu de laisser cette question à l'arbitraire des tribunaux. En pratique, on considère comme licite l'emploi de l'acide tartrique, qui est un élément constitutif du vin et celui de l'acide tannique dont les œnologues compétents préconisent l'emploi; on admet aussi l'emploi de l'acide sulfureux, mais en faible quantité. Mais on ne peut être très affirmatif en ce qui concerne l'emploi de l'acide carbonique dans la fabrication des vins mousseux, et de l'acide citrique.

3° « Le chlorure de sodium au-dessus de un gramme par litre ».

La loi s'est montrée ici d'une grande latitude, car, en pratique, on ne sale les vins dans le Midi de la France que dans la proportion de 0 gr. 1 par litre. Le salage peut être nuisible à la santé en ce qu'il introduit dans le vin de l'acide chlorhydrique.

D'après un arrêt de la Cour de Montpellier du 18 février 1892, la loi fait simplement tomber le salage excessif sous l'application de la loi du 27 mars 1851, mais c'est aux tribunaux qu'il appartient de décider si le produit a un caractère de nocuité qui entraînera une peine plus forte.

L'article 3 de la loi de 1891 s'occupe du plâtrage des vins et considère comme un délit puni de peines spéciales, le fait « de mettre en vente, de vendre ou de livrer des vins plâtrés contenant plus de 2 grammes de sulfate de potasse *ou de soude* par litre ». Suivant M. Delle, chimiste-expert, les derniers mots de ce texte sont employés à tort, parce que l'analyse d'un même vin pourra le faire considérer comme surplâtré ou non, suivant qu'elle portera

sur la recherche du sulfate de potasse ou sur la recherche du sulfate de soude. Les peines édictées sont une amende de 16 à 500 francs et un emprisonnement de 6 jours à 3 mois, ou une seule de ces peines, suivant les circonstances. Les tribunaux peuvent-ils ordonner la confiscation des vins surplâtrés, peine sur laquelle la loi est muette ? La jurisprudence semble s'être rangée à la négative (V. arrêts de Rouen, 25 juillet 1891 et Montpellier, 19 novembre 1891) ; la loi pénale doit, en effet, être strictement interprétée.

Une restriction était faite en faveur des vins de liqueur surplâtrés déjà existants ; la loi ne leur est devenue applicable que deux ans, après sa promulgation.

Enfin, une dernière disposition de l'article 3, votée à une très faible majorité, prescrit que les fûts ou récipients contenant des vins plâtrés, doivent porter en gros caractères l'indication du plâtrage, et les livres, factures, lettres de voiture, connaissements, doivent contenir la même indication. Comme M. Deandreis le fit remarquer au Sénat, cette disposition a pour effet de jeter le discrédit sur des vins d'une parfaite innocuité. Pour atténuer dans une certaine mesure l'effet de cette obligation, certains négociants complètent l'indication réglementaire en déclarant leurs vins *plâtrés à moins de 2 grammes, ou à la dose légale*. Tout vin contenant naturellement une certaine quantité de sulfate de potasse, le Laboratoire Municipal de Paris considère seulement comme vins plâtrés ceux qui contiennent plus d'un gramme par litre.

Dans sa dernière partie, la loi réglemente la surveillance à exercer sur les divers vins. Sans entrer dans des détails pour lesquels il suffit de se reporter aux articles 5 et 6, il y a lieu seulement de signaler l'innovation de la loi : elle prescrit que les vins, les vins de marc ou de sucre

et les vins de raisins secs, seront suivis, chez les marchands en gros et en détail et chez les entrepositaires, au moyen de comptes particuliers et distincts. Il y a ainsi trois comptes spéciaux qui permettent à la régie de suivre régulièrement les vins. Ce système est dû à M. Brousse, dont le nom sert quelquefois à désigner la loi de 1891, qu'on appelle aussi deuxième loi Griffé. Il est complété par une disposition émanée du gouvernement, qui oblige les marchands et entrepositaires à tenir les différents vins dans des parties séparées d'un même magasin. Le contrôle est ainsi possible et efficace parce qu'il s'exerce au point de départ, dans les entrepôts que les détaillants désignaient toujours comme centres de la fraude.

La loi met ainsi aux mains de la poursuite une arme puissante. Auparavant l'analyse chimique, seul moyen de découvrir la fraude, ne la révélait que bien difficilement. Désormais, une simple comparaison entre les comptes de la régie et ceux du marchand, une simple opération d'arithmétique permettront de constater les manquants ou les excédents. Si alors l'analyse chimique vient à l'appui de la présomption de fraude, la poursuite pourra agir sûrement.

Telles étaient les nouvelles prescriptions qui devaient, sinon paralyser la fraude, du moins en rendre la pratique plus difficile ; mais rien ne saurait rebuter les fraudeurs, les faits le prouvaient chaque jour.

La loi du 11 janvier 1892, établissant le tarif général des douanes, vint porter un autre coup à la fraude en diminuant ses bénéfices par une nouvelle augmentation des droits sur l'entrée en France des matières premières. Les raisins secs étaient dorénavant imposés à raison de 25 francs au tarif général et de 15 francs au tarif minimum. Les droits étaient de 12 et 8 francs pour les raisins de

vendange, les marcs de raisin, les moûts de vendange en fûts ou autrement.

Les vins naturels payaient, suivant les tarifs, 1 fr. 20 c. ou 0 fr. 70 cent. par degré jusqu'à 10°,9 et ils payaient comme alcool au-dessus, soit 0 fr. 80 cent. ou 0 fr. 70 cent. par degré, en outre des droits de circulation et de consommation.

Les bénéfices des fabricants de vins artificiels devaient diminuer avec ces nouveaux droits ; mais ceux qu'on leur laissait étaient encore importants, d'autant plus que la loi s'était montrée imprévoyante en frappant des mêmes droits les raisins de vendange et les moûts de vendange. Ces derniers possèdent, en effet, une richesse alcoolique bien supérieure à celle des raisins de vendange. Les fabricants ne manquèrent pas de mettre cette circonstance à profit et l'on vit entrer en France des quantités considérables de moûts dits concentrés, c'est-à-dire d'une puissance alcoolique extraordinaire, qui remplaçaient avantageusement les divers fruits secs et les matières saccharifères.

Mais l'attention du législateur fut attirée par une fraude qui se pratiquait par trop ouvertement, surtout chez les détaillants des grandes villes. Elle consistait, pour eux, à recevoir des vins alcoolisés et à les étendre d'eau de manière que le produit final eût un nombre moyen de degrés d'alcool, en d'autres termes, à faire entrer dans leurs magasins trois fûts pour en vendre quatre, ou même deux pour en vendre trois.

En prévenant leurs clients au moyen d'écriteaux placés plus ou moins en évidence dans leurs magasins, ces marchands se mettaient à l'abri des poursuites, la loi du 27 mars 1851 ne punissant la falsification et la vente des produits falsifiés non nuisibles à la santé que si elle est ignorée de l'acheteur. C'est pour faire cesser ces prati-

ques que, sur l'initiative gouvernementale, fut rendue la loi du 26 juillet 1894, « relative aux fraudes commises dans la vente des vins » et prohibitive de l'alcoolisation et du mouillage.

Le mouillage, pratiqué par les détaillants, et souvent, au préalable, par les marchands en gros qui couvrent la fraude au moyen d'acquits fictifs, est véritablement une falsification qui trompe l'acheteur, et sur la qualité du vins ainsi affaibli et sur sa quantité à un autre point de vue. Est-ce une opération licite si l'acheteur est averti ? C'est ce que soutenaient M. Millerand à la Chambre et MM. Béranger et Trarieux au Sénat, en s'appuyant sur ce qu'il ne peut y avoir délit s'il n'y a pas intention frauduleuse. A quoi les partisans de la loi, M. Griffe en particulier, répondaient avec raison qu'en l'espèce l'intention frauduleuse existe si le marchand n'indique pas la quantité d'eau qu'il a mise dans son vin, et cette opinion a prévalu.

La loi comprend deux articles, relatifs l'un au mouillage l'autre à l'alcoolisation. En vertu du premier, on complète ainsi qu'il suit l'article 1 de la loi du 5 mai 1855 : « Si dans les cas prévus par les paragraphes 1 et 2 de l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1851, il s'agit de vin additionné d'eau, les pénalités édictées par l'article 423 du Code pénal et de la loi du 27 mars 1851, seront applicables, même dans le cas où la falsification par addition d'eau serait connue de l'acheteur ou du consommateur ».

C'est l'anéantissement de la pratique des écriteaux antérieurement en usage. Mais on doit observer que c'est chose difficile et délicate que de constater la présence de l'eau dans le vin, difficile parce que cette présence est reconnaissable seulement si la proportion d'eau est assez

grande et délicate parce que certains vins faibles peuvent présenter tous les caractères d'un vin mouillé.

L'article 2 est le corollaire du précédent. En interdisant le mouillage on devait aussi interdire l'alcoolisation, puisque ces deux opérations sont la cause l'une de l'autre ; alcooliser, c'est, en effet, ajouter de l'alcool au vin terminé, pour pouvoir le dédoubler ensuite. Aussi la loi punit-elle cette opération des mêmes peines que le mouillage. Il est fait exception en ce qui concerne les vins dits de liqueur et les vins destinés à l'exportation, les uns et les autres restant soumis à la législation antérieure.

Rechercher la présence de l'alcool ajouté au vin est encore une opération difficile. La loi s'en remet à un décret rendu sur l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures, du soin de déterminer les caractères auxquels on reconnaît les vins suralcoolisés.

On doit signaler ensuite, quoique elle ne se rapporte qu'indirectement à notre sujet, une loi du 14 novembre 1894, portant modification du tarif général des douanes. En 1894, l'importation des raisins secs venait de diminuer assez rapidement; les vins fabriqués avec, qui représentaient, en 1890, quatre millions d'hectolitres, n'en représentaient plus qu'un million. Ce résultat était dû, moins aux lois spéciales qui régissaient cette marchandise, qu'à l'augmentation rapide de la production française, conséquence de la reconstitution des vignobles. Sur nos marchés, les vins artificiels, quoique en moins grande quantité qu'autrefois, faisaient cependant une malheureuse concurrence aux vins naturels dont ils faisaient baisser les prix de vente. C'est pour remédier à cet état de choses que, sur une proposition de M. Brousse qui devint la loi du 24 novembre 1894, on ajouta au tableau A du tarif général des douanes, un numéro 87 *bis* qui frappait d'un droit

de 40 francs au tarif général et de 25 francs au tarif minimum, les « raisins secs, figues et dattes destinés exclusivement à la distillerie ou à la fabrication du vin ». Cette loi a donc un double résultat : l'assimilation aux raisins des figues et des dattes qui, auparavant, payaient des droits minimes, et un relèvement important des droits sur tous ces fruits, à moins qu'ils ne soient destinés à la table. On mettait ainsi sur le pied d'égalité le fabricant et le producteur, car on justifiait la nouvelle mesure de la manière suivante : 100 grammes de raisins secs sont censés contenir 30 grammes d'alcool, or, à la frontière, 2 hectolitres de vin à 15° paient 29 francs 60 cent. et 3 hectolitres à 10°, 21 francs ; on a pris le droit de 25 francs comme moyenne.

Mais, malgré toutes les dispositions législatives, malgré la diminution qu'on pourrait constater dans la fabrication des vins de raisins secs, cette fabrication portait toujours un tort énorme à la production nationale. De plus, il y a d'autres vins artificiels, par exemple le vin de marc et le vin de sucre ; comme ils contiennent une grande proportion d'eau, leur mélange avec des vins plus riches permet aux marchands de tourner la loi sur le mouillage. D'après M. Du Périer de Larsan, on peut évaluer à 12 millions d'hectolitres la quantité des vins artificiels qui, chaque année, viennent prendre la place des vrais vins qui ne peuvent se vendre, et écraser par leur bon marché le prix de ceux qui parviennent à trouver preneur.

On s'explique ainsi très bien le concert unanime de plaintes qui s'élevait ces dernières années contre les vins artificiels ; cette situation, en effet, ne profitait qu'à une catégorie d'individus, les fraudeurs, dont les vins artificiels sont la matière première, le moyen. La proscription de ces vins était demandée par le producteur, qui, à cause d'eux, ne pouvait vendre ses produits ou devait les céder

à bas prix, par le consommateur qui, n'étant jamais sûr d'acheter du vin véritable, finissait parfois par en abandonner l'usage et enfin par le négociant honnête qui voyait le cours des marchés régi absolument par les vins artificiels. Remarquons-le, le principal résultat de la fraude avait été l'abaissement du prix des vins, alors que normalement ces prix auraient dû aller en augmentant depuis une trentaine d'années, le prix de revient étant depuis cette époque, chaque année, plus élevé à cause des nombreux fléaux successifs qui sont venus s'abattre sur les vignes et exiger une culture plus coûteuse. Aussi est-ce avec raison que dans son rapport à la Chambre sur la dernière loi, M. Du Périer de Larsan disait, après avoir rappelé l'oïdium, le phylloxera, le mildew, le black-rot, etc., « un nouveau fléau est venu écraser le vignoble et inutiliser sa production, je veux parler du vin artificiel ».

Sous une autre forme, M. de Verninac disait au Sénat (rapport du 8 décembre 1896) : « Il est un adversaire plus redoutable que tous les autres pour les viticulteurs, qui a résisté jusqu'ici avec succès à toutes les mesures prises pour le combattre. C'est la fraude commerciale, qui consiste à livrer à la consommation sous le nom de vin, des boissons quelconques qui en ont à peine l'apparence, faites on ne sait où, avec on ne sait quoi, le plus souvent malsaines, qui viennent faire une concurrence déloyale au vin naturel et écraser les cours au point que le prix de vente du produit laisse à peine au producteur de quoi couvrir ses frais de culture ».

Pour répondre aux réclamations générales, une loi était proposée à la Chambre le 14 mars 1896 par M. Turrel et plusieurs de ses collègues. Modifiée par le Sénat, elle était définitivement adoptée le 2 avril 1897, promulguée le 6, et elle entra en vigueur le 15 août suivant, sous le titre

de « loi concernant la fabrication, la circulation et la mise en vente des vins artificiels ».

Le but de la loi est la protection de la viticulture contre la concurrence des fabricants de boissons factices qui est trop souvent déloyale. Ses moyens sont l'assimilation des vins de raisins secs à l'alcool, avec des droits réduits pour la consommation de famille et l'interdiction de la fabrication des vins de marc et de sucre, sauf pour la consommation du producteur. Ce n'était pas là l'économie du premier projet de loi : plus catégorique, il tendait à interdire purement et simplement les vins artificiels, c'est-à-dire tout vin produit autrement que par la fermentation des raisins frais ; la production des vins de marc et de sucre était prohibée même pour la consommation personnelle du producteur. La commission de la Chambre se montra moins rigoureuse ; son projet remanié, une fois définitif, s'écartait beaucoup de la proposition primitive, comme on va le voir par l'étude des propositions de la loi.

Voici le texte de l'article 1^{er} et de l'article 2 qui le complète :

Art. 1^{er}. « La fabrication industrielle, la circulation et la vente des vins de raisins secs ou autres vins artificiels, à l'exception des vins de liqueur et mousseux et des vins de marc et de sucre régis par l'article 3, sont exclues du régime fiscal des vins et soumises aux droits et régime de l'alcool pour leur richesse alcoolique totale acquise ou en puissance. »

Art. 2. « Les raisins secs, à boisson, ne pourront circuler qu'en vertu d'acquits à caution garantissant le paiement du droit général de consommation à raison de 30 litres d'alcool par 100 kilogrammes, s'ils sont à destination des fabricants et le paiement des droits de circulation à raison

de 6 francs par 100 kilogrammes, s'ils sont à destination des particuliers pour leur consommation. »

Ces deux articles méritent quelques observations.

Tout d'abord, qu'entend-on par vins artificiels ? M. Méline disait au Sénat (1) qu'il était chimérique de chercher à en donner une définition parfaite, définition « aussi insaisissable que l'industrie de ces vins » et que l'important était de savoir quelle boisson on entendait réprimer.

Pour ceci, il n'y a pas de doutes après les discussions auxquelles la question a donné lieu devant les deux Chambres : le vin artificiel est tout vin qui est produit autrement que par la fermentation des raisins frais ou qui est additionné de matières quelconques ne provenant pas du produit de la vigne. Quels sont les vins artificiels dont parle la loi, autres que les vins de liqueur et mousseux et les vins de marc et de sucre ? Il faut entendre, par là, tous les produits vendus sous le nom de vin et obtenus par la fermentation de fruits autres que les raisins secs ou de glucoses, mélasses, etc. ; à ces produits, on doit ajouter les vins tirés des moûts, concentrés ou non, dont la fermentation a été empêchée pour être mise artificiellement en activité au moment voulu. Les matières qu'on fait frater-niser dans la cuve sont innombrables et le produit peut n'avoir absolument rien de commun avec le vin parce que la fermentation peut être obtenue avec des levûres fraîches de bière. Les vins de liqueurs et les vins mousseux sont, à proprement parler, des vins naturels ; le législateur a, cependant, tenu à les excepter expressément pour prévenir toute équivoque.

(1)^e Séance du 18 février 1897, *Journal Officiel* du 19 février, Déb. Parl., p. 196.

Le sens des deux premiers articles doit être précisé, car l'esprit de la loi n'apparaît pas clairement au premier abord. Elle semble assimiler les vins de raisins secs aux autres vins artificiels et, cependant, il y a entre eux des différences importantes : ces diverses boissons sont soumises aux droits et régime de l'alcool pour leur richesse alcoolique totale acquise ou en puissance ; cependant ceci semble contredit par l'article 2, qui impose les raisins secs à raison de 30 litres d'alcool par 100 kilogrammes. Ces 100 kilogrammes peuvent, cependant, contenir plus de 30 litres d'alcool, ou, au contraire, moins. Il faut admettre qu'il y a présomption de la loi : pour elle, 100 kilogrammes de raisins secs représentent 30 litres d'alcool ; on ne pouvait pas établir une présomption analogue pour les matières premières des autres vins, car elles sont trop diverses. De cette différence entre les différents vins artificiels, il résulte que les droits pour les vins de raisins secs sont perçus avant la fabrication et après pour les autres.

De l'article 2, *in fine*, résulte une autre différence : il y a un tarif de faveur de 6 francs par 100 kilogrammes pour les raisins secs à destination des particuliers pour la consommation de famille et la réduction n'existe pas pour les autres fruits secs ayant la même destination. En imposant les raisins secs à raison de 6 francs, on les considère comme devant fournir 3 hectolitres de vin, soit 2 francs par hectolitre. Cette faveur faite à la consommation familiale, est regrettable par un certain côté. On peut dire qu'elle constitue le point faible de la loi, car, par là, la fraude peut se pratiquer sinon dans de grandes proportions, du moins d'une façon assez sérieuse. Quelles sont, en effet, les limites de cette consommation familiale ? Des industriels peuvent, par des suppositions de noms et avec quelques complicités, réunir des quantités de rai-

sins secs assez importantes, qui auraient payé un droit de 6 francs au lieu de 30 francs. Cette différence est faite pour tenter bien des gens.

L'article 3 de la loi contient la proscription des vins de marc et de sucre. Il est ainsi conçu : « La fabrication et la circulation en vue de la vente des vins de marc et des vins de sucre sont interdites.

Cette interdiction est applicable aux cidres et poirés produits autrement que par la fermentation des pommes ou poires fraîches, avec ou sans sucrage.

La détention, à un titre quelconque, de ces vins, cidres et poirés, est interdite à tout négociant, entrepositaire ou débitant de liquide.

Les boissons de cidre, d'un degré inférieur à 3 degrés, ne seront pas comprises dans cette interdiction.

La détention visée par le paragraphe 3 du présent article n'est pas interdite lorsqu'elle n'a pas lieu en vue de la vente.

La circulation des boissons de marc, dites piquettes, provenant de l'épuisement des marcs par l'eau, sans addition d'alcool, de sucre ou de matières sucrées, est autorisée si ces boissons sont à destination de particuliers pour consommation familiale ; elles ne seront soumises qu'à un droit de circulation de 1 franc par hectolitre ».

Le législateur a agi ici en vertu de l'article 1598 du Code civil, qui lui permet de placer certaines choses en dehors du commerce. En l'espèce, ce sont les vins de marc, les vins de sucres et certains cidres et poirés. Quelle est la situation faite à ces divers produits ?

1^o *Vins de marc.* — Le vin de marc ou piquette est la boisson obtenue par le lavage du marc de vendange, sans aucune addition d'alcool ni de matières sucrées. En règle

générale, il est désormais interdit de fabriquer ou de transporter ce produit en vue de la vente ; cependant la fabrication et la circulation, moyennant un droit de 1 franc par hectolitre, en sont permises si la boisson est destinée à des particuliers pour consommation familiale. La fraude ici s'exercera avec la plus grande facilité chez le producteur, il n'aura qu'à verser sa piquette dans son vin ou dans ses cuves, il l'écoulera ainsi comme vin.

On ne pouvait pas, cependant, interdire complètement cette fabrication, le contrôle en eut, du reste, été bien difficile.

La loi interdit, en outre, à tout négociant, entrepositaire ou débitant de liquide, de détenir des vins de marc, à moins qu'ils ne soient pas destinés à la vente. Cette exception est faite pour permettre au commerçant, propriétaire de vignes, de faire consommer sa piquette par ses ouvriers, comme il pouvait le faire par le passé. C'est encore une porte ouverte à la fraude ; le négociant ayant le droit d'avoir ainsi, dans son magasin, une provision de piquette, la fera servir à des coupages, en renouvelant au fur et à mesure sa provision sans excéder jamais la quantité qui paraît nécessaire aux besoins de sa famille.

Autrefois la détention de la marchandise dans les magasins était, en général, considérée comme offrant les caractères d'une mise en vente, cependant la question était discutée. Avec la précision qu'apporte la nouvelle loi, il n'y a plus de doutes à cet égard.

2° *Vins de sucre.* — Cette expression désigne le produit d'une nouvelle fermentation de la vendange par l'addition d'eau et de sucre.

La fabrication, en vue de la vente, en est interdite, ainsi que la circulation, et, au point de vue de la détention, ce produit est régi par les mêmes règles que le vin de

marc. La fraude signalée, à propos de ce dernier, s'exercera de même ici, et il sera bien difficile de reconnaître dans un vin la présence d'un vin de deuxième cuvée. La fraude pourra se produire d'autant mieux que l'opération du sucrage est toujours licite. On peut ainsi faire entrer ouvertement dans son magasin une grande quantité de sucre, sous prétexte de relever le degré alcoolique du vin, moyennant une demande écrite adressée au directeur ou au sous-directeur des Contributions indirectes de la circonscription (1). C'est aux agents de l'administration qu'il appartient de vérifier les demandes et de surveiller autant que possible l'emploi de ces sucres dans les vendanges.

3° Cidres et poirés obtenus autrement que par la fermentation des pommes ou poires fraîches avec ou sans sucrage.

— Il s'agit de boissons obtenues avec des fruits séchés venant d'Amérique, additionnés de mauvais trois-six, de jus de réglisse et autres substances. Se vendant à un prix très bas, ces boissons causaient un réel préjudice au producteur français. La loi les soumet à la même interdiction que les vins de sucre. Exception est faite pour les boissons de cidre ayant moins de 3 degrés d'alcool, parce qu'il est d'usage, du côté du Havre, de boire un cidre spécial très faible qui, à cause de son mode de fabrication, serait tombé sous l'application de la loi.

L'article 4 considère comme punissable :

1° Toute infraction aux dispositions des trois premiers articles.

2° Toute déclaration d'enlèvement de boissons faites sous un nom supposé, ou sous le nom d'un tiers sans son

(1) V. loi du 29 juillet 1884, qui abaisse à 24 francs par 100 kilos les droits sur le sucre destiné au sucrage des vins.

consentement, et toute déclaration ayant pour but de simuler un enlèvement de boissons non effectivement réalisé.

Cette disposition met fin à l'abus que les fraudeurs faisaient des acquits fictifs et des enlèvements sous un nom supposé. Les premiers servaient à couvrir chez les négociants les excédents provenant d'une fabrication clandestine, et les seconds permettaient de légitimer les manquants résultant de sorties frauduleuses.

L'enlèvement sous le nom d'un tiers qui y consent n'est pas punissable. Cette exception peut être mise à profit par les commerçants qui manipulent les marchandises dans les magasins du vendeur, avant de les expédier. C'est là une fissure de la loi qu'on peut ajouter à celles qui ont déjà été signalées.

La loi n'édicte pas de peines spéciales pour sanctionner ses dispositions. En vertu de l'article 4, on appliquera les peines portées à l'article 1^{er} de la loi du 28 février 1872, c'est-à-dire la confiscation des boissons saisies et une amende de 500 à 5000 francs.

Les dispositions de l'article 463 sont applicables aux infractions de la loi du 6 avril 1897, en vertu de son article 5.

Telle est la dernière loi sur les vins. Comme celles qui l'ont précédée, elle n'est pas encore parfaite, puisque, entre ses mailles, la fraude peut encore se glisser. Il faut cependant reconnaître qu'elle doit bien restreindre le nombre de tromperies, par le peu de facilité qu'elle leur laisse.

Il faut encore mentionner un décret du 6 août 1897, portant abrogation du décret du 25 janvier 1892 et modifiant celui du 7 octobre 1890. Il est venu donner des règles en harmonie avec la loi de 1897, sur la tenue du compte

des matières premières dans les fabriques de vins de raisins secs et sur la tenue du compte général de fabrication.

L'étude des législations étrangères ne révèle rien d'original au point de vue de la répression de la fraude dans la vente des vins. Signalons, toutefois, la loi allemande du 20 avril 1892 (1), la loi portugaise du 1^{er} septembre 1894 (2) et en Espagne la loi du 27 juillet 1895 (3) sur les vins artificiels.

En Suisse, il n'y a pas de loi fédérale sur cette matière. On peut citer la loi du 7 avril 1883 (4) pour le canton de Genève, celle du 29 novembre 1888 (5) pour le canton de Vaud et celle du 22 octobre 1891 (6) pour le Tessin.

(1) V. *Annuaire de législation étrangère*, année 1893, p. 177.

(2) *Ibid.*, année 1895, p. 463.

(3) *Ibid.*, année 1896, p. 388.

(4) *Ibid.*, année 1884, p. 606.

(5) *Ibid.*, année 1889, p. 737.

(6) *Ibid.*, année 1892, p. 772.

CHAPITRE IV

PROJET DE LOI

Toutes les fois qu'en matière de fraude une proposition de loi nouvelle a vu le jour, ses auteurs l'ont justifiée en s'appuyant sur l'insuffisance de notre législation. Cette insuffisance n'a pas besoin d'être démontrée. Nous avons constaté les lacunes nombreuses qui existent dans l'article 423 et dans la loi du 27 mars 1851, et nous avons montré l'éclosion de lois compliquées, greffées les unes sur les autres, mais formant un ensemble peu harmonieux.

Notre législation est donc incomplète et manque d'unité.

Il faut, évidemment, renoncer au système jusqu'à présent en usage, qui consiste à créer une loi nouvelle chaque fois que la fraude attire l'attention sur une marchandise par les abus qu'elle commet. La mise en mouvement de l'action législative est chose longue et compliquée. La confection d'une loi peut exiger des années et, nous l'avons vu, il est rare qu'une première loi atteigne le but visé. De là, une perte considérable de temps et de travail qui serait évitée si l'on possédait une loi générale embrassant à peu près toutes les fraudes possibles ; cette loi s'en remettrait à des règlements d'administration publique pour la prescription des mesures particulières que pourrait nécessiter l'extension de la fraude dans le commerce de telle ou telle marchandise.

Le temps n'est pas loin, où nous serons en possession

d'une loi reposant sur ces bases. Avant d'en étudier le projet actuellement en discussion, il convient de signaler les tentatives déjà faites depuis une dizaine d'années.

M. Salis, député de l'Hérault, déposait, le 12 juillet 1880, sur le bureau de la Chambre, une proposition de loi « tendant à réprimer la sophistication des produits alimentaires ». Ce titre seul montre que la réforme proposée ne répondait pas aux besoins qui viennent d'être indiqués, puisqu'elle est limitée à une seule catégorie de marchandises, les produits alimentaires. Mais, en ce qui concerne ces produits, elle avait un caractère très général. Voici, du reste, le texte de la proposition, qui ne comprenait que trois courts articles :

« Art. 1^{er}. Nul ne pourra mettre en vente, sous sa dénomination primitive, un produit alimentaire modifié d'une manière quelconque, à moins qu'il n'ait fait suivre cette dénomination du mot *factice*.

Art. 2. Toute publicité et toute manœuvre, quelles qu'elles puissent être, tendant à propager une substance destinée à la sophistication des aliments, seront assimilées à la sophistication elle-même et passibles des mêmes peines.

Art. 3. Les pénalités frappant les tromperies sur les qualités des marchandises seront applicables, en ce qui concerne les infractions à l'article 1^{er} de la présente loi ».

Il suffira de signaler les principales critiques adressées à ce projet, dont on a dit qu'il fallait en louer la bonne intention, « mais qu'il manquait de précision, et, par son exagération, violait les plus justes droits de la propriété, du commerce et des consommateurs » (1).

(1) Rapport de M. Labrunie à la Chambre de commerce de Bordeaux.

Dans l'article 1^{er}, le mot *factice* est évidemment employé à tort; grammaticalement, il est synonyme de artificiel et signifie ce qui n'est pas produit par la nature, mais a été fait à son imitation. Et c'est ce mot, bien fait pour jeter un discrédit complet sur une marchandise, qu'on aurait voulu appliquer à tout produit alimentaire « modifié d'une manière quelconque ». Etant donné qu'un mélange est une modification, deux vins dont l'un serait trop fort et l'autre trop faible deviendraient donc *factices* parce qu'en les mélangeant on les aurait corrigés tous les deux. Pour ne parler que du vin, on sait qu'on introduit dans la fabrication de cette boisson du sucre, du sel, du plâtre, des acides, etc.; ces diverses opérations, qui sont couramment employées, auraient eu pour effet de rendre *factice* le vin obtenu. Presque tous nos produits étant plus ou moins modifiés par la fabrication, auraient porté l'étiquette *factice*; on voit combien le projet de M. Salis était exagéré et le tort qu'il aurait porté d'une façon générale à la production nationale.

Les articles 2 et 3 ne méritaient pas de sérieuses critiques, ils auraient seulement demandé un peu plus de précision l'un et l'autre. Mais il est inutile d'insister sur ce projet, puisqu'il ne vint jamais en discussion.

La proposition qui fut déposée au Sénat le 22 octobre 1895, par M. Gadaud, alors ministre de l'agriculture, était plus complète et contenait sept articles. Il est inutile d'entrer dans les détails de ce projet, puisque nous allons examiner celui de M. Méline, qui en est une ampliation. Il faut noter, cependant, ses deux principales innovations : la tentative de tromperie était punie comme la tromperie elle-même et des règlements d'administration publique devaient assurer l'exécution de la loi pour chaque espèce de marchandises.

D'un autre côté, on pouvait adresser à ce projet plusieurs critiques :

1° Les pénalités n'étaient pas assez sévères. C'étaient un emprisonnement de six jours à un mois et une amende de 50 à 2,000 francs, ou une de ces peines ;

2° Le projet n'abrogeant expressément aucune loi, il aurait pu en résulter des difficultés d'interprétation, et en tout cas, on n'aurait pas réalisé la simplification de législation qui est tant souhaitée ;

3° L'article 2 portait : « Seront punis d'une amende de 11 à 15 francs, ceux qui, au moment de la vente d'une marchandise provenant d'un mélange de diverses substances, n'auront pas fait connaître aux acheteurs la nature et les proportions des substances entrant dans la composition de ladite marchandise ».

Cette obligation s'explique pour certaines marchandises, mais elle eût été bien excessive pour la plupart et souvent difficile à appliquer. Et comment la concilier avec les secrets de la fabrication ?

Le projet, renvoyé à une commission, fut jugé incomplet. Il fut repris par M. Méline, président du conseil et ministre de l'agriculture, qui, le 6 avril 1898, déposait devant le Sénat une proposition longuement motivée, élaborée d'après les mêmes principes que le projet de M. Gaudaud. Le 15 novembre 1898, M. Thévenet, sénateur, présentait un rapport sur la nouvelle proposition (1). Elle venait enfin en discussion le 24 janvier et le 2 février 1899 devant le Sénat, qui l'adoptait.

Il importe d'examiner les nombreuses dispositions de

(1) Au nom d'une commission composée de MM. Grivard, président ; Bourganel, secrétaire ; Monis, Emile Durand-Savoyat, Léopold Thévenet, Deandreis, Bruel et Bidault.

cette importante loi, qui va devenir la base de la nouvelle législation des fraudes.

Il semble que le législateur, fatigué des plaintes incessantes que provoque la fraude, ait voulu en finir d'un seul coup avec elle, pour ne pas être obligé d'avoir à confectonner chaque année de nouvelles lois comme il l'avait fait jusqu'à aujourd'hui. La réforme qui se réalise en ce moment répond aux desiderata exprimés au commencement de ce chapitre. Le législateur punit toutes les fraudes qu'il est possible de prévoir, et il charge l'administration du soin de compléter la loi par des décrets qui édicteront les mesures préventives nécessaires pour découvrir la fraude dans le commerce de chaque genre de marchandises. Le projet actuel est un travail de perfectionnement et de refonte ; on emprunte aux lois existantes les dispositions reconnues efficaces, on rejette celles qui manquent de clarté ou sont inutiles, et on comble les lacunes que l'expérience a permis de constater dans la législation. Enfin, il est fait table rase de l'article 423 et des lois du 27 mars 1851 et du 5 mai 1855, qui sont abrogées purement et simplement.

Le projet présenté par M. Méline était divisé en trois parties, relatives, l'une aux tromperies dans les ventes de toutes marchandises, une autre aux falsifications et la troisième aux pénalités. Cette division était loin d'être exacte : il est, en effet, question de pénalités dans presque tous les articles de la loi, et les quelques articles qui n'en renferment pas se trouvent précisément dans la troisième partie du projet. Du reste, cette division n'a pas été maintenue.

Voici quel est le texte de la loi, telle que le Sénat l'a votée, avec les explications qu'entraînent ses diverses dispositions :

Article premier. — « Quiconque aura trompé ou tenté

de tromper l'acheteur, soit sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de toutes marchandises,

Soit sur leur espèce ou leur origine lorsque, d'après la convention et les usages, la désignation de l'espèce ou de l'origine, faussement attribuées aux marchandises, devra être considérée comme la cause principale de la vente,

Soit sur la quantité des choses livrées ou sur leur identité par la livraison d'une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait l'objet du contrat,

Sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende de 100 francs au moins, de 5,000 francs au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement ».

Le législateur a fait des emprunts à l'article 423 du Code pénal, qu'il a notablement augmenté, et à la loi du 27 mars 1851. On assimile la tentative de tromperie au délit consommé, pour toutes les infractions énumérées. C'est une généralisation de la disposition de la loi de 1851, qui punissait la tentative de tromperie sur la quantité, et de celle qui punissait la mise en vente de denrées falsifiées, la mise en vente étant une tentative. Cette généralisation est une excellente chose : un fraudeur ne doit pas rester impuni parce que des circonstances indépendantes de sa volonté l'auront empêché de consommer sa tromperie.

Les infractions prévues sont classées en trois groupes :

1^o A la tromperie sur la nature de la marchandise, que réprimait l'article 423, on ajoute les tromperies sur les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de la marchandise. Le champ de la répression est ainsi élargi en termes très clairs, au courant des procédés scientifiques actuellement en usage par la vérifica-

tion des éléments constitutifs de la plupart des produits.

2° Le législateur prévoit ensuite les tromperies sur l'espèce et l'origine. En cela, il ne fait que reproduire les termes du texte proposé en 1810, lors de la rédaction de l'article 423 du Code pénal, par la Commission du Corps législatif. On ne sait pour quelle raison ces mots avaient été rejetés par le Conseil d'Etat.

Dans l'exposé des motifs, M. Méline ne donne pas de définitions de l'espèce et de l'origine, mais procède par exemples. L'acheteur, dit-il, « est en réalité trompé sur l'espèce de la marchandise lorsqu'on lui vend, par exemple, de l'huile de coton pour de l'huile d'olive, de la cire minérale pour de la cire d'abeilles, de la farine de seigle pour de la farine de froment, etc. C'est tromper sur l'origine que de vendre pour un vin d'un cru déterminé un vin d'un autre cru, pour du beurre d'Isigny un beurre ordinaire, pour des graines de luzerne de Provence de la graine de luzerne d'Amérique ou du Poitou, etc. »

Ces fraudes, qui sont si fréquentes, ne seront pas punissables dans tous les cas, mais seulement si la considération de l'espèce ou de l'origine aura été la cause principale de la vente. Il appartiendra aux tribunaux d'apprécier cette question de fait, en tenant compte de certaines considérations, dont la principale sera le prix payé par l'acheteur. En donnant un prix comme pour une marchandise de qualité ordinaire, il ne pouvait légitimement compter qu'on lui livrerait une marchandise de qualité supérieure, à moins d'affirmations formelles de son vendeur.

3° Les tromperies sur la quantité et sur l'identité ont été réunies parce que, toutes deux, elles se produisent seulement au moment de la livraison.

La nouvelle répression des tromperies sur la quantité

est une extension de la loi du 27 mars 1851 (art. 1^{er}, § 3), d'après laquelle ces tromperies étaient punies seulement si elles se produisaient au moyen de procédés ou manœuvres énumérés par la loi. Cette restriction permettait parfois aux fraudeurs d'échapper à la loi. Dorénavant il y aura délit dans tous les cas, et on verra, avec l'article 2, que l'emploi de certaines manœuvres a pour résultat une augmentation de la peine.

On punit aussi la tromperie sur l'identité, que ne prévoyait aucun texte ; pas plus que de la tromperie sur la quantité, il n'est utile de donner de celle-ci une définition.

La peine de l'emprisonnement a été maintenue de trois mois à un an, comme dans l'article 423. Le montant de l'amende sera laissé à l'appréciation des juges, entre 100 et 5.000 francs. Le législateur a donc abandonné le système jusqu'à présent appliqué pour la fixation de ces amendes, et que nous avons déjà critiqué. L'évaluation des restitutions et dommages-intérêts était en effet chose peu pratique ; malgré leur bon vouloir, les tribunaux ne pouvaient le plus souvent qu'appliquer le minimum. Il arrivait qu'on punissait de l'amende dérisoire de 50 francs des fraudes qui avaient rapporté à leurs auteurs des bénéfices considérables. La nouvelle législation est donc bien préférable sur ce point.

Remarquons enfin sur l'article 1^{er} qu'il n'y est pas fait mention des tromperies sur le titre des matières d'or et d'argent, ni sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, qu'énumérait l'article 423. Elles rentrent, en effet, dans la catégorie des tromperies sur l'espèce de la chose vendue.

« Art 2. — L'emprisonnement pourra être porté à 2 ans, si le délit ou la tentative de délit prévus par l'article précédent ont été commis, soit à l'aide de poids, mesures et

autres instruments faux ou inexacts, employés en connaissance de cause ; soit à l'aide de manœuvres ou procédés tendant à fausser les opérations de l'analyse ou du dosage, du pesage ou du mesurage, ou bien à modifier frauduleusement la composition, le poids ou le volume des marchandises, même avant ces opérations ; soit enfin, à l'aide d'indications frauduleuses tendant à faire croire à une opération antérieure et exacte. »

Les diverses circonstances qu'énumère cet article étaient, pour la plupart, contenues dans la loi du 27 mars 1851, qui exigeait leur existence pour la constitution du délit de tromperie sur la quantité. En vertu de l'article 1^{er}, le délit existera en dehors de ces circonstances ; elles seront maintenant considérées comme aggravantes et auront pour effet de porter à 2 ans le maximum de l'emprisonnement.

La loi exige que les poids, mesures et autres instruments faux ou inexacts, aient été employés *en connaissance de cause*. Ces derniers mots ont été introduits dans le texte par la Commission du Sénat. Ils sont conformes à l'esprit général de la loi ; les auteurs des diverses infractions qu'elle prévoit, ne seront punissables que s'ils ont agi avec mauvaise foi. Cette idée, qui a été précisée au Sénat pendant la discussion de la loi, résulte des principes généraux, d'après lesquels il n'y a pas de délits sans intention frauduleuse.

« Art. 3. — Seront punis des peines portées par l'article 1^{er} de la présente loi :

1° Ceux qui falsifieront des denrées servant à l'alimentation de l'homme et des animaux, des substances médicamenteuses, des boissons et des produits agricoles ou naturels destinés à être vendus ;

2° Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront

des denrées servant à l'alimentation de l'homme et des animaux, des substances médicamenteuses, des boissons et des produits agricoles ou naturels qu'ils sauront être falsifiés ou corrompus.

Pourront être réputés avoir connu la falsification de la marchandise ceux qui ne fourniront pas les renseignements nécessaires de nature à permettre la poursuite du vendeur ou de l'expéditeur.

Si la substance falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme et des animaux, l'emprisonnement devra être appliqué. Il sera de trois mois à deux ans, et l'amende de 500 à 1000 francs.

Ces peines seront applicables, même au cas où la falsification nuisible serait connue de l'acheteur ou du consommateur ».

Ces dispositions sont inspirées de l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1851, qui est en partie reproduit ici, et bien complété à différents points de vue. On punit, comme dans cette loi, les délits de falsification, de vente et de mise en vente, et, en outre, un quatrième délit, celui d'exposition. A proprement parler, ceci n'est pas un délit distinct ; on considère qu'exposer une marchandise aux regards des acheteurs, c'est la mettre en vente. C'est plutôt une précision que la loi a voulu faire pour mettre fin à la controverse qui s'était élevée à ce sujet devant les tribunaux. Nous avons vu que cette assimilation de l'exposition à la tentative de vente avait déjà été faite par la loi du 16 avril 1897 à propos des beurres margarinés.

Le champ d'application de la nouvelle loi est beaucoup plus étendu que celui de la loi de 1851 en ce qui concerne les marchandises dont la falsification est punissable. La loi de 1851 ne s'occupait que des denrées alimentaires et des substances médicamenteuses. A ces substances, la loi

du 5 mars 1855 avait ajouté les boissons. La loi nouvelle punit, en outre, la falsification des denrées alimentaires servant à l'alimentation des animaux, et la falsification des produits agricoles ou naturels.

Comme sous la loi de 1851, il n'y a délit que si ces marchandises sont destinées à être vendues.

La loi exige encore expressément la mauvaise foi chez l'auteur du délit d'exposition, de mise en vente ou de vente de marchandises falsifiées ou corrompues, et, ici encore, on a fait un emprunt à la loi du 16 avril 1897 sur les beurres. Les marchands qui ne fourniront pas les renseignements nécessaires de nature à permettre la poursuite du vendeur ou de l'expéditeur, pourront être réputés avoir connu la falsification. La disposition analogue qui est contenue dans la loi sur les beurres ayant déjà produit d'excellents résultats, il faut en approuver la généralisation. On opère, chez un débitant, une saisie d'échantillons frauduleux ; obligé d'indiquer la provenance de la marchandise s'il ne veut être soupçonné, ce débitant fournira ses factures, sa correspondance, tous les renseignements qui pourront être utiles. Grâce à ces indications, on pourra, quelquefois, découvrir l'existence de grandes fabriques ou dépôts de produits sophistiqués.

Les peines applicables aux délits de l'article 3 sont celles de l'article 1^{er}. Elles sont bien aggravées, si la substance falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme et des animaux. Dans ce cas, on appliquera toujours un emprisonnement de 3 mois à 2 ans et le chiffre de l'amende pourra varier entre 500 et 10,000 francs.

Même si la falsification nuisible est connue de l'acheteur ou consommateur, ces peines seront applicables. Le législateur a ainsi voulu protéger efficacement la santé

publique et, en même temps, enlever aux fraudeurs un moyen d'éluder la loi.

Si certaines des dispositions de l'article 3 méritent toute approbation, on peut dire que, dans d'autres, le législateur s'est laissé entraîner un peu loin par son désir de répression. D'abord, il ne fait aucune différence entre deux falsifications dont l'une est cependant bien plus grave que l'autre : les mêmes peines, en effet, sont applicables, que la substance falsifiée soit destinée à l'alimentation de l'homme ou à celle des animaux. De plus, ces peines sont très élevées s'il y a nocuité de la marchandise vendue : c'est ainsi que le vendeur d'une botte de foin, dont l'intérieur est corrompu, sera passible d'un emprisonnement dont le maximum est de trois mois, s'il n'est pas à même de faire la preuve de sa bonne foi. Si l'on admet cette sévérité en ce qui concerne les denrées alimentaires destinées à l'homme, on doit les trouver excessives pour celles qui sont destinées à des animaux.

Art. 4. — « Seront punis d'une amende de 50 à 3,000 fr. et d'un emprisonnement de six jours au moins et de trois mois au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement :

Ceux qui, sans motifs légitimes, seront trouvés détenteurs dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, ainsi que dans les entrepôts, abattoirs et leurs dépendances et dans les gares ou dans les halles, foires et marchés,

Soit de poids ou mesures faux ou autres appareils inexacts servant au pesage et au mesurage des marchandises ;

Soit de denrées servant à l'alimentation de l'homme et des animaux, de substances médicamenteuses, de boissons, de produits agricoles ou naturels qu'ils savaient être falsifiés ou corrompus,

Si la substance falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, l'emprisonnement devra être appliqué. Il sera de trois mois à un an et l'amende de 100 francs à 5,000 francs ».

Ces dispositions sont encore empruntées à la loi du 27 mars 1851 (art. 3). C'est le même délit de détention dont il a été parlé à propos de cette loi. On remarquera seulement que l'énumération de la loi actuelle est plus complète :

1° En ce qui concerne les lieux de détention. La controverse qui existait au sujet des entrepôts, abattoirs et gares est désormais tranchée par l'article 4, qui assimile ces endroits à des lieux de vente ;

2° En ce qui concerne les choses dont la détention est prohibée. Ce sont toutes celles dont on punit la falsification et les instruments de pesage ou mesurage faux ou inexacts.

Le caractère de nocuité des produits falsifiés ou corrompus est, comme dans l'article précédent, une circonstance aggravante qui a pour effet d'élever la peine et de faire appliquer toujours l'emprisonnement.

Par sa sévérité l'article 4 se prête aux mêmes critiques que le précédent.

« Art. 5. — Sera considéré comme étant en état de récidive légale quiconque, ayant été condamné par application de la présente loi, ou par application des lois sur les fraudes dans la vente :

1° Des engrais (Loi du 4 février 1888) ;

2° Des vins (Lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 août 1897) ;

3° Des sérums thérapeutiques (Loi du 25 avril 1895) ;

4° Des beurres (Loi du 16 avril 1897), aura, dans les cinq ans qui suivront la date à laquelle cette condamna-

tion sera devenue définitive, commis un nouveau délit tombant sous l'application de la présente loi.

Au cas de récidive, les peines d'emprisonnement et d'affichage devront être appliquées ».

Cet article fixe les conditions et les effets d'une récidive spéciale. Les lois qu'il énumère avaient déjà organisé des récidives spéciales, pour chaque matière. Mais il arrivait que des individus étaient condamnés plusieurs fois pour fraude en peu de temps, sans jamais être en état de récidive. La nouvelle législation est très juste : celui qui exerce la fraude dans plusieurs commerces n'est, en effet, que plus coupable.

Le délai de la nouvelle récidive est de cinq ans, elle est constituée par deux condamnations l'une en vertu de la nouvelle loi ou d'une des lois énumérées, la seconde en vertu de la nouvelle loi.

La loi pénale devant être strictement interprétée, il en résulte que la récidive n'existera pas si l'on intervertit l'ordre des condamnations : par exemple, s'il y a application de la nouvelle loi d'abord, d'une loi spéciale ensuite.

La récidive de l'article 5 a pour effet de faire prononcer les peines d'emprisonnement et d'affichage.

« Art. 6. — Les objets dont la vente, usage ou détention constituent le délit, s'ils appartiennent encore au vendeur ou détenteur, seront confisqués ; les poids et autres instruments de pesage, mesurage ou dosage, faux ou inexacts, devront être aussi confisqués et, de plus, seront brisés.

Si les objets confisqués sont propres à un usage alimentaire ou médical, le tribunal pourra les mettre à la disposition de l'Administration pour être attribués aux établissements d'assistance publique.

S'ils sont impropres à cet usage ou nuisibles, les objets seront détruits ou répandus aux frais du condamné.

Le tribunal pourra ordonner que la destruction ou effusion aura lieu devant l'établissement ou le domicile du condamné».

Ces diverses prescriptions sont empruntées à l'article 423 du Code pénal ; il est inutile de revenir sur leur explication.

« Art. 7. — Le tribunal pourra ordonner, dans tous les cas, que le jugement de condamnation sera publié intégralement ou par extrait dans les journaux qu'il désignera et affiché dans les lieux qu'il indiquera, notamment aux portes du domicile, des magasins, usines et ateliers du condamné, le tout aux frais du condamné, sans toutefois que les frais de cette publication puissent dépasser le maximum de l'amende encourue.

En ce cas et dans tous les autres cas où les tribunaux sont autorisés à ordonner l'affichage de leur jugement à titre de pénalité pour la répression des fraudes, ils pourront fixer le temps pendant lequel cet affichage devra être maintenu sans que la durée puisse excéder sept jours.

Au cas de suppression ou de lacération totale ou partielle des affiches ordonnées par le jugement de condamnation, il sera procédé de nouveau à l'exécution intégrale des dispositions du jugement relatives à l'affichage.

Lorsque la suppression ou la lacération totale ou partielle aura été opérée volontairement par le condamné, à son instigation ou par ses ordres, elle entraînera contre celui-ci l'application d'une peine d'amende de 50 francs à 1.000 francs.

La récidive de suppression ou de lacération volontaire d'affiches par le condamné, à son instigation ou par ses

ordres, sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 100 francs à 2.000 francs.

Lorsque l'affichage aura été ordonné à la porte des magasins du condamné, l'exécution du jugement ne pourra être entravée par la vente du fonds de commerce réalisée postérieurement à la perpétration du délit ».

La publicité des jugements, par l'insertion dans les journaux et l'affichage, est organisée par l'article 7 d'une façon qui lui assure quelque efficacité. L'expérience avait prouvé que la peine à laquelle les fraudeurs étaient le plus sensibles, était, avec l'amende, la publicité de la condamnation, surtout par voie d'affiches. Or, cette dernière peine était le plus souvent éludée. La durée de l'affichage n'étant pas déterminée, les affiches n'avaient qu'une existence éphémère. Leur lacération n'était punie que dans certains cas et seulement d'une amende légère. Cet état de choses va changer dorénavant : quoi qu'il arrive, l'affichage sera effectif pendant la durée que fixeront les tribunaux. Les peines qui répriment la suppression ou lacération d'affiches sont faites pour faire reculer le condamné devant une tentative de ce genre. Il s'exposera d'autant moins, que la suppression de l'affiche ferait recommencer l'exécution de la peine dans son intégralité. Enfin, il ne pourra même pas éviter l'affichage par la vente du fonds de commerce, la loi prévoyant expressément ce moyen.

Le projet de loi primitif permettait en outre, aux tribunaux, d'ordonner l'affichage à l'égard des maîtres et commettants civilement responsables de leurs employés condamnés. Cette disposition a été rejetée par la commission du Sénat et avec raison. Il eût été, en effet, injuste de frapper d'une pénalité, des personnes que l'on reconnaît comme non coupables. Le délit peut leur avoir profité, et, s'ils le jugent à propos, les tribunaux peuvent les consi-

déranger comme complices et les condamner à ce titre. Du reste, dans beaucoup de cas, les maîtres et commettants seront punissables comme détenteurs des objets falsifiés.

« Art. 8. — L'article 463 du Code pénal sera applicable, même en cas de récidive, aux délits prévus par la présente loi.

Le tribunal, en cas de circonstances atténuantes, pourra ne pas ordonner l'affichage.

Le sursis à l'exécution des peines d'amende, édictées par la présente loi, ne pourra être prononcé en vertu de la loi du 26 mars 1891 ».

Cet article fait une large place aux circonstances atténuantes, et d'un autre côté il crée une dérogation à la loi du 26 mars 1891. L'application de cette loi est écartée en ce qui concerne le sursis à l'exécution des peines d'amende en matière de fraudes. Toujours en vertu de cette idée que la crainte des amendes inspire de sages réflexions aux fraudeurs, le législateur a voulu que cette peine ne fût pas un vain mot, et que son exécution fût assurée. Et, en effet, sans cette dérogation à la loi de 1891, les fraudeurs punis une première fois d'amende avec le bénéfice du sursis, n'auraient pas exécuté cette peine si, dans les cinq ans, ils avaient été condamnés une deuxième fois seulement à une amende ; le bénéfice du sursis ne se perd en effet que si la seconde condamnation est une peine corporelle.

« Art. 9. — Les deux tiers du produit des amendes seront attribués aux communes dans lesquelles les délits auront été constatés ».

Cette dérogation au droit commun, concernant la destination du produit des amendes, est encore empruntée à la loi du 27 mars 1851.

« Art. 10. — En cas de vente de marchandises à expé-

dier par les soins du vendeur en un lieu désigné, les poursuites exercées en vertu de la présente loi pourront, *malgré toutes stipulations contraires*, être portées devant le tribunal du lieu de destination, si, antérieurement à leur expédition, lesdites marchandises n'ont pas été l'objet d'une réception définitive par l'acheteur ».

Cet article a été inséré dans le texte de la loi par la commission du Sénat, dans l'intérêt des acheteurs. Auparavant, en vertu des principes généraux, l'acheteur trompé devait saisir de sa demande, soit le tribunal du domicile des prévenus, soit celui du lieu où le délit avait été commis. La détermination de ce dernier lieu était souvent chose difficile et soulevait des difficultés. Pour les marchandises expédiées, la livraison se réalisant à la gare de départ entre les mains de la compagnie de transport, l'acheteur trompé était obligé de porter sa plainte loin de son domicile, alors qu'il n'avait pu constater la fraude qu'à l'arrivée de la marchandise chez lui. Désormais, on considère que la tromperie est réellement consommée seulement lorsque l'acheteur a pris possession de la marchandise et l'a vérifiée. Le vendeur pourra être attaqué devant le tribunal du lieu où la prise de possession et la vérification se sont produites, c'est-à-dire le plus souvent devant le tribunal du domicile de l'acheteur.

Il y aura exception à cette règle de compétence lorsque la marchandise aura été précédemment acceptée par le destinataire. Mais cette exception est unique. Les mots « *malgré toutes stipulations contraires* » ont été ajoutés au texte, à la suite d'un amendement de M. Bisseuil, dans le but de donner son entier effet à cette disposition de la loi.

« Art. 11. — Des décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique prescriront les me-

sures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi en ce qui concerne les ventes et falsifications des denrées servant à l'alimentation des hommes et des animaux, des substances médicamenteuses, des boissons et des produits agricoles et naturels.

Suivant ces différentes applications, les décrets fixeront les formalités relatives aux prélèvements et aux expertises des échantillons des marchandises suspectes.

Ils indiqueront, sur l'avis du Comité consultatif des stations agronomiques et des laboratoires agricoles, la procédure à suivre pour fixer les méthodes d'analyse propres à déterminer les éléments constitutifs, la teneur en principes utiles des marchandises et à reconnaître les fraudes.

Ils désigneront le personnel qui devra être chargé de la surveillance à exercer et des expertises auxquelles il devra être procédé.

Ils pourront prescrire, dans les cas où ces mesures seraient pratiques et utiles, soit la remise obligatoire aux acheteurs de factures leur faisant connaître la composition, la teneur en principes utiles et la provenance des marchandises, soit aussi l'apposition sur les marchandises des indications extérieures et apparentes nécessaires pour assurer la loyauté de la vente et de la mise en vente ».

Les décrets prescrits par l'article 11 sont en quelque sorte, a dit M. Richard Waddington, « la clef de voûte de la loi ».

La répression des fraudes est paralysée le plus souvent par la difficulté de leur découverte. Les procédés de falsification variant chaque jour en se perfectionnant, des décrets peuvent seuls prescrire des méthodes d'analyses au courant des progrès de la science et entrer dans les détails

que nécessitent la recherche et la prévention de la fraude dans la vente de chaque marchandise. Ces décrets seront relatifs aux ventes des diverses denrées, des substances médicamenteuses, des boissons, et des produits agricoles et naturels.

La loi donne délégation à ces décrets pour réglementer les prélèvements d'échantillons et les expertises, pour fixer les méthodes d'analyse à suivre et désigner le personnel chargé de la surveillance et des expertises. Ils pourront, à l'imitation des lois spéciales déjà rendues, exiger des vendeurs certaines déclarations sur les factures, ou l'apposition de certaines indications sur les marchandises ou leurs récipients.

Lors de la deuxième délibération au Sénat, M. Richard Waddington a demandé que la loi ne fût applicable qu'après l'élaboration des divers décrets qui doivent la compléter. M. Viger, ministre de l'agriculture, a déclaré que la loi serait applicable immédiatement aux beurres, aux engrais, aux vins et aux sérums thérapeutiques, puisque la vente de ces produits est déjà réglementée. Pour tous les autres produits, la loi ne recevra son application qu'après la publication des règlements qui les concerneront individuellement.

Il semble cependant qu'ici une distinction doit être faite. On ne peut songer à réglementer la vente de toutes les marchandises, la loi du reste ne prescrit la confection de règlements qu'en ce qui concerne les denrées servant à l'alimentation de l'homme et des animaux, les substances médicamenteuses, les boissons, et les produits agricoles et naturels. Il y a cependant plus que ces marchandises qui soient visées par la loi. Celle-ci est générale, puisque les dispositions des articles 1 et 2 s'appliquent à toutes marchandises. Il faut dire par conséquent que la loi doit être

applicable immédiatement, sauf pour les marchandises à propos desquelles des règlements doivent intervenir.

« Art. 12. — Les contraventions aux prescriptions des règlements d'administration publique, pris en vertu de l'article précédent, seront punies d'une amende de 16 à 50 francs.

Au cas de récidive dans l'année de la condamnation, l'amende sera de 50 à 500 francs.

Au cas de nouvelle contravention constatée dans l'année qui suivra la deuxième condamnation, l'amende sera de 500 à 5.000 francs, et un emprisonnement de 6 jours à 15 jours pourra être prononcé. »

Les contraventions aux règlements qui interviendront ne sont sévèrement punies que si elles se répètent dans le délai d'une année. Il n'y aura lieu de prononcer un emprisonnement qu'au cas d'une troisième contravention, et seulement si elle se produit dans l'année qui suit la deuxième condamnation. Ces contraventions seront le plus souvent la non-obéissance à des prescriptions ayant un caractère préventif.

« Art. 14. — L'article 423 du Code pénal, la loi du 27 mars 1851 tendant à la répression plus efficace de certaines fraudes dans la vente des marchandises, la loi des 5-9 mai 1855, sur la répression des fraudes dans la vente des boissons, sont abrogés. »

Ces dispositions ont pour but de simplifier la législation ; on efface ces lois parce qu'on croit qu'elles n'ont plus aucune utilité. Mais le législateur s'est-il rendu compte qu'en abrogeant la loi du 5 mai 1855, il abroge aussi l'article fondamental de la loi du 24 juillet 1894, qui avait complété ainsi qu'il suit l'article 1^{er} de la loi de 1855 : « Si, dans les cas prévus par les paragraphes 1 et 2 de l'article 1^{er} de la loi 27 mars 1851, il s'agit de vin addi-

tionné d'eau, les pénalités édictées par l'article 423 du Code pénal et de la loi du 27 mars 1851, seront applicables, même dans le cas où la falsification par addition d'eau serait connue de l'acheteur ». Cette disposition va disparaître avec la loi de 1855 qui la contient. Mais rien, dans la nouvelle loi, ne la remplace ; de sorte que nous allons revoir les fraudes sur le mouillage et les écriteaux avertisseurs des marchands de vin, si la loi n'est pas modifiée sur ce point quand elle viendra en discussion à la Chambre.

« Art. 14. — La règle de compétence posée dans l'article 10, les pénalités de la présente loi et ses dispositions en ce qui concerne l'affichage et les infractions aux règlements d'administration publique rendus pour son exécution, sont applicables aux lois spéciales concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais, des vins, des sérums thérapeutiques, du beurre et la fabrication de la margarine. Elles sont substituées aux pénalités et dispositions de l'article 423 du Code pénal et de la loi du 27 mars 1851 dans tous les cas où des lois postérieures renvoient au texte desdites lois, notamment dans les :

Article premier de la loi du 28 juillet 1824, sur les altérations de noms ou suppositions de noms sur les produits fabriqués ;

Articles 1 et 2 de la loi du 4 février 1888, concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais ;

Article 7 de la loi du 14 août 1889, 2 de la loi du 11 juillet 1891 et 1^{er} de la loi du 24 juillet 1894, relatives aux fraudes commises dans la vente des vins ;

Article 3 de la loi du 25 avril 1895, relative à la vente des sérums thérapeutiques ;

Articles 17, 19 et 20 de la loi du 16 avril 1897, concer-

nant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine ».

Les diverses lois énumérées par l'article 14 renvoyaient pour leurs pénalités à l'article 423 du Code pénal ou à la loi du 27 mars 1851. Cet article et cette loi étant abrogés, il était nécessaire de faire concorder les diverses lois avec la nouvelle loi d'ensemble. On leur étend donc, non seulement les nouvelles pénalités, mais encore la règle de compétence de l'article 10 et les dispositions sur l'affichage et sur les infractions aux règlements d'administration publique.

« Art. 15. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies ».

Telle est la loi que le Sénat a votée et qui viendra sans doute bientôt en discussion à la Chambre des Députés. Cette dernière assemblée apportera vraisemblablement au projet quelques retouches et comblera les rares lacunes qu'on peut y remarquer (1).

Il existe, dans la plupart des Etats étrangers, des lois générales sur les fraudes, mais aucune n'est aussi étendue que notre projet de loi. Elles se réfèrent presque toutes aux denrées alimentaires ou médicamenteuses. Il est donc probable que la France sera la première nation à posséder sur les fraudes une loi vraiment générale, concernant toutes les marchandises.

Nous indiquerons donc, seulement, les plus importantes de ces lois étrangères.

Le Code pénal italien, promulgué le 1^{er} janvier 1890, contient un titre intitulé : « Des délits contre la santé pu-

(1) L'adoption de cette loi rendra évidemment inutiles les projets de lois qui existent actuellement sur la vente du lait, de l'huile et de l'alcool.

blique et l'alimentation publique ». Les articles 319 à 324 édictent des peines de réclusion et d'amende, graduées suivant les délits, qui s'augmentent de moitié si la marchandise présentait un danger pour la vie humaine. Il s'agit des substances alimentaires, médicamenteuses et de quelques autres destinées à être mises dans le commerce. Les délits sont constitués par la contrefaçon ou l'altération de ces marchandises, la vente, la mise en vente et la mise dans le commerce.

La loi belge du 4 août 1890 (1), relative à la falsification des denrées alimentaires et substances médicamenteuses, autorise le gouvernement à réglementer et à surveiller la fabrication, le commerce, la vente et le débit de ces denrées et substances, au point de vue de la santé publique et pour empêcher les falsifications. Ses dispositions ont vraisemblablement servi de modèle aux auteurs de notre projet de loi. Cette loi est, toutefois, moins générale que notre projet. De plus, elle donne au bourgmestre et aux agents du gouvernement, des droits excessifs. Ils peuvent pénétrer dans les locaux ouverts au public, aux mêmes heures que celui-ci, et à toute heure, dans les locaux servant à la fabrication ou à la conservation des denrées alimentaires.

Dans le canton de Saint-Gall, le même droit de visite en tout temps est reconnu aux commissions d'hygiène et autres organes de la police sanitaire, par la loi du 14 mai 1895 (2). On doit, de plus, déclarer au consommateur la provenance, la composition et la qualité de la denrée alimentaire vendue. Enfin, la loi contient des dispositions

(1) V. *Annuaire de législation étrangère*, 1891, p. 468.

(2) *Ibid.* 1896, p. 550.

spéciales contre la falsification du lait, du beurre, de la graisse, de l'huile à manger, etc.

Les lois du même genre, dans les autres pays étrangers, ne contiennent aucun système original. On remarque, cependant, que toutes les législations sont orientées dans le sens des mesures préventives. Les lois les plus récentes sont celles de Pensylvanie (1) (26 juin 1895), du Danemark (2) (1^{er} avril 1894) et de Hongrie (3) (loi XLIV, 10 décembre 1895).

Enfin, des tentatives de législation internationale en matière de fraudes ont été faites. Un Congrès tenu à la Haye, en 1891, a émis le vœu qu'on fit une convention internationale pour assurer une meilleure exécution des lois existantes et à faire, contre les falsifications des substances alimentaires.

La même année, un Congrès international des chimistes et microscopistes de l'alimentation se réunissait à Vienne et exprimait le même vœu. De plus, une Commission était nommée, chargée d'élaborer un *Codex alimentarius* présentant toutes les falsifications par catégories.

Ces tentatives n'ont eu aucune suite. Il n'est cependant pas douteux qu'une coalition internationale contre la fraude serait une excellente mesure, que tous les consommateurs doivent souhaiter.

(1) V. *Ann. de législ. étrang.*, 1896, p. 863.

(2) *Ibid.* 1895, p. 707.

(3) *Ibid.* 1896, p. 329.

CONCLUSION

Cette fin de siècle a donc vu les législateurs de toutes les nations civilisées se préoccuper de porter remède à ce mal universel que désigne le nom général de fraude. Le grand nombre de lois qu'elle a provoqué est la meilleure preuve de l'importance qu'elle a acquise aujourd'hui. Nous avons essayé de montrer combien ses formes sont diverses et comment elle s'est peu à peu introduite dans beaucoup de transactions. L'existence du mal est manifeste, et il est facile de voir que malheureusement il tend à augmenter chaque jour. Pour enrayer sa marche, on a eu surtout recours, jusqu'à présent, aux moyens législatifs. Sont-ils suffisants ?

Ils ne le sont pas. Les premières lois, répressives, ont donné peu de résultats. Celles qui leur ont succédé, quoique reposant sur un système meilleur, n'ont eu guère plus d'effet. D'une part, on voit que les lois sur les fraudes ont une courte existence et demandent à être refaites après quelques années d'expérience, ce qui est la preuve de leur inefficacité. Et, d'autre part, si l'on consulte la jurisprudence, on constate combien sont rares les applications des dernières lois si compliquées sur les engrais, les beurres et les vins.

Les lois sont donc impuissantes contre la fraude. Elles peuvent la gêner, l'obliger à des détours, mais elles ne

parviennent pas à l'arrêter. Il faut, par conséquent, chercher ailleurs que dans les lois un remède sérieux contre ce danger social. On doit, pour cela, recourir à des moyens économiques et généraliser le système des syndicats et des unions de consommateurs.

Il existe déjà sur tous les points de la France des syndicats agricoles qui ont, dès leur début, donné d'excellents résultats et qui sont très florissants. Ces syndicats font des achats de produits agricoles de toute sorte pour les revendre à leurs membres. Achetant par grandes quantités aux lieux mêmes de production, ils peuvent livrer à des prix avantageux. Mais leur but principal est de ne donner les marchandises qu'en connaissance de cause. Ils s'assurent de la provenance des produits et, en outre, en contrôlent la pureté ou la composition. Ils mettent enfin leurs laboratoires et leurs chimistes à la disposition de leurs membres, pour la vérification de leurs achats personnels. Il est facile de voir les services que de pareils syndicats peuvent rendre au point de vue de la protection contre la fraude.

On devrait faire pour les produits alimentaires ce qu'on fait pour les produits agricoles. Il existe déjà des sociétés coopératives d'alimentation, mais elles sont trop rares, chez nous surtout (1). Quoique le principe en soit excellent, en pratique elles ne jouissent pas encore d'une grande vogue, ce qui est peut-être dû à des défauts d'organisation. Les syndicats de consommateurs pourraient cependant rendre des services analogues à ceux que rendent les syndicats agricoles, et pour les mêmes motifs, par le contrôle qu'ils

(1) A Paris on n'en compte qu'une soixantaine. En Angleterre il en existe 1.200. — V. Beauregard, *Eléments d'économie politique*, p. 164.

pourraient exercer sur l'origine ou la composition des denrées (1).

Enfin, encore pour les produits alimentaires et pour toutes les marchandises en général, on doit préconiser l'existence des grands magasins, à cause des avantages multiples qu'ils présentent, en se plaçant seulement au point de vue de la fraude. D'abord, en général, ils achètent directement aux fabricants ; ils sont ainsi certains de la provenance de la marchandise, et elle ne passe pas par diverses mains entre lesquelles elle pourrait subir des altérations. Les marchandises sont ensuite exposées au grand jour aux regards de l'acheteur, qui peut ainsi se rendre compte de leurs qualités, voit leur prix fixe marqué, et est ainsi complètement libre dans ses achats. Il peut être enfin assuré de la sincérité du pesage et du mesurage, parce qu'ils sont faits par des employés qui n'ont en général, aucun intérêt à le tromper. Les magasins de ce genre se multiplient chaque jour dans toutes les villes, grandes et petites. Leur création porte un grave préjudice au petit commerce, mais doit, cependant, être considérée comme un bien public.

Les syndicats, les associations coopératives et les grands magasins, protégeront les agriculteurs, les consommateurs, en un mot, les acheteurs contre la fraude, plus efficacement que les lois les mieux organisées.

(1) Gide. *Principes d'économie politique*, 6^e édition, p. 757.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7
CHAPITRE PREMIER. — RÉPRESSION DE LA FRAUDE SOUS L'EMPIRE DU CODE PÉNAL	16
CHAPITRE II. — LOIS DU 27 MARS 1851 ET DU 5 MAI 1855 .	33
CHAPITRE III. — LOIS RÉCENTES CONCERNANT LES FRAUDES DANS LA VENTE DE CERTAINES MARCHANDISES	59
I. — Lois sur les engrais	60
II. — Lois sur les beurres	76
III. — Lois sur les vins	104
CHAPITRE IV. — PROJET DE LOI	131
CONCLUSION	156

Vu : le Président de la thèse,
CHAUSSE

Vu : le Doyen de la Faculté de droit,
VIGIÉ

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 28 mai 1899.

Pour le Recteur en tournée :

L'Inspecteur d'Académie délégué,
J. YON.

